



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens - Septembre 2025

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Valeur du contrat : 1 629 482,60\$

Date d'octroi du contrat : 19 décembre 2022

Date de livraison : 14 novembre 2025

Numéro d'enregistrement : POR-053-22

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

**Remarque : Dans le présent document, le genre masculin est utilisé comme générique dans le seul but d'alléger le texte.

Canada 

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Septembre 2025

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel au nom du Bureau du Conseil privé. Le quinzième cycle de la deuxième année de la présente étude comptait en tout douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans et plus), qui ont été menés entre le 3 septembre 2025 et le 25 septembre 2025.

This publication is also available in English under the title: Final Report - Continuous Qualitative Data Collection of Canadian's Views - September 2025

Cette publication ne peut être reproduite qu'à des fins non commerciales. Une autorisation écrite préalable doit être obtenue du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à por-rop@pco-bcp.ca, ou par la poste à :

Bureau du Conseil Privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, local 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP12-4F-PDF

Identifiant international des publications en série (ISSN) :

ISSN 2816-9379

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-053-22 :

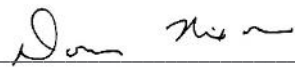
CP12-4E-PDF (Rapport final en anglais)

ISSN 2816-9360

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque ainsi que dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent aucune information portant sur les intentions de vote électorales, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date: 14 novembre 2025

Donna Nixon, associée

The Strategic Counsel

Table des matières

Sommaire	6
Introduction	6
Méthodologie.....	7
Principales constatations.....	9
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (résidents de la région métropolitaine de Vancouver, résidents de la péninsule d'Avalon [Terre-Neuve-et-Labrador] touchés par des feux de forêt, résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans préoccupés par l'économie, locataires et potentiels acheteurs d'une propriété résidant à Regina, résidents de grands centres urbains du Québec, résidents du nord de l'Ontario, parents d'enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse, Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique, résidents de la région de Laval [Québec]).....	9
Performance et priorités du gouvernement du Canada (résidents de la péninsule d'Avalon [Terre-Neuve-et-Labrador] touchés par des feux de forêt, résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec, résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans et préoccupés par l'économie, résidents du nord de l'Ontario, parents d'enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse, résidents de la région de Laval [Québec])	10
Maisons Canada (résidents de la région métropolitaine de Vancouver, résidents de la péninsule d'Avalon [Terre-Neuve-et-Labrador] touchés par des feux de forêt, résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec, résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans et préoccupés par l'économie, locataires et potentiels acheteurs d'une propriété résidant à Regina, résidents De grands centres urbains du Québec).....	13
Grands projets d'infrastructure (résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans préoccupés par l'économie, locataires et acheteurs potentiels d'une propriété résidant à Regina, résidents De grands centres urbains du Québec)	17
Budget 2025 (résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résident de Québec, locataires et potentiels acheteurs d'une propriété résidant à Regina, résidents de grands centres urbains du Québec, résidents du nord de l'Ontario, parents d'enfants fréquentant une garderie et résidant en Nouvelle-Écosse, Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique, résidents de la région de Laval [Québec])	18
Véhicules électriques (résidents de la région métropolitaine de Vancouver, résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec, résidents du nord de l'Ontario).....	21
Immigration (Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique).....	23
Feux de forêt (résidents de la péninsule d'Avalon [Terre-Neuve-et-Labrador] touchés par des feux de forêt).....	24
Mise à l'essai de messages d'Environnement et Changement climatique Canada (parents d'enfants fréquentant une garderie et résidant en Nouvelle-Écosse, Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique, résidents de la région de Laval [Québec])	25



Résultats détaillés.....	28
Chronologie des annonces en septembre 2025.....	29
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (résidents de la région métropolitaine de Vancouver, résidents de la péninsule d'Avalon [Terre-Neuve-et-Labrador] touchés par des feux de forêt, résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans et préoccupés par l'économie, locataires et potentiels acheteurs d'une propriété résidant à Regina, résidents de grands centres urbains du Québec, résidents du nord de l'Ontario, parents d'enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse, Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique, résidents de la région de Laval (Québec).....	32
Performance et priorités du gouvernement du Canada [résidents de la péninsule d'Avalon [Terre-Neuve-et-Labrador] touchés par des feux de forêt, résidents de la Région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec, résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans et préoccupés par l'économie, résidents du nord de l'Ontario, parents d'enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse, résidents de la région de Laval [Québec].....	34
Aperçu économique (résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans préoccupés par l'économie, résidents du nord de l'Ontario, parents d'enfants fréquentant une garderie et résidant en Nouvelle-Écosse, résidents de la région de Laval [Québec]).....	38
Marché du travail (résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans préoccupés par l'économie, résidents du nord de l'Ontario, résidents de la région de Laval [Québec]).....	39
Coût de la vie — parents (parents d'enfants fréquentant une garderie).....	40
Maisons Canada (résidents de la région métropolitaine de Vancouver, résidents de la péninsule d'Avalon [Terre-Neuve-et-Labrador] touchés par des feux de forêt, résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec, résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans et préoccupés par l'économie, locataires et acheteurs potentiels d'une propriété résidant à Regina, résidents de grands centres urbains du Québec).....	42
Évaluation de la stratégie de marque Maisons Canada (résidents de Vancouver, résidents de la péninsule d'Avalon, à Terre-Neuve-et-Labrador, touchés par des feux de forêt).....	43
Messages potentiels (résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec).....	51
Points de vue ultérieurs à l'annonce (résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans préoccupés par l'économie, locataires et potentiels acheteurs d'une propriété résidant à Regina, résidents de grands centres urbains du Québec).....	54
Grands projets d'infrastructure (résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans préoccupés par l'économie, locataires et acheteurs potentiels d'une propriété résidant à Regina, résidents de grands centres urbains du Québec).....	56
Budget 2025 (résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résident de Québec, locataires et potentiels acheteurs d'une propriété résidant à Regina, résidents de grands centres urbains du Québec, résidents du nord de l'Ontario, parents d'enfants fréquentant une garderie et résidant en Nouvelle-Écosse, Canadiens de	



première génération résidant en Colombie-Britannique, résidents de la région de Laval [Québec)	59
Initiatives budgétaires potentielles (résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec).....	60
Perspectives globales (locataires et acheteurs potentiels d'une propriété résidant à Regina, résidents de grands centres urbains du Québec, résidents du nord de l'Ontario, parents d'enfants fréquentant une garderie et résidant en Nouvelle-Écosse, Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique, résidents de la région de Laval [Québec)	63
Véhicules électriques (résidents de la région métropolitaine de Vancouver, résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec, résidents du nord de l'Ontario)	65
Immigration (Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique).....	70
Feux de forêt (résidents de la péninsule d'Avalon [Terre-Neuve-et-Labrador] touchés par des feux de forêt).....	72
Mise à l'essai de messages d'Environnement et Changement climatique Canada (parents d'enfants fréquentant une garderie et résidant en Nouvelle-Écosse, Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique, résidents de la région de Laval [Québec)	74
Annexes	78
Annexe A - Questionnaires de recrutement	79
Questionnaire de recrutement français.....	80
Questionnaire de recrutement anglais.....	90
Annexe B – Guides de discussion.....	104
Guide du modérateur français.....	105
Guide du modérateur anglais.....	128
Annexe C – Concepts publicitaires	147
Maisons Canada.....	148

Sommaire

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener, auprès de membres du public dans l'ensemble du pays, des cycles continus de recherche par groupe de discussion portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté ; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral ; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser au point de vue des Canadiennes et des Canadiens ainsi qu'à leurs besoins en matière d'information, tout en veillant à ce qu'elles demeurent claires et faciles à comprendre.

Les travaux de recherche visent à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, à savoir de soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Ces travaux de recherche permettront plus particulièrement de s'assurer que le BCP demeure au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement du Canada.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze (12) groupes de discussion en ligne menés entre le 3 septembre 2025 et le 25 septembre 2025, à différents endroits du pays. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent dans la section ci-dessous.

La recherche menée au cours de ce cycle s'est principalement centrée sur les points de vue des participants concernant les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada se trouve actuellement confronté ainsi que sur leur évaluation de la performance de ce dernier quant à la prise en charge de ces priorités. De nombreux groupes ont également pris part à des discussions portant sur l'initiative « Maisons Canada » du gouvernement du Canada, les grands projets d'infrastructure récemment annoncés ainsi que le prochain budget fédéral.

Parmi les autres sujets sur lesquels se sont centrées les discussions, mentionnons les véhicules électriques (VE), l'immigration, les feux de forêt ainsi que la mise à l'essai de messages pour Environnement et Changement climatique Canada (ECCC).

En guise de mise en garde lors de l'interprétation des résultats de la présente étude, les conclusions de la recherche qualitative sont uniquement de nature indicative et ne peuvent être attribuées quantitativement à l'ensemble de la population étudiée avec un quelconque degré de certitude.



Méthodologie

Aperçu des groupes

Groupe cible

- Résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont principalement été divisés en fonction de la situation géographique.
- Les participants de certains groupes se sont focalisés sur des cohortes particulières de la population, notamment des particuliers ayant été touchés par des feux de forêt, des particuliers âgés de 35 à 54 ans préoccupés par l'économie, des locataires et des acheteurs potentiels d'une propriété, des particuliers appartenant à la classe moyenne, des parents d'enfants fréquentant une garderie ainsi que des Canadiens de première génération.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont été menés dans diverses régions du Canada.
- Six groupes ont été organisés parmi des membres de la population générale de la région métropolitaine de Vancouver, des résidents de la région du 905 en Ontario, de résidents des Territoires du Nord-Ouest, de résidents de Québec, de résidents du nord de l'Ontario et de résidents de la région de Laval [Québec].
- Les autres groupes de discussion ont été menés parmi des sous-groupes clés de la population, à savoir :
 - Des particuliers de la péninsule d'Avalon à Terre-Neuve-et-Labrador ayant été touchés par des feux de forêt ;
 - De particuliers du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans préoccupés par l'économie ;
 - D'acheteurs potentiels d'une propriété et de locataires résidant à Regina.
 - De particuliers appartenant à la classe moyenne résidant à Québec ;
 - De parents d'enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse ;
 - De Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique (C.-B.).
- Les groupes de discussion organisés au Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes de discussion ont été animés en anglais.
- Toutes les discussions de groupe pour ce cycle se sont tenues en ligne.
- Huit participants au total ont été recrutés par groupe, en presumant pouvoir compter sur la présence de six à huit participants.
- Dans tous les lieux, 88 participants au total ont participé aux discussions. Les détails concernant le nombre de participants par groupe sont fournis ci-dessous.
- Chaque participant a reçu une rétribution de 125 \$.

Localisation et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HAE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Région métropolitaine de Vancouver	1	ANGLAIS	Mercredi 3 septembre	21 h à 23 h	Membres de la population générale	8
Péninsule d'Avalon, Terre-Neuve-et-Labrador	2	ANGLAIS	Jeudi 4 septembre	16 h 30 à 18 h 30	Résidents touchés par des feux de forêt	8
Région du 905 en Ontario	3	ANGLAIS	Mardi 9 septembre	18 h à 20 h	Membres de la population générale	7
Territoires du Nord-Ouest	4	ANGLAIS	Mercredi 10 septembre	20 h à 22 h	Membres de la population générale	6
Ville de Québec	5	FRANÇAIS	Jeudi 11 septembre	18 h à 20 h	Membres de la population générale	8
Nord de l'Alberta	6	ANGLAIS	Mardi 16 septembre	20 h à 22 h	Particuliers âgés de 35 à 54 ans préoccupés par l'économie	8
Regina	7	ANGLAIS	Mercredi 17 septembre	20 h à 22 h	Locataires et potentiels acheteurs d'une propriété	6
Résidents de grands centres urbains du Québec	8	FRANÇAIS	Jeudi 18 septembre	18 h à 20 h	Canadiens de la classe moyenne	8
Nord de l'Ontario	9	ANGLAIS	Lundi 22 septembre	18 h à 20 h	Membres de la population générale	8
Nouvelle-Écosse	10	ANGLAIS	Mardi 23 septembre	17 h à 19 h	Parents d'enfants fréquentant une garderie	7
Colombie-Britannique	11	ANGLAIS	Mercredi 24 septembre	21 h à 23 h	Canadiens de première génération	7
Région de Laval (Québec)	12	FRANÇAIS	Mercredi 25 septembre	18 h à 20 h	Membres de la population générale	7
Nombre total de participants						88



Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (résidents de la région métropolitaine de Vancouver, résidents de la péninsule d'Avalon [Terre-Neuve-et-Labrador] touchés par des feux de forêt, résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans préoccupés par l'économie, locataires et potentiels acheteurs d'une propriété résidant à Regina, résidents de grands centres urbains du Québec, résidents du nord de l'Ontario, parents d'enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse, Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique, résidents de la région de Laval [Québec])

Les participants de neuf groupes ont été invités à faire part de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Un large éventail d'annonces et d'initiatives a été évoqué, dont la création de l'organisme Maisons Canada (une nouvelle entité fédérale ayant pour objectif d'accroître la construction de logements abordables au sein des collectivités canadiennes), l'annonce de plusieurs projets d'infrastructure d'intérêt national dans lesquels le gouvernement comptait investir, la décision de la Banque du Canada de ramener son taux directeur à 2,5 pour cent, ainsi que l'annonce faite par le gouvernement du Canada selon laquelle ce dernier entendait lever bon nombre des contre-tarifs qu'il avait imposés sur des importations américaines plus tôt au cours de l'année 2025. Au nombre des autres initiatives que les participants ont mentionnées, citons l'annonce faite par le gouvernement fédérale selon laquelle ce dernier déposerait son budget annuel le 4 novembre 2025, l'annonce selon laquelle il entendait poursuivre la mise en œuvre du Programme d'indemnisation pour les armes à feu de style arme d'assaut (PIAFSAA), ainsi que l'annonce selon laquelle le gouvernement du Canada allait charger Postes Canada de mettre en œuvre un certain nombre de mesures (dont la transition de la distribution du courrier à domicile à l'utilisation accrue de boîtes aux lettres communautaires) visant à moderniser l'organisation et à réduire ses frais d'exploitation.

Les participants ont également évoqué un certain nombre d'annonces en lien avec des activités du gouvernement du Canada sur la scène internationale. Au nombre de celles-ci figuraient l'annonce faite par les gouvernements du Canada et du Mexique de la création d'un nouveau Partenariat stratégique global, la participation du premier ministre et d'autres hauts fonctionnaires fédéraux à 80e session de l'assemblée générale des Nations Unies (AGNU) à New York dans l'état de New York, ainsi que l'annonce du gouvernement du Canada selon laquelle ce dernier entendait officiellement reconnaître l'État de Palestine.



Performance et priorités du gouvernement du Canada (résidents de la péninsule d'Avalon [Terre-Neuve-et-Labrador] touchés par des feux de forêt, résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec, résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans et préoccupés par l'économie, résidents du nord de l'Ontario, parents d'enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse, résidents de la région de Laval [Québec])

Les participants de huit groupes ont pris part à des discussions portant sur les enjeux auxquels les Canadiens sont actuellement confrontés et sur leurs points de vue concernant la gestion du gouvernement fédéral quant à ces priorités. Ces derniers ont été invités à définir les domaines dans lesquels ils estimaient satisfaisante la performance du gouvernement du Canada et ceux dans lesquels ils considéraient qu'il y avait matière à amélioration.

Les participants ont exprimé toute une gamme de points de vue à la fois positifs et négatifs concernant un certain nombre d'enjeux. Parmi ceux-ci, mentionnons les soins de santé, la gestion du gouvernement du Canada en matière d'économie, ainsi que la facilité d'interaction avec les organismes et ministères fédéraux. Les participants ont également recensé un certain nombre de domaines dans lesquels ils estimaient que la performance du gouvernement du Canada avait été satisfaisante, notamment en ce qui concerne sa mise en place d'un large éventail de mesures de soutien aux Canadiens, ses efforts visant à protéger et conserver l'environnement canadien, les mesures qu'il avait récemment prises pour renforcer les relations internationales du Canada en matière d'économie et de sécurité, et son engagement renouvelé à accroître la capacité du Canada sur le plan de la sécurité nationale en investissant davantage dans les Forces armées canadiennes (FAC). Les participants ont en outre énuméré une série de domaines d'intervention dans lesquels ils estimaient que le gouvernement du Canada pouvait faire mieux. Parmi ceux-ci figuraient notamment la réduction du coût de la vie actuellement jugé élevé, la stabilisation du taux d'immigration ainsi que l'adoption jugée nécessaire d'une approche plus proactive de la part du gouvernement en matière de préparation et de réponse à des catastrophes naturelles et notamment à des feux de forêt de grande ampleur.

Invités à recenser les principaux enjeux que devrait désormais prioriser le gouvernement fédéral, plusieurs participants ont réitéré l'importance de s'attaquer au coût élevé de la vie actuel et de trouver des moyens de rendre la vie des Canadiens plus abordable. À ce propos, bon nombre de participants estimaient que l'abordabilité du logement devait constituer une priorité absolue pour le gouvernement du Canada, plusieurs d'entre eux affirmant que tout progrès réalisé dans ce domaine, combiné à l'amélioration du coût de la vie, contribuerait à remédier à d'autres problématiques, dont la criminalité, l'itinérance et la toxicomanie. Un grand nombre d'entre eux étaient également d'avis que la santé devait constituer une priorité absolue du gouvernement fédéral et estimaient qu'il fallait investir davantage dans la formation et le recrutement de médecins et de personnel infirmier, améliorer l'accès aux médecins de famille et aux spécialistes, et consacrer davantage de ressources aux questions liées à la santé mentale. Parmi les autres domaines d'intervention prioritaires recensés par les participants, citons l'éducation (incluant des initiatives pour rendre l'éducation postsecondaire plus abordable), l'immigration, le renforcement des relations commerciales avec des partenaires internationaux en dehors des États-Unis, l'atténuation des impacts du changement climatique, la réduction de la dette

nationale, la réconciliation avec les peuples autochtones et l'accroissement des investissements destinés aux FAC et à la défense nationale.

Aperçu économique (résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans préoccupés par l'économie, résidents du nord de l'Ontario, parents d'enfants fréquentant une garderie et résident en Nouvelle-Écosse, résidents de la région de Laval [Québec])

Les participants de quatre groupes se sont vu poser des questions complémentaires sur la gestion du gouvernement canadien en matière d'économie, ainsi que sur leurs perspectives quant à l'orientation probable de l'économie canadienne dans les années à venir. Discutant de leur perception globale de la situation économique, la plupart d'entre eux estimaient que l'économie se trouvait actuellement confrontée à des difficultés considérables et qu'il y avait encore matière à amélioration. Pour étayer leur point de vue, bon nombre de participants ont réitéré leurs préoccupations concernant certains enjeux, dont l'inflation et le coût élevé de la vie, un certain nombre d'entre eux ayant l'impression que le coût de plus en plus élevé de nombreux produits et services avait entraîné une baisse des dépenses de consommation et de l'activité économique dans plusieurs régions du pays. Plusieurs d'entre eux ont également exprimé des préoccupations concernant le taux de chômage actuel, certains participants estimant qu'il était devenu de plus en plus difficile pour les Canadiens (et en particulier les personnes plus jeunes) de trouver du travail au sein de leur collectivité.

À la question de savoir comment ils évaluaient la performance du gouvernement canadien en matière d'économie et s'ils estimaient qu'il était sur la bonne voie, bon nombre de participants ont exprimé des avis partagés. Si la plupart d'entre eux considéraient que la performance du gouvernement fédéral en matière de gestion de l'économie avait été insatisfaisante ces dernières années, bon nombre d'entre eux estimaient toutefois qu'il s'était amélioré dans ce domaine au cours des derniers mois. À cet égard, plusieurs participants ont salué certaines mesures et initiatives récentes du gouvernement du Canada, dont des investissements dans de grands projets d'infrastructure d'intérêt national, des initiatives visant à construire des logements plus abordables dans l'intérêt des Canadiens et des mesures visant à élargir et à renforcer les relations commerciales du Canada sur la scène internationale.

Les participants du nord de l'Alberta, du nord de l'Ontario et de la région de Laval (Québec), ont été invités à énumérer les mesures qu'ils souhaiteraient que prenne désormais le gouvernement du Canada en matière d'économie. Plusieurs d'entre eux ont réitéré l'opinion selon laquelle davantage devait être fait pour développer et exporter certaines ressources naturelles, dont le pétrole et le gaz naturel, en adoptant notamment des mesures visant à construire davantage de pipelines et à accroître la capacité du Canada à raffiner son pétrole à l'intérieur du pays. Un certain nombre d'entre eux estimaient également qu'une plus grande importance devait être accordée au développement de sources d'énergie propres, dont l'énergie nucléaire et l'énergie solaire. On estimait également que le gouvernement du Canada devait s'attacher à augmenter la production agricole du pays, plusieurs participants jugeant important que le pays devienne plus autonome dans ce domaine, surtout compte tenu des récentes interruptions dans les échanges commerciaux avec les États-Unis.



Marché du travail (résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans préoccupés par l'économie, résidents du nord de l'Ontario, résidents de la région de Laval [Québec])

Les participants de trois groupes ont répondu à des questions complémentaires portant principalement sur le marché du travail canadien. Discutant de la question de savoir si, à leur connaissance, le taux de chômage au Canada avait augmenté, diminué ou était resté relativement stable ces derniers temps, la plupart d'entre eux avaient le sentiment que le taux de chômage avait augmenté dans de nombreuses régions du pays. En échangeant leurs opinions concernant les facteurs qui, selon eux, contribuaient à cette augmentation perçue du chômage, plusieurs participants ont mentionné les taux d'immigration élevés au cours des dernières années, certains d'entre eux estimant que cela avait rendu le marché du travail de plus en plus concurrentiel. On estimait également que de nombreuses entreprises appréhendaient actuellement un éventuel ralentissement économique ou une récession et qu'elles avaient donc limité l'embauche de nouveaux travailleurs dans le but de réduire leurs coûts. On était également d'avis que les tarifs douaniers généralisés imposés par les États-Unis avaient entraîné une augmentation des licenciements dans des secteurs comme celui de la construction automobile, ce qui avait également eu pour effet d'augmenter le taux de chômage au cours des derniers mois.

Après s'être vu informer que le taux de chômage avait augmenté de 0,2 point de pourcentage pour atteindre 7,1 % en août et que, à l'exception des années 2020 et 2021, il s'agissait du taux de chômage le plus élevé enregistré depuis mai 2016, les participants se sont vu poser la question de savoir pourquoi le chômage était en hausse. Bon nombre d'entre eux ont réitéré les répercussions, qu'ils jugeaient importantes, du fort afflux d'immigrants ces dernières années, ainsi que les difficultés auxquelles les entreprises canadiennes avaient été confrontées en raison de certains enjeux, dont celui des tarifs douaniers américains. Un certain nombre d'entre eux estimaient également que le recours croissant à des technologies d'automatisation, notamment aux caisses automatiques et les bornes libre-service, avait réduit le nombre d'emplois offerts aux Canadiens, en particulier dans les secteurs des services et du commerce de détail.

Discutant de ce que devait, à leur avis, faire le gouvernement du Canada pour remédier à la situation, les participants ont mentionné plusieurs mesures potentielles, comme d'offrir davantage de possibilités de formation et de recyclage aux travailleurs canadiens, des incitatifs financiers et une éducation abordable aux Canadiens envisageant de faire carrière dans des domaines en demande de main-d'œuvre, comme celui de la santé, et de réduire davantage le taux d'immigration au Canada dans les années à venir.

Coût de la vie — parents (parents d'enfants fréquentant une garderie)

Les participants du groupe composé de parents d'enfants fréquentant une garderie et résidant en Nouvelle-Écosse ont pris part à une brève discussion portant sur leur expérience face au coût élevé de la vie. Lorsqu'on leur a demandé de décrire les problèmes économiques qui les préoccupaient ou les touchaient le plus en tant que parents, plusieurs participants ont mentionné le coût élevé des produits essentiels, comme les produits d'épicerie, ainsi que le taux d'imposition qu'ils percevaient comme étant élevé auquel sont assujettis de nombreux ménages canadiens. Les participants se sont également dit préoccupés par l'incidence du coût élevé de la vie quant à leur capacité à épargner pour



financer les études postsecondaires de leurs enfants, ainsi que par la question de savoir s'il y aurait suffisamment d'emplois bien rémunérés pour les générations futures lorsqu'elles intégreront le marché du travail.

Discutant de la performance du gouvernement fédéral pour ce qui est d'apporter des solutions à la problématique du coût élevé de la vie, seul un petit nombre de participants estimait qu'il était sur la bonne voie, et aucun d'entre eux n'avait souvenir des mesures qu'il avait récemment prises pour rendre la vie des Canadiens plus abordable. Invités à énumérer les aspects de leur vie quotidienne qui étaient devenus moins abordables, les participants ont mentionné les produits d'épicerie, l'essence, l'énergie à usage domestique et les services de garde d'enfants.

À la question de savoir s'ils avaient connaissance de politiques, de programmes, de prestations ou de services du gouvernement du Canada destinés à soutenir les parents, les participants ont mentionné certaines initiatives, dont le Programme national d'alimentation scolaire, le Régime canadien de soins dentaires (RCSD), l'Allocation canadienne pour enfants (ACE), le crédit d'impôt pour la condition physique des enfants, ainsi que les mesures prises ces dernières années pour rendre les services de garde d'enfants plus abordables.

Invités à définir les mesures supplémentaires que pourrait prendre le gouvernement fédéral pour venir en aide aux parents canadiens, les participants ont suggéré certaines mesures, dont l'augmentation des montants versés dans le cadre de programmes comme l'ACE, la mise en place d'allègements fiscaux aux familles appartenant à la classe moyenne et peinant à faire face au coût de la vie ainsi que l'augmentation de l'aide financière accordée aux parents pour les frais de garde avant et après l'école.

Maisons Canada (résidents de la région métropolitaine de Vancouver, résidents de la péninsule d'Avalon [Terre-Neuve-et-Labrador] touchés par des feux de forêt, résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec, résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans et préoccupés par l'économie, locataires et potentiels acheteurs d'une propriété résidant à Regina, résidents De grands centres urbains du Québec)

Les participants de huit groupes se sont prêtés à des discussions portant sur l'agence Maisons Canada, une nouvelle entité fédérale officiellement lancée par le gouvernement du Canada le 14 septembre 2025. Avant cette annonce, les participants des groupes basés dans la région métropolitaine de Vancouver et dans la péninsule d'Avalon, à Terre-Neuve-et-Labrador, ont évalué de potentielles options en matière d'identité visuelle pouvant être retenues pour l'image de marque de Maisons Canada, tandis que ceux de la région du 905 en Ontario, de Québec et des Territoires du Nord-Ouest ont fait part de leurs points de vue concernant de potentiels messages se rapportant à l'agence. Les participants des trois groupes de discussion tenus après l'annonce du 14 septembre (nord de l'Alberta, Regina et grands centres du Québec) ont fait part de leurs réactions initiales concernant cet organisme et indiqué si, selon eux, il contribuerait de manière efficace à accélérer la construction de logements plus abordables dans l'intérêt des Canadiens.



Évaluation de la stratégie de marque Maisons Canada (résidents de Vancouver, résidents de la péninsule d'Avalon [Terre-Neuve-et-Labrador] touchés par des feux de forêt)

Les participants de deux groupes ont fait part de leur point de vue au sujet de trois concepts généraux de marque (un concept original et deux variantes) dont pourrait se servir le gouvernement fédéral pour promouvoir l'initiative Maisons Canada. Ces derniers se sont vu expliquer que ces concepts de marque pourraient être utilisés sur certains supports, dont des dépliants ou de la signalisation, sur des sites Web ou des plateformes de réseaux sociaux comme X (anciennement Twitter) et LinkedIn.

Au nombre des concepts présentés aux participants, le concept initial a reçu le plus grand soutien, plusieurs d'entre eux estimant qu'il avait un aspect épuré et professionnel tout en suscitant un sentiment de fierté nationale grâce à l'utilisation d'une palette de couleurs rouge et crème (évoquant les couleurs nationales du Canada, le rouge et le blanc) et à l'intégration d'autres symboles, comme la feuille d'érable. Si, de l'avis de certains d'entre eux, les nuances de bleu, turquoise et jaune du premier concept de rechange étaient visuellement attrayantes, plusieurs participants estimaient toutefois que les images et la composition générale du concept n'avaient pas grand rapport au gouvernement du Canada et à l'initiative Maisons Canada. Le deuxième concept facultatif présenté aux participants a suscité des réactions majoritairement négatives, ces derniers estimant que la police de caractères semblait étirée et que le logo de Maisons Canada ainsi que le mot-symbole du gouvernement du Canada n'étaient pas suffisamment mis en évidence. On était également d'avis que la palette de couleurs bordeaux et blanc utilisée pour ce concept n'était pas représentative du gouvernement fédéral et que le concept serait peu susceptible d'attirer l'attention.

Après avoir discuté de l'ensemble des concepts qui leur avaient été présentés, les participants se sont vu poser la question de savoir ce que le gouvernement fédéral pourrait, selon eux, faire de plus pour rendre l'image de marque définitive de Maisons Canada plus efficace. Un large éventail de suggestions a été fourni, dont l'incorporation d'images de personnes et de familles susceptibles de bénéficier d'un apport de logements plus abordables ainsi que des images illustrant des travaux de construction et des maisons en cours de construction. On estimait également que le mot-symbole du gouvernement du Canada devrait davantage être mis en évidence dans la version définitive du concept, certains participants estimant que cela permettrait au public de mieux comprendre qu'il s'agit d'une initiative fédérale.

Messages potentiels (résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec)

Les participants de la région du 905 en Ontario, de Québec et des Territoires du Nord-Ouest se sont vu présenter deux séries de messages potentiels pouvant être utilisés pour présenter et fournir de l'information au sujet de Maisons Canada.

Invités à préciser lequel des deux messages leur semblait le plus efficace pour présenter l'initiative Maisons Canada, les participants ont été plus nombreux à choisir le message 1 plutôt que le message 2. Bon nombre de ceux qui avaient une préférence pour le premier message estimaient qu'il était plus clair et plus facile à comprendre et qu'il contribuerait davantage à faire connaître les objectifs de Maisons Canada à ceux qui ne connaissaient pas cette initiative. Un certain nombre d'entre eux ont



positivement accueilli l'évocation de la Seconde Guerre mondiale dans le message 1, estimant qu'elle contribuait à communiquer le sérieux avec lequel le gouvernement fédéral abordait cette question, ainsi que l'ampleur et la portée des mesures qu'il entendait prendre pour rendre le logement plus abordable dans les années à venir. Parmi le plus petit nombre de participants ayant choisi le message 2, on estimait que ce dernier était plus optimiste et que la mention d'une approche « Équipe Canada » était un moyen efficace d'encourager les Canadiens à collaborer entre eux afin de trouver des solutions aux problèmes liés au logement et à d'autres enjeux mondiaux.

Après s'être vu présenter un autre message précisant que le programme Maisons Canada avait pour objectif de faire construire des logements au Canada en privilégiant des solutions à grande échelle contribuant concrètement et à long terme à rendre le logement abordable, la plupart ont réagi positivement. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que cela démontrait que le gouvernement du Canada était conscient des problèmes d'abordabilité auxquels les Canadiens étaient confrontés en matière de logement et qu'il prenait des mesures sérieuses pour y remédier, notamment en privilégiant des solutions à grande échelle et à long terme plutôt que des solutions temporaires.

Les participants ont également reçu un message les informant qu'en combinant sous un même toit un financement souple, l'accès à des terrains et une expertise en matière de développement, Maisons Canada simplifierait et accélérerait la mise en chantier de grands projets, notamment en mettant à profit des méthodes de construction modernes dans le but de créer une offre de logements plus abordables. La quasi-totalité des participants a positivement réagi à ce message, bon nombre d'entre eux estimant que l'agence fournissait de l'information concrète et facilement compréhensible concernant les mesures précises qui, dans le cadre de cette initiative, seraient prises afin de rendre le logement plus abordable dans l'intérêt des Canadiens. Un certain nombre de participants se demandaient toutefois ce que l'on entendait par « accès à des terrains » dans ce contexte et craignaient que cela ne signifie que le gouvernement fédéral consacrerait des terrains publics actuellement protégés pour des motifs environnementaux à la construction de logements. En donnant leur interprétation de la mention « méthodes de construction modernes », la plupart des participants pensaient qu'il s'agissait d'une méthode de construction de logements plus uniformisée et plus rentable qui privilégierait probablement davantage la construction de maisons modulaires ou préfabriquées.

À la question de savoir si, au regard de tous les messages qui leur avaient été présentés, ils estimaient que le programme Maisons Canada était pertinent, un grand nombre d'entre eux s'attendaient à ce que cette initiative ait un impact positif sur leur propre vie ou celle de leur famille et de leurs amis. Plusieurs participants s'identifiant comme acheteurs potentiels d'une première propriété avaient bon espoir que cette initiative contribue rapidement à augmenter l'offre de logements résidentiels au Canada et leur permettrait, dans un avenir rapproché, d'acheter plus facilement une propriété à un prix plus abordable. Discutant de la question de savoir si en lançant l'initiative Maisons Canada le gouvernement était, selon eux, sur la bonne voie en matière de logement, la quasi-totalité des participants a répondu par l'affirmative.



Points de vue ultérieurs à l'annonce (résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans et préoccupés par l'économie, locataires et acheteurs potentiels d'une propriété résidant à Regina, résidents De grands centres urbains du Québec)

Les participants de trois groupes s'étant tenus durant les jours qui ont suivi l'annonce faite par le gouvernement fédéral du lancement de l'initiative Maisons Canada le 14 septembre 2025 ont échangé leurs points de vue sur cette nouvelle entité fédérale.

À la question de savoir ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet du plan élaboré par le gouvernement canadien pour remédier aux problèmes de logement, si un petit nombre d'entre eux se souvenaient avoir entendu parler de dernières mesures qu'il avait récemment annoncées visant à construire davantage de logements abordables à travers le pays, aucun participant ne se souvenait de détails précis à ce sujet. Après s'être vu fournir de l'information au sujet de ce programme, les participants ont pour la plupart réagi de manière très positive, bon nombre d'entre eux estimant que l'abordabilité du logement constituait l'un des enjeux les plus pressants auxquels les Canadiens étaient confrontés et que la création, par le gouvernement fédéral, d'un organisme tel que Maisons Canada, spécialement chargé de se pencher sur cette question, constituait une mesure importante. Plusieurs d'entre eux estimaient que la construction de logements plus abordables profiterait tout particulièrement aux acheteurs d'une première propriété ainsi qu'aux jeunes Canadiens, certains participants disant espérer que les logements construits dans le cadre de ce programme seraient suffisamment spacieux pour pouvoir venir en aide à des familles avec enfants. Parmi ceux qui avaient des questions au sujet de cette initiative, plusieurs souhaitaient savoir où ces nouveaux logements seraient construits au Canada et si ce programme contribuerait également à rendre le logement plus abordable dans les collectivités rurales et éloignées.

Après s'être vu préciser que le programme Maisons Canada avait pour principaux objectifs de doubler la construction de logements, d'en rétablir l'abordabilité et de réduire les cas d'itinérance en construisant des logements de transition et de soutien, la plupart des participants ont favorablement réagi à cette approche, plusieurs d'entre eux estimant que cette initiative s'avérerait efficace pour aider les Canadiens à accéder à des logements abordables au sein de leurs collectivités. Plusieurs participants étaient d'avis qu'il était important que les logements construits dans le cadre du programme Maisons Canada soient réalistement abordables pour la plupart des Canadiens à faible et moyen revenu, certains d'entre eux espérant que le gouvernement du Canada assure une supervision étroite afin de garantir que les logements construits dans le cadre de ce programme demeurent abordables sur le long terme. En se focalisant sur l'objectif déclaré de réduire le taux d'itinérance par le biais de cette initiative, si un certain nombre de participants estimaient que ces mesures du gouvernement fédéral contribueraient à atteindre cet objectif, d'autres ont fait valoir que de nombreux facteurs favorisaient l'itinérance (notamment les problèmes de santé mentale et de toxicomanie) et qu'à elle seule, la construction de logements ne suffirait pas à résoudre ce problème.

Les participants ont ensuite été informés que l'un des moyens utilisés par Maisons Canada pour livrer un plus grand nombre de logements plus rapidement consisterait à se servir de terrains publics pour y mettre en œuvre des méthodes de construction novatrices et durables, dont la production de maisons préfabriquées en utilisant du bois d'œuvre canadien certifié ainsi que des matériaux recyclés et à faibles émissions. À la question de savoir s'ils estimaient que cette stratégie permettrait de construire



un plus grand nombre de logements plus rapidement et à prix abordable, bon nombre de participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux ont tout particulièrement loué le fait que Maisons Canada accorde une importance particulière à la construction de maisons à partir de bois d'œuvre canadien certifié, estimant qu'une telle initiative contribuerait à stimuler le marché du secteur canadien du bois d'œuvre. Un certain nombre d'entre eux se demandaient toutefois ce que l'on entendait par « terrains publics », certains craignant que cela ne signifie que des logements puissent être construits sur des terrains auparavant préservés à des fins récréatives ou environnementales.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient d'avis que le programme Maisons Canada contribuerait à stimuler l'économie canadienne, bon nombre de participants ont répondu par l'affirmative, plusieurs d'entre eux estimant que ce programme entraînerait la création d'emplois et contribuerait à augmenter l'activité économique dans plusieurs secteurs, y compris ceux de la construction et de la vente de matériaux de construction. Sur la question de savoir s'ils pensaient pouvoir personnellement bénéficier de cette initiative, un certain nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative, dont plusieurs participants du groupe composé de locataires et de potentiels acheteurs d'une propriété résidant à Regina.

Grands projets d'infrastructure (résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans préoccupés par l'économie, locataires et acheteurs potentiels d'une propriété résidant à Regina, résidents De grands centres urbains du Québec)

Les participants de trois groupes ont pris part à des discussions portant sur les grands projets d'infrastructure et les domaines d'intervention stratégiques qu'avait récemment annoncés le gouvernement fédéral. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu dire quoi que ce soit en rapport avec le gouvernement du Canada et de grands projets d'infrastructure, plusieurs participants ont répondu par l'affirmative. Parmi ceux qui avaient entendu parler de ces projets, un certain nombre avaient l'impression que le gouvernement fédéral avait récemment pris des mesures pour accélérer l'exploitation des ressources naturelles du Canada, notamment en construisant de nouvelles infrastructures pétrolières et gazières et en augmentant l'extraction et l'exploitation de minéraux critiques.

Après s'être vu fournir de l'information au sujet de cinq grands projets d'infrastructure récemment annoncés par le gouvernement du Canada et dans lesquels ce dernier prévoyait d'investir, les participants ont pour la plupart réagi de façon positive, bon nombre d'entre eux estimant que ces projets auraient des retombées positives considérables pour l'économie canadienne. Plusieurs d'entre eux ont salué la décision du gouvernement fédéral de privilégier l'exploitation et la production accrues de ressources naturelles, dont le gaz naturel liquéfié (GNL), ainsi que l'extraction de minéraux essentiels comme le cuivre et le zinc, un certain nombre de ces participants s'attendant à ce que ces initiatives favorisent une croissance économique et la création d'emplois bien rémunérés dans l'intérêt des travailleurs canadiens. On était également d'avis qu'un certain nombre de ces projets, dont le terminal à conteneurs de Contrecoeur, au Québec, entraîneraient des répercussions positives à long terme pour ce qui est d'augmenter la capacité commerciale globale du Canada et que dans les années à venir, ils contribueraient grandement à renforcer l'économie canadienne dans son ensemble.

À la question de savoir s'ils estimaient que ces projets contribueraient à renforcer la sécurité du Canada sur le plan économique, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative, un grand nombre d'entre eux réaffirmant que ces projets auraient pour effet d'accroître la création d'emplois, la production économique ainsi que les échanges commerciaux du Canada à l'international dans les années à venir. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis qu'en augmentant l'exploitation et les exportations de ressources naturelles canadiennes, le gouvernement fédéral pourrait positionner le pays en tant que chef de file mondial dans le secteur des ressources, ce qui renforcerait considérablement la vigueur et la résilience globales de l'économie canadienne.

Les participants se sont vu informer qu'en plus des cinq grands projets décrits ci-haut, le gouvernement fédéral avait également défini des domaines d'intervention et secteurs stratégiques dans la continuité des efforts qu'il déploie pour renforcer l'économie canadienne. Après s'être vu fournir de l'information supplémentaire au sujet de ces domaines prioritaires, les participants ont émis des commentaires extrêmement positifs, bon nombre d'entre eux estimant que le gouvernement fédéral concentrait ses efforts là où il le fallait. Nombre d'entre eux ont parlé en termes élogieux du projet de train à grande vitesse Alto, plusieurs estimant que le train à grande vitesse constituait un moyen efficace et écoénergétique de transporter des gens sur de longues distances. Plusieurs d'entre eux ont également salué certaines initiatives, dont la Stratégie sur les minéraux critiques et le projet Port de Churchill plus, estimant que ces derniers contribueraient à soutenir les efforts déployés par le gouvernement fédéral pour accroître l'exploitation des ressources du Canada et sa capacité commerciale sur la scène mondiale. On estimait également important que le gouvernement s'attache à développer un corridor économique et de sécurité pour l'Arctique, plusieurs participants étant d'avis que cette région s'avérerait de plus en plus déterminante pour l'économie et la sécurité nationale du Canada dans les années à venir.

Budget 2025 (résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résident de Québec, locataires et potentiels acheteurs d'une propriété résidant à Regina, résidents de grands centres urbains du Québec, résidents du nord de l'Ontario, parents d'enfants fréquentant une garderie et résidant en Nouvelle-Écosse, Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique, résidents de la région de Laval [Québec])

Les participants de neuf groupes ont tenu des discussions portant sur le prochain budget annuel du gouvernement du Canada, dont le dépôt était prévu le 4 novembre 2025. Les participants de la région du 905 en Ontario, de Québec et des Territoires du Nord-Ouest ont quant à eux tenu des discussions portant sur d'éventuelles initiatives que pourrait comprendre le budget, tandis que ceux des groupes composés de locataires et de potentiels acheteurs d'une propriété résidant à Regina, de parents d'enfants fréquentant une garderie et résidant en Nouvelle-Écosse, de Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique, de membres de la population générale résidant dans De grands centres urbains du Québec ainsi que de résidents du nord de l'Ontario, ont fait part de leurs points de vue concernant le prochain budget et les domaines d'intervention prioritaires sur lesquels le gouvernement devrait, à leur avis, se concentrer.

Initiatives budgétaires potentielles (résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec)

Dans un premier temps, les participants ont été invités à donner leur avis sur la performance globale actuelle de l'économie canadienne. Un large éventail d'opinions a été exprimé, un grand nombre d'entre eux estimant que l'économie était actuellement en mauvaise posture, contrairement à ceux qui étaient d'un autre avis. Parmi ceux qui estimaient que l'économie était confrontée à des difficultés, plusieurs participants ont mentionné des problèmes comme le taux d'inflation élevé des dernières années, le taux de chômage croissant et le coût de la vie généralement élevé, et notamment celui de produits essentiels comme les produits d'épicerie et l'essence. Les participants, dont l'opinion de l'économie canadienne était plus positive, estimaient que même s'il existait certains problèmes relatifs au coût élevé de la vie et à ce qu'ils percevaient comme étant une pénurie de logements abordables, il s'agissait là de problèmes auxquels de nombreux pays étaient confrontés et qui n'étaient pas propres au Canada.

Après avoir été informés que le gouvernement du Canada déposerait sous peu un nouveau budget annuel exposant ses priorités pour le prochain exercice financier, les participants se sont vu présenter une liste d'initiatives potentielles pouvant être incluses au budget et ont été invités à sélectionner les trois mesures auxquelles ils estimaient devoir accorder la plus haute priorité.

Tout compte fait, si l'initiative visant à réduire les dépenses consacrées au fonctionnement de l'appareil gouvernemental a reçu le plus grand soutien, un nombre important de participants ont également appuyé les mesures visant à accroître les échanges commerciaux avec des partenaires fiables partout dans le monde, à aider davantage de Canadiens à obtenir une formation ou à se recycler pour pouvoir profiter de nouvelles possibilités d'emploi, et à construire davantage de logements partout au Canada.

Plusieurs participants ont également choisi les priorités consistant à attirer des investissements privés au pays, à éliminer les obstacles au commerce intérieur et à soutenir la jeune génération de Canadiens au moyen d'une éducation abordable et de programmes d'apprentissage. Tout en considérant également ces priorités comme importantes, seul un petit nombre de participants a choisi les initiatives consistant à encourager des investissements dans les technologies propres, renforcer l'armée canadienne et permettre aux petites entreprises d'obtenir plus facilement des prêts, des subventions ou des crédits d'impôt. De même, relativement peu d'entre eux ont choisi les priorités visant à accélérer la mise en œuvre de projets d'intérêt national tout comme la réalisation de projets énergétiques nationaux, à attirer des investissements étrangers au pays et à venir en aide aux secteurs d'activité canadiens affectés par les tarifs douaniers américains.

À la question de savoir si l'une ou l'autre de ces initiatives auraient un impact sur eux personnellement, plusieurs participants ont mentionné la mesure visant à accroître les échanges commerciaux avec des partenaires fiables à travers le monde, estimant que cette initiative se traduirait en fin de compte par une baisse des coûts pour les consommateurs canadiens. Certains d'entre eux estimaient en outre que l'initiative visant à aider les travailleurs canadiens à obtenir une formation former ou à se recycler pour accéder à de nouvelles possibilités d'emploi pourrait leur être profitable, quelques-uns indiquant avoir déjà eu recours à ce type de programme.



Points de vue généraux (locataires et potentiels acheteurs d'une propriété résidant à Regina, résidents De grands centres urbains du Québec, résidents du nord de l'Ontario, parents d'enfants fréquentant une garderie et résidant en Nouvelle-Écosse, Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique, résidents de la région de Laval [Québec])

Dans un premier temps, les participants se sont vu informer que chaque année, le gouvernement du Canada publiait un budget dans lequel il présentait ses investissements, les changements qu'il comptait apporter à ses programmes, ainsi que ses prévisions concernant notamment le déficit national et l'économie pour l'exercice financier à venir. À la question de savoir s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de plans du gouvernement à cet égard, seul un petit nombre de participants ont répondu par l'affirmative, quelques-uns d'entre eux disant croire que la construction de logements plus abordables au sein des collectivités canadiennes constituerait un élément clé du prochain budget.

Après s'être vu informer de la déclaration du gouvernement du Canada selon laquelle il entendait concentrer ses efforts à réduire les dépenses consacrées au fonctionnement de l'appareil gouvernemental et à investir davantage dans des projets visant à contribuer à la croissance économique du Canada, la plupart des participants ont positivement réagi à cette information, bon nombre d'entre eux estimant que la réduction des dépenses et les investissements visant à stimuler la croissance économique constituaient des mesures essentielles que devait prendre le gouvernement fédéral. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que les dépenses fédérales avaient été trop élevées ces dernières années et qu'il était important que le gouvernement réduise ses coûts de fonctionnement autant que possible. Un grand nombre de participants ont également salué l'importance accordée aux investissements destinés à contribuer à la croissance économique du Canada, certains espérant que ceux-ci comprendraient le développement accru de certaines ressources, dont le pétrole et le gaz naturel, ainsi que la construction d'infrastructures et notamment d'oléoducs et de gazoducs à travers le pays.

Invités à énumérer les domaines dans lesquels le gouvernement fédéral pouvait, selon eux, réduire ses coûts, plusieurs participants estimaient que des mesures pourraient être prises pour réduire les dépenses consacrées à la fonction publique, notamment en réduisant les effectifs, en rationalisant les activités et en limitant les montants que dépensent les fonctionnaires et représentants publics en déplacements et pour l'hébergement lié à leur travail. Un certain nombre d'entre eux estimaient en outre qu'il fallait accorder une plus grande attention à la réalisation de tous les projets financés par le gouvernement fédéral, en exerçant une surveillance étroite et en veillant rigoureusement à ce que les projets respectent (ou ne dépassent pas) le budget prévu.

Discutant des domaines dans lesquels ils estimaient que le gouvernement du Canada devait davantage investir, plusieurs participants ont mentionné les soins de santé, certains d'entre eux estimant que davantage d'efforts devaient être déployés pour renforcer la capacité des systèmes de santé à travers le pays afin de mieux pouvoir répondre aux besoins des Canadiens en matière de santé physique et mentale. On estimait également que le gouvernement fédéral devait consentir des investissements visant à rendre la vie des Canadiens plus abordables, et plus particulièrement en ce qui concerne des besoins essentiels comme l'alimentation et le logement. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que le gouvernement fédéral devait davantage investir dans le développement des ressources



naturelles du Canada, dont le pétrole, le gaz naturel et les minéraux critiques, et plusieurs d'entre eux estimaient qu'en adoptant cette approche, le gouvernement du Canada pourrait considérablement renforcer l'économie du pays.

À la question de savoir comment ils réagiraient si les investissements dans ces domaines devaient entraîner une augmentation des dépenses globales du gouvernement fédéral, la plupart des participants ont répondu que cela serait acceptable à court terme, à condition que ces investissements visent des domaines susceptibles de générer des retombées économiques au profit des Canadiens dans les années à venir. Un plus petit nombre d'entre eux étaient d'un autre avis, estimant que s'il était important que le gouvernement fédéral consacre des fonds à la croissance économique, cette approche devait être contrebalancée par des réductions de coûts proportionnelles dans d'autres domaines, tout en s'attachant à réduire (plutôt qu'à augmenter) l'ensemble des dépenses fédérales.

Après s'être vu informer qu'au regard de la guerre commerciale en cours avec les États-Unis, le gouvernement du Canada avait déclaré qu'afin de réduire la dépendance du Canada vis-à-vis des États-Unis, il était nécessaire de diversifier l'économie canadienne en allouant des fonds à des projets d'envergure, comme la construction résidentielle, le soutien aux industries touchées par la guerre commerciale et le renforcement de l'armée canadienne, les participants se sont vu poser la question de savoir s'ils étaient d'accord ou non avec cette approche. Tout compte fait, presque tous les participants ont exprimé leur soutien, plusieurs d'entre eux estimant que le Canada était devenu trop dépendant des États-Unis au cours des dernières décennies et que cela avait placé le pays dans une position vulnérable sur le plan économique.

Discutant de la question de savoir quelle serait leur réaction si ces investissements avaient pour effet d'augmenter la taille du déficit, la plupart des participants estimaient que cette augmentation serait acceptable à court terme à condition que ces investissements entraînent une croissance économique et une plus grande indépendance vis-à-vis des États-Unis dans les années à venir. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que, si toute dépense déficitaire devait être évitée dans la mesure du possible, il était logique que le gouvernement du Canada consente ces investissements comme moyen de réagir aux perturbations commerciales continues avec les États-Unis et à d'autres problématiques liées au coût élevé de la vie et à la pénurie de logements abordables.

Véhicules électriques (résidents de la région métropolitaine de Vancouver, résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec, résidents du nord de l'Ontario)

Les participants de cinq groupes ont participé à des discussions portant sur les véhicules électriques (VE) et les mesures qu'avait récemment pris par le gouvernement du Canada dans ce secteur. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu des nouvelles au sujet du gouvernement fédéral et des véhicules électriques, seul un petit nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Parmi les participants qui en avaient eu vent, certaines mesures ont été mentionnées, dont la suspension du Programme d'incitatifs pour les véhicules zéro émission (iVZE) (bien que celui-ci n'ait pas été mentionné nommément), ainsi que la suppression des objectifs de vente liés aux véhicules électriques qui avaient été précédemment fixés par le gouvernement fédéral.



Discutant de la question de savoir s'ils envisageaient actuellement l'achat ou la location d'un VE, seuls quelques-uns d'entre eux ont répondu par l'affirmative, et un petit nombre d'entre eux ont indiqué déjà posséder ou louer un VE ou un véhicule hybride. Les participants ont exprimé plusieurs préoccupations concernant leur hésitation à acquérir un véhicule électrique (VE), notamment le coût jugé élevé de ces véhicules, l'incertitude quant à la disponibilité des bornes de recharge dans leur région, ainsi que la capacité des VE à maintenir leurs performances lors des périodes de grand froid.

Lorsqu'on leur a demandé de définir ce qu'ils considéraient comme étant les principaux avantages du VE par rapport aux véhicules à essence ou diesel classiques, bon nombre de participants ont évoqué les effets positifs qu'auraient, selon eux, les VE en matière de réduction des émissions, de protection de l'environnement et de lutte contre le changement climatique. Plusieurs d'entre eux ont également mentionné les avantages financiers qu'ils anticipaient du fait de ne plus avoir à payer pour de l'essence ou pour des services courants comme des changements d'huile. Discutant de la question de savoir quels avantages, le cas échéant, aurait, selon eux, une utilisation accrue de VE au sein de leurs collectivités respectives, bon nombre de participants étaient d'avis qu'une utilisation plus répandue de VE conduirait à une amélioration de la qualité de l'air et aurait des effets bénéfiques sur la santé des résidents de leur région, tout en contribuant à garantir un environnement globalement plus sain et plus durable.

En décrivant ce qu'ils considéraient comme étant les principaux obstacles auxquels ils étaient confrontés au moment d'acheter un véhicule électrique, un grand nombre d'entre eux ont de nouveau mentionné les coûts élevés liés à l'achat d'un véhicule électrique, ainsi que leurs préoccupations concernant le manque d'infrastructures de recharge ainsi que l'autonomie des véhicules électriques par temps froid. Plusieurs d'entre eux ne croyaient pas que leur système de recharge résidentiel soit en mesure de recharger des VE et n'estimaient donc pas qu'un véhicule de ce type puisse constituer une option réaliste dans leur cas.

Après s'être vu informer que bon nombre de VE ont maintenant une autonomie de 400 à 500 kilomètres, si plusieurs participants ont jugé cette information prometteuse, un certain nombre d'entre eux se demandait si cette autonomie pouvait être maintenue en périodes de grands froids ou si elle serait considérablement réduite dans de telles conditions. De plus, même si la plupart des participants étaient d'avis qu'une autonomie de 400 à 500 km suffirait dans la plupart des cas, quelques-uns d'entre eux estimaient que cela s'avérerait peu pratique lors de plus longs trajets, d'autant plus qu'ils avaient l'impression qu'il fallait généralement compter entre 30 et 45 minutes pour la recharge complète d'une batterie de véhicule électrique, alors qu'il ne fallait que quelques minutes pour faire le plein d'essence.

Après s'être vu informer de l'intention récemment annoncée du gouvernement fédéral de rétablir le programme de remise au consommateur, *anciennement connu sous le nom de Programme d'incitatifs pour les véhicules zéro émission (iVZE), comme moyen de rendre les véhicules électriques plus abordables*, un certain nombre de participants ont indiqué qu'ils seraient probablement plus désireux d'acheter ou de louer un VE si ce type de programme était en place. On était d'avis que si le gouvernement du Canada souhaitait que davantage de Canadiens choisissent de se déplacer en

véhicule électrique à l'avenir, il était important qu'il continue à prendre des mesures comme celle-ci afin de rendre le prix de ces véhicules plus abordable.

Immigration (Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique)

Les participants du groupe composé de Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique (C.-B.) ont pris part à une discussion portant sur le système d'immigration canadien et les récents objectifs en matière d'immigration qu'avait récemment annoncés le gouvernement fédéral.

À la question de savoir comment ils décriraient l'état actuel du système d'immigration canadien, plusieurs participants l'ont qualifié d'imprévisible à l'heure actuelle, estimant que les objectifs et politiques du gouvernement du Canada en matière d'immigration avaient radicalement changé dernièrement. On avait l'impression qu'après plusieurs années au cours desquelles les taux d'immigration avaient été plus élevés que la normale, le gouvernement fédéral avait récemment adopté une politique beaucoup plus restrictive dans ce domaine.

À la question de savoir s'ils étaient eux-mêmes passés par le processus d'immigration canadien, tous les participants ont répondu par l'affirmative, plusieurs d'entre eux décrivant ce processus comme ayant été assez difficile à suivre. Dans le prolongement de cette réflexion, plusieurs d'entre eux se souvenaient d'avoir constaté que la politique d'immigration canadienne avait constamment évolué au cours de leur parcours migratoire, ce qui leur avait parfois fait douter d'une issue favorable à leur demande. Les participants ont en outre décrit le processus d'immigration au Canada comme ayant été long et chronophage, et plusieurs d'entre eux ont déclaré avoir dû attendre plusieurs années avant d'obtenir leur résidence permanente ou la citoyenneté canadienne.

Discutant de la question de savoir si le nombre d'immigrants admis au Canada était, selon eux, actuellement trop élevé, trop faible, ou à peu près convenable, la quasi-totalité des participants estimait que le taux d'immigration avait été trop élevé ces dernières années. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis qu'un taux d'immigration supérieur à la normale avait mis à rude épreuve certains secteurs comme ceux du logement, de la santé, de l'éducation ainsi que d'autres infrastructures et services importants, un certain nombre d'entre eux estimant qu'une période de faible immigration prolongée serait probablement nécessaire pour donner le temps aux collectivités canadiennes de rattraper leur retard dans ces domaines.

Après s'être vu informer que l'objectif de 380 000 nouveaux arrivants fixé par le gouvernement du Canada pour 2026, bon nombre de participants estimaient que ce chiffre était trop élevé et qu'il n'y aurait pas suffisamment de logements, d'emplois et de services, notamment en matière de soins de santé et d'éducation, pour faire face à une croissance démographique de cette ampleur. Discutant d'un scénario selon lequel le gouvernement du Canada réduirait son objectif de 15 %, pour un total de 320 000 nouveaux immigrants (soit un taux inférieur à celui de 2019, avant la pandémie de COVID-19), plusieurs participants estimaient que ce chiffre était encore trop élevé et ont réitéré leur opinion selon laquelle un taux d'immigration considérablement plus faible serait probablement nécessaire dans un avenir prévisible.



Après s'être vu informer que le gouvernement fédéral avait annoncé un plafonnement temporaire du nombre de permis d'études délivrés à des étudiants étrangers et que la plupart des demandeurs de permis d'études seraient désormais tenus de présenter une lettre d'attestation provinciale ou territoriale (LAP ou LAT) confirmant qu'ils se sont vu attribuer l'une des places disponibles pour étudier dans cette province ou ce territoire, presque tous les participants ont réagi positivement. La plupart d'entre eux estimaient qu'à court terme, le plafonnement du nombre d'étudiants étrangers venant au Canada constituait une mesure logique alors que le pays s'efforçait de se remettre de plusieurs années d'immigration à un taux supérieur à la normale. Bon nombre d'entre eux ont également favorablement accueilli la nouvelle exigence selon laquelle les futurs étudiants internationaux doivent joindre une LAP ou LAT à leur demande, estimant que cela constituerait un moyen efficace de lutter contre la fraude en matière d'immigration.

Feux de forêt (résidents de la péninsule d'Avalon [Terre-Neuve-et-Labrador] touchés par des feux de forêt)

Les participants du groupe composé de particuliers résidant dans la péninsule d'Avalon, à Terre-Neuve-et-Labrador, ayant déclaré avoir été touchés par des feux de forêt ont tenu une discussion portant sur ces catastrophes naturelles et sur la réponse du gouvernement du Canada à ces feux de forêt.

Lorsqu'on leur a demandé si les feux de forêt avaient eu de graves répercussions sur leur vie, et notamment s'ils avaient reçu une alerte d'évacuation ou avaient été contraints d'évacuer leur domicile, les participants étaient à peu près aussi nombreux à répondre par l'affirmative que ceux qui n'avaient pas été touchés aussi gravement. Parmi ceux pour qui les répercussions avaient été plus graves, bon nombre de participants ont déclaré que ces épreuves avaient affecté leur santé physique et/ou mentale.

Discutant de la facilité (ou de la difficulté) avec laquelle ils avaient pu obtenir des services et du soutien lors de ces feux de forêt, et ce, qu'ils aient été évacués ou qu'ils aient pu rester dans leur collectivité, les participants étaient pour la plupart d'avis que les soutiens disponibles avaient été difficiles à obtenir, trop éloignés ou n'avaient été offerts que pendant une brève période. À la question de savoir s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de la réponse du gouvernement du Canada aux feux de forêt ayant fait rage à Terre-Neuve-et-Labrador, les participants ont évoqué certaines mesures du gouvernement, dont le recrutement de pompiers d'autres provinces et territoires, l'octroi de compensations aux pompiers bénévoles, et son engagement à verser un montant équivalent à chaque dollar donné au *Fonds de secours : Feux de forêt de 2025 à Terre-Neuve-et-Labrador* de la Croix-Rouge canadienne.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie concernant sa réponse aux feux de forêt, les participants estimant qu'il faisait fausse route étaient à peu près aussi nombreux que ceux dont l'opinion était plus mitigée. Parmi ceux qui étaient d'avis qu'en répondant aux feux de forêts comme il l'avait fait, le gouvernement faisait fausse route, on estimait que les ressources et les soutiens financiers offerts à ceux qui avaient été touchés par les feux de forêt avaient été insuffisants, un certain nombre de participants estimant que la



réponse du gouvernement fédéral à cette situation avait été trop lente. Parmi ceux dont l'opinion était plus incertaine, un certain nombre de participants étaient d'avis que, même si le gouvernement fédéral n'avait pas su apporter un soutien adéquat dans les premiers temps qui ont suivi ces feux de forêt, sa réponse s'était toutefois améliorée au fil du temps.

Discutant des mesures supplémentaires que pourrait prendre le gouvernement du Canada relativement aux feux de forêt, un certain nombre de participants étaient d'avis que davantage devait être fait pour éviter ces catastrophes naturelles de manière proactive, en mettant notamment en place un plus grand nombre de pare-feu dans des zones vulnérables et en procédant à des brûlages dirigés. Dans les années à venir, on estimait que le gouvernement du Canada devrait également faire davantage pour moderniser ses infrastructures de lutte contre les incendies et veiller à ce qu'il y ait suffisamment de personnel disponible pour lutter contre les feux de forêt dans toutes les régions du pays pendant les mois les plus chauds et les plus secs de l'année.

Mise à l'essai de messages d'Environnement et Changement climatique Canada (parents d'enfants fréquentant une garderie et résidant en Nouvelle-Écosse, Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique, résidents de la région de Laval [Québec])

Les participants de trois groupes ont échangé leurs points de vue concernant les messages qui avaient été conçus par Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) dans le but d'informer les Canadiens des récentes améliorations apportées à la stratégie du gouvernement fédéral en matière de changement climatique. Les participants se sont vu informer que, bien que les détails de cette stratégie soient encore en cours de finalisation, les messages avaient pour but de donner une idée générale des mesures environnementales et de lutte contre le changement climatique qu'entendait déployer le gouvernement du Canada.

Le premier message présenté aux participants portait essentiellement sur la *Stratégie de compétitivité climatique* du gouvernement fédéral, ainsi que sur son engagement à atteindre la carboneutralité d'ici 2050 tout en renforçant la compétitivité économique du pays et en aidant l'économie à composer avec les défis posés par les tarifs douaniers américains. En réagissant à ces messages, si plusieurs participants estimaient important que le gouvernement fédéral continue à se focaliser sur la protection de l'environnement et l'atténuation des effets du changement climatique, bon nombre d'entre eux considéraient que d'autres enjeux (comme ceux du coût de la vie et du manque perçu de logements abordables) constituaient des priorités plus urgentes. Parmi ces participants, on estimait que le renforcement de la vitalité économique du Canada devait constituer la priorité absolue du gouvernement fédéral dans un avenir prévisible et que, même si la réduction des émissions était importante, elle ne devait pas se faire au détriment du développement économique. D'un avis différent, un petit nombre d'entre eux estimaient qu'il était important que la lutte contre le changement climatique demeure une priorité majeure du gouvernement fédéral, et ce, plus particulièrement dans la perspective de protéger le bien-être des générations futures. Parmi ces participants, on était d'avis qu'il était important que dans les années à venir, le gouvernement du Canada adopte une stratégie (comme celle décrite dans le message) privilégiant à la fois la croissance économique et des mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Le message suivant visait à informer les participants que, si le gouvernement du Canada entendait poursuivre ses efforts pour passer à une économie carboneutre, il le ferait tout en continuant à soutenir les travailleurs, les collectivités et les secteurs d'activité canadiens. Un grand nombre d'entre eux ont loué cette approche, estimant qu'elle démontrait que le gouvernement fédéral était conscient des difficultés auxquelles font face les travailleurs, les collectivités et les secteurs d'activité canadiens et qu'il veillerait à protéger ces derniers pendant cette période de transition économique. Plusieurs d'entre eux ont interprété ce message comme voulant dire que, bien que le gouvernement fédéral demeure déterminé à lutter contre les changements climatiques, il s'acquitterait de cette tâche tout en aidant à renforcer l'économie et à offrir davantage d'occasions aux travailleurs et aux industries canadiennes, plusieurs participants affirmant qu'il s'agissait de la bonne approche à adopter.

Les participants se sont également vu présenter un message les informant que le gouvernement du Canada s'attacherait à faire en sorte que les grands émetteurs soient tenus de verser une redevance pour la pollution par le carbone qu'ils génèrent et qu'une tarification industrielle du carbone constituerait un élément important de son plan global visant à bâtir une économie forte et un avenir plus vert dans l'intérêt des Canadiens. Des commentaires très variés ont été échangés à propos de ce message, les participants y ayant réagi positivement étant à peu près aussi nombreux que ceux qui avaient exprimé des opinions plus incertaines. Plusieurs d'entre eux estimaient important que les grandes entreprises émettrices soient assujetties à des coûts financiers, certains participants considérant que les industries émettrices avaient un impact bien plus important dans la lutte contre le changement climatique que les consommateurs quotidiens. Parmi les participants plus sceptiques à l'égard de cette approche, certains ont exprimé des inquiétudes quant à la possibilité que la tarification industrielle du carbone nuise à la compétitivité des entreprises et des secteurs industriels canadiens sur la scène internationale et incite certaines entreprises à quitter le pays, ce qui pourrait entraîner des pertes d'emplois au détriment des travailleurs canadiens.

Le dernier message visait à informer les participants que, même si le gouvernement du Canada entendait prendre des mesures pour assurer une transition réussie et durable vers les véhicules électriques (VE) au Canada, il supprimerait les objectifs de vente obligatoires devant entrer en vigueur en 2026 pour les nouveaux modèles de VE en raison des pressions économiques exercées sur le secteur des VE par les tarifs douaniers américains. La plupart des participants ont positivement réagi à ce message, bon nombre d'entre eux estimant que les objectifs de vente pour les VE en 2026 n'avaient pas été réalistes et que le gouvernement fédéral avait bien fait de décider de les supprimer. Un grand nombre d'entre eux estimaient que pour de nombreux Canadiens, le prix d'achat initial d'un véhicule électrique était prohibitif et que davantage devait être fait pour rendre ces véhicules plus abordables si l'on entendait effectuer une transition généralisée vers les véhicules électriques. Plusieurs participants étaient également d'avis qu'il n'y avait pas suffisamment d'infrastructures (notamment de bornes de recharge) actuellement en place pour atteindre cet objectif de vente et que, dans de nombreuses régions du pays, les réseaux de distribution d'électricité n'étaient pas prêts pour une transition à grande échelle des voitures fonctionnant à l'essence vers des véhicules électriques.



THE
**STRATEGIC
COUNSEL**

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Date d'attribution du contrat : 19 décembre 2022

Valeur du contrat : 1 629 482,60 \$

Résultats détaillés

Chronologie des annonces en septembre 2025

Afin de mieux situer les discussions de groupe dans le contexte des principaux événements survenus au cours du cycle d'établissement de rapports, nous vous présentons ci-après un bref résumé pour le mois de septembre 2025.

- Du 1er au 7 septembre
 - Le 2 septembre. Le gouvernement du Canada annonce qu'il investira plus de 30 millions de dollars sur 4 ans dans le renforcement et l'élargissement du Réseau de réseaux — Services intégrés pour les jeunes (RR-SIJ) dans le but d'aider les jeunes confrontés à des difficultés en lien avec leur santé mentale et leur bien-être.
 - Le 2 septembre. La ministre de l'Emploi et de la Famille annonce que le gouvernement fédéral consacrera 26,1 millions de dollars au financement de six projets nationaux dans le cadre du Programme de la Stratégie emploi et compétences jeunesse (SECJ) d'Emploi et Développement social Canada (EDSC).
 - Le 3 septembre. Les gouvernements du Canada et de l'Ontario annoncent un investissement conjoint d'un maximum de 14,6 millions de dollars dans le cadre du Programme pour la résilience des paysages agricoles (PRPA) afin d'aider les agriculteurs à apporter des améliorations à leurs terres agricoles dans l'objectif de renforcer leur résilience à long terme et de demeurer concurrentiels face aux tarifs et à l'incertitude économique.
 - Le 3 septembre. La ministre des Affaires étrangères et le ministre des Finances et du Revenu national annoncent des modifications au *Règlement sur les mesures économiques spéciales visant la Russie* afin de réduire davantage les revenus que la Russie perçoit grâce à ses exportations de pétrole.
 - [Groupe de discussion avec des résidents de la région métropolitaine de Vancouver \(3 septembre\)](#).
 - [Groupe de discussion avec des résidents de la péninsule d'Avalon \[Terre-Neuve-et-Labrador\] touchés par des feux de forêt \(4 septembre\)](#).
 - Le 5 septembre. Le gouvernement du Canada annonce qu'il accorde une aide humanitaire de 3 millions de dollars pour soutenir les efforts de secours d'urgence en réponse au tremblement de terre de forte magnitude qui a frappé l'Afghanistan le 31 août 2025.
 - Le 5 septembre. Le gouvernement fédéral annonce une série de nouvelles mesures pour venir en aide aux entreprises et aux travailleurs canadiens ayant été touchés par les tarifs douaniers imposés par les États-Unis. Au nombre des initiatives annoncées, l'instauration d'un nouveau programme de recyclage professionnel dont pourront bénéficier jusqu'à 50 000 travailleurs, un assouplissement du régime d'assurance-emploi et la prolongation des prestations pour les particuliers bénéficiaires de l'assurance-emploi (Æ), une nouvelle politique « Achetez canadien », ainsi qu'un Fonds de réponse stratégique de 5 milliards de

dollars pour venir en aide aux entreprises de tous les secteurs ayant été touchés par les tarifs douaniers.

- Le 5 septembre. Le gouvernement du Canada annonce qu'il a plus que doublé le financement national destiné à l'Initiative régionale de réponse tarifaire (IRRT) qui passera de 450 millions de dollars à 1 milliard de dollars sur trois ans.
- Du 8 au 14 septembre
 - Le 8 septembre. Le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles annonce l'octroi de 5,8 millions de dollars à l'appui de projets canadiens de capture et de stockage du carbone en Colombie-Britannique.
 - Le 9 septembre. La ministre de l'Emploi et des Familles et le ministre de l'Intelligence artificielle (IA) annoncent un investissement de 28,7 millions de dollars pour former des travailleurs du secteur de l'énergie propre et accroître la capacité de l'intelligence artificielle dans le domaine des énergies renouvelables.
 - [Groupe de discussion avec des résidents de la région du 905 en Ontario \(9 septembre\).](#)
 - Le 10 septembre. Le gouvernement du Canada et la Fédération canadienne des municipalités octroient 85,5 millions de dollars du Fonds municipal vert pour favoriser la construction de logements abordables et durables au Canada.
 - [Groupe de discussion avec des résidents des Territoires du Nord-Ouest \(10 septembre\).](#)
 - Le 11 septembre. Le gouvernement du Canada et le gouvernement du Nouveau-Brunswick annoncent la signature d'une entente bilatérale visant à soutenir l'expansion de l'enseignement dans la langue de la minorité et de l'enseignement officiel de la langue seconde dans la province. Le gouvernement fédéral annonce un investissement de 133 millions de dollars en appui à cette initiative.
 - Le 11 septembre. Le gouvernement du Canada annonce la première série de projets soumis à l'examen du nouveau Bureau des grands projets (BGP) ainsi que les domaines d'intervention et les activités stratégiques associés.
 - [Groupe de discussion avec des résidents de Québec \(11 septembre\).](#)
 - Le 14 septembre. Le gouvernement du Canada annonce le lancement de l'organisme Maisons Canada, une nouvelle agence fédérale chargée de construire des logements abordables à grande échelle, de lutter contre l'itinérance et de concevoir des projets abordables expressément destinés aux ménages à faible et moyen revenu.
- Du 15 au 21 septembre
 - [Groupe de discussion avec des résidents du nord de l'Alberta de 35 à 54 ans se disant préoccupés par l'économie.](#)
 - Le 17 septembre. Le ministre des Finances et du Revenu national annonce qu'il déposera, le 4 novembre 2025, son budget annuel pour le prochain exercice financier.
 - Le 17 septembre. La Banque du Canada annonce qu'elle abaissera son taux d'intérêt directeur de 2,75 % à 2,50 %.
 - [Groupe de discussion avec des acheteurs potentiels d'une propriété et de locataires résidant à Montréal \(17 septembre\).](#)

- Groupe de discussion avec des particuliers de la classe moyenne résidant dans de grands centres urbains du Québec (20 mars 2024).
- Le 20 septembre. Le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Nouvelle-Écosse annoncent avoir transmis une orientation stratégique à la Régie Canada–Nouvelle-Écosse de l'énergie extracôtère, franchissant ainsi une nouvelle étape vers la réalisation du tout premier projet éolien extracôtier au Canada.
- Le 20 septembre. Le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Ontario annoncent un partenariat dans le cadre du Programme pour la conversion abordable du mazout à la thermopompe (PCAMT) afin d'aider un plus grand nombre de ménages admissibles en fonction de leur revenu à passer d'un système de chauffage au mazout à la solution plus abordable et écoénergétique que constitue la thermopompe électrique.
- Le 21 septembre. Le gouvernement annonce qu'il reconnaîtra officiellement l'État de Palestine et offre de travailler en partenariat avec ce dernier afin de porter la promesse d'un avenir pacifique pour l'État de Palestine et l'État d'Israël.

- Du 22 au 30 septembre
 - Groupe de discussion avec des résidents du nord de l'Ontario (22 septembre).
 - Le 23 septembre. Le premier ministre ainsi que d'autres hauts fonctionnaires fédéraux participent à la 80e session de l'Assemblée générale des Nations-Unies (AGNU). Lors de cette conférence, le gouvernement du Canada annonce une aide internationale de 207 millions de dollars pour améliorer la nutrition infantile dans le monde, lutter contre le changement climatique et renforcer la biodiversité.
 - Le 23 septembre. La ministre des Affaires étrangères annonce un nouveau financement de 60 millions de dollars en appui aux efforts multilatéraux visant à stabiliser la situation en Haïti en luttant contre la violence des gangs menaçant la sécurité du peuple haïtien.
 - Groupe de discussion avec des parents d'enfants fréquentant une garderie résidant en Nouvelle-Écosse (23 septembre).
 - Groupe de discussion avec des Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique (C.-B.) (24 sept.)
 - Le 25 septembre. Le gouvernement du Canada demande à Postes Canada d'entamer un processus de transformation visant à réduire les déficits d'exploitation. Au nombre des recommandations officielles du gouvernement fédéral, mentionnons la réduction par Postes Canada de la prévalence des services de livraison du courrier à domicile et les efforts visant à accroître l'adoption de boîtes postales communautaires.
 - Le 25 septembre. Le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) annonce que ses membres déclencheront une grève nationale à la suite de l'annonce faite par le gouvernement fédéral concernant la transformation de Postes Canada.
 - Groupe de discussion avec des résidents de la région de Laval (Québec) (25 septembre).
 - Le 29 septembre. Le gouvernement du Canada annonce qu'il désignera officiellement le gang Bishnoi comme entité terroriste en vertu du *Code criminel*.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (résidents de la région métropolitaine de Vancouver, résidents de la péninsule d'Avalon [Terre-Neuve-et-Labrador] touchés par des feux de forêt, résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans et préoccupés par l'économie, locataires et potentiels acheteurs d'une propriété résidant à Regina, résidents de grands centres urbains du Québec, résidents du nord de l'Ontario, parents d'enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse, Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique, résidents de la région de Laval (Québec)

Les participants de neuf groupes ont été invités à faire part de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Un large éventail d'annonces et d'initiatives ont été rappelées, à savoir :

- La création de Maisons Canada, une nouvelle entité fédérale chargée d'accroître la construction de logements abordables à grande échelle dans les collectivités canadiennes ; si peu de participants ont mentionné cette initiative nommément, bon nombre d'entre eux se souvenaient d'avoir entendu dire que le gouvernement du Canada entendait prendre de nombreuses mesures pour accélérer la construction de logements dans l'ensemble du pays ;
- Une annonce du gouvernement du Canada selon laquelle ce dernier consacrerait des fonds à la mise en œuvre de grands projets d'intérêt national visant à renforcer l'économie canadienne et à accroître sa résilience dans les années à venir ; un certain nombre de participants avaient le sentiment que plusieurs de ces projets visaient à accroître l'exploitation des ressources naturelles du Canada, notamment en investissant dans la construction d'infrastructures énergétiques (et notamment de pipelines) et en intensifiant l'exploitation de minéraux critiques ;
- La décision prise par la Banque du Canada, le 17 septembre 2025, d'abaisser son taux directeur de 2,75 % à 2,50 % ;
- La décision prise par le gouvernement du Canada de lever un grand nombre de contre-tarifs imposés sur des importations américaines (depuis mars 2025), une mesure qui cesserait d'être en vigueur à compter du 1^{er} septembre 2025 ;

- L'annonce faite par le gouvernement fédéral selon laquelle ce dernier déposerait son budget annuel le 4 novembre 2025 ;
- Une annonce faite par le gouvernement du Canada selon laquelle il procéderait, à compter de l'automne 2025, à la mise en œuvre du Programme d'indemnisation pour les armes à feu de style arme d'assaut (PIAFSAA) à participation volontaire ;
- L'annonce faite par le gouvernement fédéral selon laquelle il enjoindrait Postes Canada à mettre en œuvre un certain nombre de mesures (notamment le passage de la distribution du courrier à domicile à l'utilisation accrue de boîtes aux lettres communautaires) visant à moderniser la société et à réduire ses frais d'exploitation. Cette décision a été suivie d'une annonce du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) selon laquelle ses membres se mettraient en grève à l'échelle nationale en réponse à ces directives du gouvernement du Canada.

Les participants se souvenaient également d'un certain nombre d'annonces et d'initiatives en lien avec des activités du gouvernement du Canada sur la scène internationale, à savoir :

- L'annonce faite par le gouvernement du Canada et le gouvernement du Mexique selon laquelle les deux pays établiraient un nouveau Partenariat stratégique global visant à encourager les progrès dans certains domaines clés, dont la sécurité, l'inclusion, la durabilité et la prospérité économique partagée ;
- La participation du premier ministre et d'autres hauts fonctionnaires fédéraux à la 80e session de l'Assemblée générale des Nations-Unies (AGNU) à New York, dans l'état de New York ;
- L'annonce faite par le gouvernement selon laquelle il reconnaîtra officiellement l'État de Palestine et offrira de travailler en partenariat afin de bâtir un avenir pacifique pour l'État de Palestine et l'État d'Israël.

Performance et priorités du gouvernement du Canada [résidents de la péninsule d’Avalon [Terre-Neuve-et-Labrador] touchés par des feux de forêt, résidents de la Région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord- Ouest, résidents de Québec, résidents du nord de l’Alberta âgés de 35 à 54 ans et préoccupés par l’économie, résidents du nord de l’Ontario, parents d’enfants fréquentant une garderie en Nouvelle- Écosse, résidents de la région de Laval [Québec]]

Les participants de huit groupes ont pris part à des discussions portant sur les enjeux auxquels les Canadiens sont actuellement confrontés et sur leurs points de vue concernant la gestion du gouvernement fédéral quant à ces priorités. Ces derniers ont été invités à définir les domaines dans lesquels ils estimaient satisfaisante la performance du gouvernement du Canada et ceux dans lesquels ils considéraient qu’il y avait matière à amélioration. Les participants ont exprimé toute une gamme de points de vue à la fois positifs et négatifs sur un certain nombre d’enjeux. Au nombre de ceux-ci, citons :

- Les soins de santé — plusieurs participants ont parlé en termes positifs du système de santé, certains mentionnant ce qu’ils percevaient comme étant l’abordabilité globale des soins de santé au Canada et la possibilité pour tous les Canadiens d’obtenir des soins de santé, quelle que soit leur situation financière. Tout en estimant que le système de soins de santé canadien était abordable, un certain nombre de participants estimait nécessaire de prendre des mesures pour rendre ces services plus accessibles aux Canadiens. On était d’avis que nombreux étaient les systèmes de santé à travers le pays connaissant fréquemment des problèmes liés à de longs délais d’attente et à une pénurie de professionnels de la santé (notamment de médecins et de membre du personnel infirmier). Un certain nombre d’entre eux ont déclaré qu’il était devenu de plus en plus difficile au cours des dernières années de trouver un médecin de famille et d’obtenir un rendez-vous avec un spécialiste dans leur région ;
- La gestion de l’économie — divers points de vue ont été exprimés au sujet de la gestion de l’économie canadienne du gouvernement fédéral. Plusieurs participants étaient d’avis que la performance du gouvernement du Canada avait été satisfaisante dans ce domaine et estimaient qu’il faisait tout son possible pour remédier aux problèmes que constituent le coût élevé de la vie ainsi que les différends commerciaux persistants avec les États-Unis affectant actuellement les entreprises et les consommateurs canadiens. Quelques-uns d’entre eux ont également parlé en termes élogieux du système bancaire canadien, qu’ils percevaient comme

étant solide et bien réglementé, estimant qu'il constituait une base solide pour l'ensemble de l'économie canadienne. Parmi les participants dont le point de vue était différent, plusieurs estimaient que l'économie pourrait être plus performante et que le gouvernement fédéral pouvait en faire plus pour accroître ses investissements destinés à soutenir les entreprises et les travailleurs canadiens. Quelques-uns d'entre eux estimaient qu'à cet égard, une importance particulière devait être accordée à l'augmentation de l'exploitation, du développement et de l'exportation des ressources naturelles du Canada, dont le pétrole, le gaz naturel et les minéraux critiques, certains participants étant d'avis que cela entraînerait la création d'emplois et une croissance économique substantielle dans plusieurs régions du pays ;

- Les services fédéraux — plusieurs participants ont fait l'éloge du niveau d'organisation et de la haute compétence des employés de certains organismes et ministères fédéraux, dont l'Agence du revenu du Canada (ARC) et Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC), un certain nombre d'entre eux déclarant que leurs interactions avec le gouvernement fédéral au cours des dernières années avaient été généralement satisfaisantes. On était également d'avis qu'il était devenu beaucoup plus facile ces derniers temps d'accéder à des services fédéraux et d'effectuer certaines tâches en ligne, comme de produire une déclaration de revenus, présenter une demande ou demander un permis, et que cela avait rendu ces tâches beaucoup plus faciles. Un certain nombre de participants étaient toutefois d'un avis différent, estimant qu'il pouvait parfois être difficile ou compliqué de s'y retrouver sur les plateformes numériques d'organismes comme l'ARC. Parmi ces derniers, on estimait que les personnes âgées, en particulier, avaient souvent de la difficulté à se servir de ces plateformes en ligne et qu'il fallait offrir davantage de soutien aux personnes moins familiarisées avec l'informatique et incapables de se rendre en personne à un bureau de l'ARC.

Les participants ont également mentionné un certain nombre de domaines dans lesquels ils estimaient que la performance du gouvernement du Canada avait été satisfaisante, à savoir :

- Les mesures de soutien destinées aux Canadiens — plusieurs participants considéraient que la performance du gouvernement fédéral avait été satisfaisante en ceci qu'il avait fourni un large éventail d'aides financières aux Canadiens. Au nombre des programmes que les participants ont mentionnés, citons l'assurance-emploi (Æ), l'Allocation canadienne pour enfants (ACE), les programmes destinés aux personnes âgées comme le Régime de pensions du Canada (RPC) et la sécurité de la vieillesse (SV), le régime canadien de soins dentaires (RCSD) ainsi que le crédit d'impôt pour personnes handicapées (CIPH). Quelques participants ont également mentionné la création du Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP) comme initiative ayant, selon eux, profité à de nombreux Canadiens cherchant actuellement à accéder au marché du logement et à acquérir leur première propriété ;
- L'environnement et sa conservation — plusieurs participants considéraient que la conservation de l'environnement et la lutte contre le changement climatique constituaient depuis longtemps une priorité du gouvernement fédéral, estimant qu'il avait fait preuve d'efficacité dans ses efforts pour promouvoir la conservation de l'environnement et une plus grande durabilité à l'échelle nationale. Un certain nombre d'entre eux ont parlé en termes élogieux du

réseau de parcs nationaux, estimant que la plupart des zones écologiques et sites historiques uniques du pays étaient très bien administrés et adéquatement entretenus ;

- Les partenariats internationaux — un certain nombre de participants ont mentionné ce qu'ils considéraient comme étant les efforts qu'avait déployés le gouvernement du Canada au cours des derniers mois pour consolider ses relations en matière de commerce et de sécurité avec des partenaires fiables sur la scène internationale. On estimait qu'il s'agissait là d'une priorité particulièrement urgente sur laquelle devait se focaliser le gouvernement fédéral, compte tenu des perturbations constantes affectant les échanges commerciaux avec les États-Unis ;
- La protection de la souveraineté du Canada — on était également d'avis que le gouvernement fédéral avait fait preuve d'efficacité dans ses efforts pour protéger et promouvoir la souveraineté économique et territoriale du Canada ces derniers temps. Au nombre des mesures particulières prises par le gouvernement fédéral en ce sens mentionnées par les participants, citons ses récents engagements à accroître les investissements consacrés aux Forces armées canadiennes (FAC) ainsi que les contre-mesures tarifaires qu'il avait instaurées en réponse aux tarifs douaniers imposés par les États-Unis sur des produits canadiens.

Les participants ont en outre énuméré une série de domaines d'intervention dans lesquels ils estimaient que le gouvernement du Canada pouvait faire mieux, à savoir :

- Le coût de la vie — bon nombre de participants estimaient que le gouvernement fédéral devait en faire davantage pour remédier à la hausse du coût de la vie et contribuer à rendre la vie des Canadiens plus abordable. Un grand nombre d'entre eux estimaient qu'il était devenu de plus en plus difficile ces derniers temps pour de nombreux ménages d'assumer les coûts de produits essentiels, dont les produits d'épicerie, l'essence et l'énergie à usage domestique, ce qui avait placé un nombre croissant de familles dans une situation financière précaire. Plusieurs participants ont également mentionné ce qu'ils percevaient comme une pénurie généralisée de logements abordables dans de nombreuses collectivités, estimant qu'il était devenu très difficile pour les ménages canadiens à faible et moyen revenu d'assumer le coût d'un logement (à l'achat ou à la location) au sein de leur collectivité ;
- L'immigration — un grand nombre de participants estimaient que le taux d'immigration au Canada avait été trop élevé ces dernières années et que, conséquemment, l'abordabilité du logement, le marché de l'emploi et certains services publics essentiels comme les soins de santé et l'éducation étaient autant de domaines qui avaient été mis à rude épreuve. S'ils avaient le sentiment que le gouvernement fédéral avait déjà commencé à adopter des mesures pour remédier à ce problème, un certain nombre de participants estimaient que davantage devait être fait pour faire en sorte que les nouveaux arrivants au Canada possèdent les compétences requises dans des secteurs en demande de main-d'œuvre (comme celui des soins de santé) connaissant actuellement une pénurie de main-d'œuvre. À cet égard, un certain nombre d'entre eux étaient également d'avis que le gouvernement du Canada devait en faire davantage pour rationaliser le processus de reconnaissance de titres de compétences étrangers et pour qu'il soit plus facile pour les immigrants de travailler dans leurs domaines de compétence dès leur arrivée au pays ;
- La réponse aux feux de forêt — plusieurs participants du groupe composé de résidents de la péninsule d'Avalon, à Terre-Neuve-et-Labrador, estimaient qu'il y avait eu une marge

d'amélioration considérable concernant la réponse du gouvernement du Canada aux feux de forêt de grande ampleur qui avaient touché leur région et d'autres régions du pays au cours des dernières années. On était d'avis que le gouvernement pourrait en faire davantage pour assurer une gestion environnementale proactive de zones à haut risque, afin de les rendre moins vulnérables aux feux de forêt en réduisant la probabilité que de tels événements se transforment en catastrophes naturelles de grande ampleur. On estimait en outre que des investissements plus importants devaient être consentis pour la formation d'un plus grand nombre de membres du personnel de lutte contre les incendies et qu'il fallait s'assurer que partout au Canada, les pompiers disposent des équipements de lutte contre les incendies appropriés pour répondre à ces feux de forêt dans les années à venir.

Invités à recenser les principaux enjeux que devrait désormais prioriser le gouvernement fédéral, plusieurs participants ont réitéré l'importance de s'attaquer au coût élevé de la vie actuel et de trouver des moyens de rendre la vie des Canadiens plus abordable. À ce propos, bon nombre de participants estimaient que l'abordabilité du logement devait constituer une priorité absolue pour le gouvernement du Canada, plusieurs d'entre eux affirmant que les progrès réalisés en ce sens, combinés à l'amélioration du coût de la vie, contribueraient grandement à remédier à d'autres problématiques, dont celles liées à la criminalité, à l'itinérance et à la toxicomanie. Un grand nombre d'entre eux étaient également d'avis que la santé devait constituer une priorité absolue du gouvernement fédéral et estimait qu'il fallait investir davantage dans la formation et le recrutement de médecins et de personnel infirmier, améliorer l'accès à des médecins de famille et à des spécialistes, et consacrer davantage de ressources aux questions liées à la santé mentale. Parmi les autres domaines d'intervention prioritaires recensés, mentionnons l'éducation (incluant des initiatives pour rendre l'éducation postsecondaire plus abordable), l'immigration, le renforcement des relations commerciales avec des partenaires internationaux en dehors des États-Unis, l'atténuation des impacts du changement climatique, la réduction de la dette nationale, la réconciliation avec les peuples autochtones et l'accroissement des investissements destinés aux FAC et à la défense nationale. On était également d'avis que davantage devait être fait pour permettre aux Canadiens de se déplacer sur de longues distances à travers le pays, notamment en rendant le prix des billets d'avion plus abordable et en développant d'autres modes de transports, comme le train à grande vitesse.

En se focalisant sur la priorité que constitue le logement, les participants du groupe composé de particuliers résidant dans la région du 905 de l'Ontario, dans les Territoires du Nord-Ouest et à Québec se sont vu poser la question complémentaire de savoir s'ils considéraient que le Canada connaissait actuellement une « crise du logement ». Tout compte fait, la quasi-totalité d'entre eux a répondu par l'affirmative, plusieurs d'entre eux disant croire que le prix des logements était devenu de plus en plus inabordable pour un nombre croissant de ménages à faible et moyen revenu à travers le pays et que de plus en plus de familles se voyaient contraintes de rééquilibrer leur budget et de réduire leurs dépenses dans d'autres domaines pour pouvoir continuer à assumer les coûts associés à leur logement. Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie quant à sa gestion du problème de logement, les participants de ces groupes étaient légèrement plus nombreux à considérer qu'il faisait fausse route que ceux dont l'opinion était incertaine ou mitigée, et très peu d'entre eux estimaient qu'il était sur la bonne voie. Plusieurs participants parmi ceux qui estimaient qu'il faisait fausse route ont déclaré que tant que le



prix des logements ne deviendrait pas plus abordable pour un plus grand nombre de Canadiens, il serait difficile de qualifier la performance du gouvernement de satisfaisante. Parmi ceux dont l'opinion était plus incertaine ou partagée, un certain nombre de participants étaient d'avis que le gouvernement du Canada était limité quant à ce qu'il pouvait faire pour influencer le coût du logement sur le marché libre et que, compte tenu de l'ampleur et de la portée perçues des problèmes actuels liés à l'abordabilité du logement, il faudrait probablement beaucoup de temps avant que les mesures prises par le gouvernement fédéral dans ce domaine commencent à produire des résultats tangibles.

Aperçu économique (résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans préoccupés par l'économie, résidents du nord de l'Ontario, parents d'enfants fréquentant une garderie et résident en Nouvelle-Écosse, résidents de la région de Laval [Québec])

Les participants de quatre groupes se sont vu poser des questions complémentaires sur la gestion du gouvernement canadien en matière d'économie, ainsi que sur ses perspectives quant à l'orientation probable de l'économie canadienne à l'avenir. Discutant de leur perception globale de la situation économique, la plupart d'entre eux estimaient que l'économie était actuellement confrontée à des difficultés considérables et qu'il y avait encore beaucoup à faire pour l'améliorer. Pour étayer leur point de vue, bon nombre de participants ont réitéré leurs préoccupations concernant certains enjeux et notamment l'inflation et le coût élevé de la vie, un certain nombre d'entre eux ayant le sentiment que le coût de plus en plus élevé de nombreux produits et services avait entraîné une baisse des dépenses de consommation et de l'activité économique dans plusieurs régions du pays. Plusieurs d'entre eux ont également exprimé des préoccupations concernant le taux de chômage actuel, certains estimant qu'il était devenu de plus en plus difficile pour les Canadiens (et en particulier les jeunes) de trouver du travail au sein de leur collectivité. Parmi le plus petit nombre de participants ayant exprimé des points de vue plus positifs au sujet de l'économie, on estimait que, si de nombreux aspects de la vie au Canada étaient devenus plus difficiles à assumer financièrement ces dernières années, des problèmes similaires se posaient dans de nombreuses régions du monde et l'économie canadienne avait jusqu'à présent assez bien su s'adapter à ces difficultés.

Discutant de ce qui, selon eux, aurait besoin d'être fait pour qu'ils se sentent plus optimistes quant à l'avenir de l'économie canadienne, les participants ont fourni des réponses diverses et variées. Bon nombre d'entre eux estimaient que si le prix des produits et services essentiels (y compris les produits d'épicerie, l'essence et l'énergie d'usage domestique) devenait plus abordable, on pourrait y voir un signe encourageant que la situation économique du pays commençait à s'améliorer. Plusieurs d'entre eux ont également mentionné le marché de l'emploi et étaient d'avis que si davantage de Canadiens pouvaient obtenir des emplois bien rémunérés dans leurs domaines d'intérêt, on pourrait y voir un signe que l'économie se porte bien et contribue à assurer une plus grande stabilité financière aux travailleurs canadiens. Un certain nombre de participants estimaient que le fait que le gouvernement du Canada continue de renforcer ses relations commerciales avec des partenaires mondiaux serait également bénéfique pour l'économie, surtout si cela incitait davantage d'entreprises du monde entier à envisager de s'implanter au Canada à l'avenir. Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que leur vision de l'économie deviendrait également plus optimiste si des investissements accrus étaient réalisés dans

les secteurs de l'agriculture et de la production alimentaire au Canada, dans la mesure où cela augmenterait dorénavant la capacité des Canadiens à se procurer des produits d'épicerie à un coût abordable.

À la question de savoir comment ils évalueraient la performance du gouvernement canadien en matière d'économie et s'ils estimaient qu'il était sur la bonne voie, bon nombre de participants ont exprimé des avis partagés. Si la plupart d'entre eux n'étaient pas d'avis que la performance du gouvernement fédéral quant à sa gestion de l'économie avait été satisfaisante ces dernières années, bon nombre d'entre eux estimaient toutefois qu'il avait progressé dans ce domaine au cours des derniers mois. Dans le prolongement de cette réflexion, plusieurs participants ont salué certaines mesures et initiatives récentes du gouvernement du Canada, notamment ses investissements dans de grands projets d'infrastructure d'intérêt national, ses efforts pour mettre en œuvre la construction de logements plus abordables dans l'intérêt des Canadiens et ses mesures visant à accroître et à renforcer les relations commerciales du Canada sur la scène internationale. Exprimant une opinion plus nuancée, quelques-uns d'entre eux estimaient que, si le gouvernement fédéral semblait être sur la bonne voie en ce qui concerne les mesures qu'il prenait pour renforcer l'économie, ses efforts n'avaient pas donné lieu à des progrès notables pour les consommateurs canadiens. Parmi ces participants, on était d'avis que, tant que des progrès ne seraient pas réalisés concernant le coût de la vie et l'abordabilité du logement au profit des Canadiens, il serait difficile d'affirmer que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie.

Les participants du nord de l'Alberta, du nord de l'Ontario et de la région de Laval (Québec), ont été invités à énumérer les mesures qu'ils souhaiteraient que prenne désormais le gouvernement du Canada en matière d'économie. Plusieurs d'entre eux ont réitéré leur opinion selon laquelle davantage devait être fait pour développer et exporter certaines ressources naturelles, dont le pétrole et le gaz naturel, en prenant notamment des mesures visant à construire davantage de pipelines et à accroître la capacité du Canada à raffiner son pétrole sur son propre territoire. Un certain nombre d'entre eux estimaient également qu'une plus grande importance devait être accordée au développement de sources d'énergie propres, dont l'énergie nucléaire et l'énergie solaire. On estimait également que le gouvernement du Canada devait s'attacher à augmenter la production agricole du pays, plusieurs participants jugeant important que le pays devienne plus autosuffisant dans ce domaine, surtout compte tenu des récentes interruptions dans les échanges commerciaux avec les États-Unis. Parmi les autres mesures potentielles mentionnées, citons la construction accrue d'installations de capture et de séquestration du carbone, une offre accrue de possibilités de recyclage professionnel pour les travailleurs souhaitant devenir plus concurrentiels au sein de l'économie moderne, et un soutien financier accru pour aider les ménages à faibles et moyens revenus à faire face au coût élevé de la vie.

Marché du travail (résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans préoccupés par l'économie, résidents du nord de l'Ontario, résidents de la région de Laval [Québec])

Les participants de trois groupes ont répondu à des questions complémentaires portant tout particulièrement sur le marché du travail canadien. Discutant de la question de savoir si, à leur connaissance, le taux de chômage au Canada avait augmenté, diminué ou était resté relativement



stable ces derniers temps, la plupart d'entre eux avaient le sentiment qu'il avait augmenté dans de nombreuses régions du pays. Faisant part des facteurs qui, selon eux, entraînaient cette augmentation perçue du chômage, plusieurs participants ont mentionné les forts taux d'immigration au cours des dernières années, certains d'entre eux estimant que cela avait rendu le marché du travail de plus en plus concurrentiel. Les participants estimaient également que de nombreuses entreprises appréhendaient actuellement un éventuel ralentissement économique ou une récession et qu'elles avaient donc limité l'embauche de nouveaux travailleurs afin de réduire leurs coûts. On estimait en outre que les tarifs douaniers généralisés imposés par les États-Unis avaient entraîné une augmentation des licenciements dans des secteurs comme celui de la construction automobile, ce qui avait également eu pour effet d'augmenter le taux de chômage au cours des derniers mois.

Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Le taux de chômage a augmenté de 0,2 point de pourcentage pour atteindre 7,1 % en août.

Depuis janvier 2025, il a augmenté en tout de 0,5 point de pourcentage.

Le taux de chômage en août a atteint son niveau le plus élevé depuis mai 2016 (à l'exception des années 2020 et 2021).

À titre de comparaison, le taux de chômage de 2017 à 2019 se situait en moyenne à 6 % juste avant la pandémie de COVID-19.

À la question de savoir pourquoi le taux de chômage était à la hausse, bon nombre d'entre eux ont rappelé ce qu'ils considéraient comme étant les répercussions importantes du fort afflux d'immigrants ces dernières années, ainsi que les difficultés auxquelles les entreprises canadiennes avaient été confrontées en raison d'enjeux comme celui des tarifs douaniers américains. Un certain nombre d'entre eux estimaient également que le recours croissant à des technologies d'automatisation, notamment aux caisses automatiques et aux bornes libre-service, avait réduit le nombre d'emplois offerts aux Canadiens, en particulier dans les secteurs des services et du commerce de détail. Discutant de ce que devrait, à leur avis, faire le gouvernement du Canada pour remédier à la situation, les participants ont mentionné plusieurs mesures potentielles, comme d'offrir davantage de possibilités de formation et de recyclage professionnels aux travailleurs canadiens, des incitatifs financiers et une éducation abordable aux Canadiens envisageant de faire carrière dans des domaines en demande comme celui des soins de santé, et réduire davantage le taux d'immigration au Canada dans les années à venir.

Coût de la vie — parents (parents d'enfants fréquentant une garderie)

Les participants du groupe composé de parents d'enfants fréquentant une garderie résidant en Nouvelle-Écosse ont pris part à une brève discussion portant sur leur expérience face au coût élevé de la vie. Lorsqu'on leur a demandé de décrire les problèmes économiques qui les préoccupaient le plus ou qui les touchaient le plus en tant que parents, plusieurs participants ont mentionné le coût élevé des produits essentiels, comme les produits d'épicerie, ainsi que le taux d'imposition perçu comme étant élevé auquel sont soumis de nombreux ménages canadiens. Les participants se disaient



également préoccupés par l'incidence du coût élevé de la vie sur leur capacité à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants, ainsi que par la question de savoir s'il y aurait suffisamment d'emplois bien rémunérés pour les générations futures lorsqu'elles intégreront le marché du travail. Lorsqu'on leur a demandé si, à leur avis, le gouvernement du Canada comprenait les problèmes auxquels ils étaient confrontés, très peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative.

Discutant de la performance du gouvernement fédéral pour remédier au coût élevé de la vie, seul un petit nombre de participants estimait qu'il était sur la bonne voie, aucun d'entre eux n'était en mesure de se souvenir des initiatives qu'il avait récemment prises pour rendre la vie des Canadiens plus abordable. Invités à énumérer les aspects de leur vie quotidienne devenus moins abordables, les participants ont mentionné les produits d'épicerie, l'essence, l'énergie à usage domestique et les services de garde d'enfants. Toujours en lien avec le coût élevé de la vie, un certain nombre de personnes ont déclaré avoir pris certaines mesures pour réduire leurs dépenses, à savoir de prévoir un lunch à emporter au travail, de ne plus manger au restaurant et de réduire le nombre de repas pris chaque jour. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient connaissance de mesures que le gouvernement fédéral avait prises pour aider à couvrir les frais d'épicerie, les participants ne pouvaient se souvenir d'aucune initiative précise en ce sens.

À la question de savoir s'ils avaient connaissance de politiques, de programmes, de prestations ou de services particuliers du gouvernement du Canada destinés à venir en aide aux parents, les participants ont mentionné certaines initiatives dont le Programme national d'alimentation scolaire, le Régime canadien de soins dentaires (RCSD), l'Allocation canadienne pour enfants (ACE), le crédit d'impôt pour la condition physique des enfants, ainsi que les mesures prises ces dernières années pour rendre les services de garde d'enfants plus abordables. Invités à définir les mesures supplémentaires que pourrait prendre le gouvernement fédéral pour aider à soutenir les parents canadiens, les participants ont suggéré des mesures potentielles comme l'augmentation des montants versés dans le cadre de programmes comme l'ACE, l'octroi d'allègements fiscaux aux familles de la classe moyenne peinant à faire face au coût de la vie et l'augmentation de l'aide financière accordée aux parents pour les frais de garde à l'école et après l'école.

Maisons Canada (résidents de la région métropolitaine de Vancouver, résidents de la péninsule d'Avalon [Terre-Neuve-et-Labrador] touchés par des feux de forêt, résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec, résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans et préoccupés par l'économie, locataires et acheteurs potentiels d'une propriété résidant à Regina, résidents de grands centres urbains du Québec)

Les participants de huit groupes se sont prêtés à des discussions portant sur l'organisme Maisons Canada, nouvelle entité fédérale officiellement lancée par le gouvernement du Canada le 14 septembre 2025. Préalablement à cette annonce, les participants des groupes basés dans la région métropolitaine de Vancouver et dans la péninsule d'Avalon, à Terre-Neuve-et-Labrador, ont évalué les éléments visuels pouvant éventuellement être utilisés pour l'image de marque de Maisons Canada, tandis que ceux de la région du 905 en Ontario, de Québec et des Territoires du Nord-Ouest ont fait part de leurs opinions concernant des messages potentiels se rapportant à l'agence. Les participants des trois groupes de discussion tenus après l'annonce du 14 septembre (du nord de l'Alberta, de Regina et de grands centres urbains du Québec) ont fait part de leurs réactions initiales concernant cet organisme et la question leur a été posée de savoir si, selon eux, ce dernier contribuerait à accélérer de manière efficace la construction de logements plus abordables au profit des Canadiens.

Avant d'entamer leurs discussions, on a demandé aux participants de la région métropolitaine de Vancouver, de la péninsule d'Avalon, à Terre-Neuve-et-Labrador, de la région du 905 en Ontario, de Québec et des Territoires du Nord-Ouest s'ils avaient entendu parler d'un organisme du nom de « Maisons Canada ». Tout compte fait, seul un petit nombre d'entre eux ont déclaré avoir connaissance de cet organisme, certains se rappelant seulement avoir aperçu un titre à son sujet sans s'y attarder.

Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

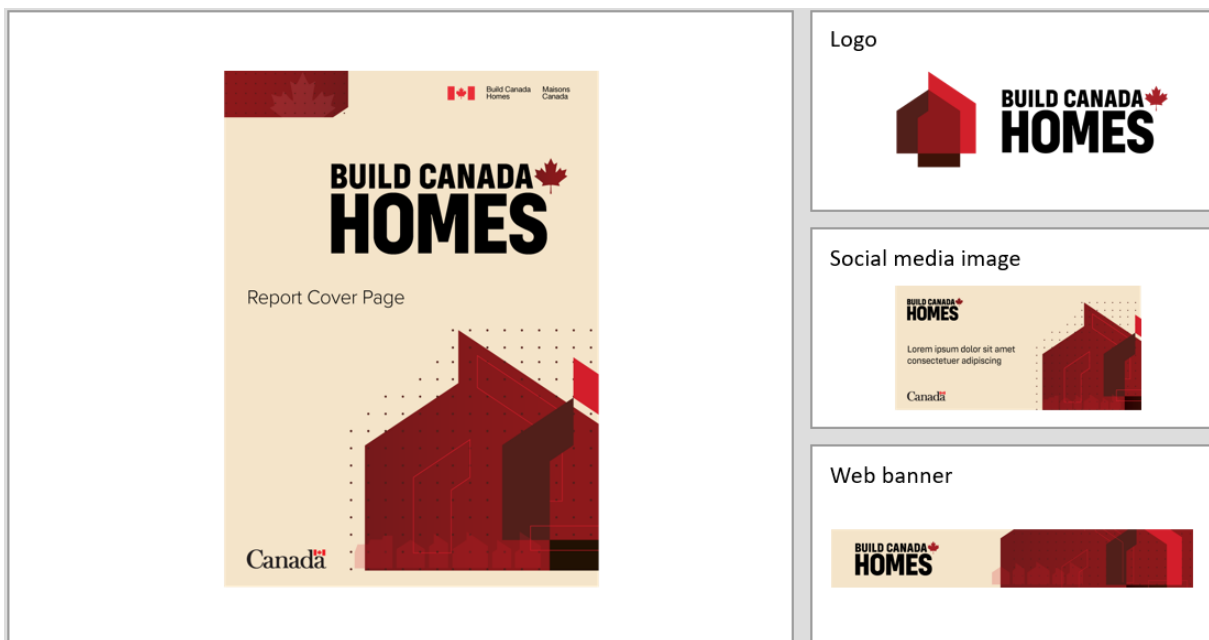
Maisons Canada est un nouvel organisme du gouvernement du Canada qui sera chargé de construire des logements abordables, de fournir du financement aux constructeurs de logements abordables et de créer une industrie de la construction résidentielle plus productive.

Après s'être vu fournir cette information, les participants ont pris part à des discussions portant sur d'éventuels concepts publicitaires liés à l'image de marque et messages en lien avec l'initiative

Maisons Canada qui n'étaient toutefois pas disponibles en français et qui n'ont été évalués qu'en anglais.

Évaluation de la stratégie de marque Maisons Canada (résidents de Vancouver, résidents de la péninsule d'Avalon, à Terre-Neuve-et-Labrador, touchés par des feux de forêt)

Les participants de deux groupes ont fait part de leur point de vue au sujet de trois concepts de marque généraux (un concept original et deux variantes) dont pourrait se servir le gouvernement fédéral pour promouvoir l'initiative Maisons Canada (Build Canada Homes en anglais).



Ce concept publicitaire comprend une image grand format représentant la couverture d'un rapport de Maisons Canada occupant les deux tiers gauches de l'image, accompagnée d'une colonne de trois images de marque différentes sur le tiers droit de la couverture. Sur la couverture de rapport de plus grande taille figurent des dessins rouge foncé sur fond beige. Un rectangle rouge, dont une petite portion du coin inférieur droit est manquante et à l'intérieur duquel on aperçoit un motif de feuille d'érable rouge estompé figure dans le coin supérieur gauche de l'image. Un logo du drapeau canadien et les mots « Build Canada Homes » et « Maisons Canada » figurent dans le coin supérieur droit de l'image. Sous ces derniers, au centre supérieur de l'image, figurent les mots « Build Canada Homes » en grosses lettres majuscules, le mot « Homes » apparaissant dans une police de plus grande taille que celle des autres mots. Une feuille d'érable figure à côté de ce titre. Au centre gauche du dessin figurent les mots « Report Cover Page » (page de couverture du rapport) en plus petits caractères noirs. Au bas de l'image à gauche figure le mot-symbole du gouvernement du Canada. Dans le quadrant inférieur gauche de l'image figure le dessin de couleur rouge foncé et aux formes multiples de ce qui semble être une grande maison avec de plus petites représentations de maisons à l'intérieur. Une partie de l'image, au milieu à droite, est d'un rouge légèrement plus foncé et un rectangle noir figure dans le coin inférieur droit de l'image. La première image située dans le tiers droit du concept est celle du logo de Maisons Canada, qui présente une maison à formes multiple de couleur rouge foncé et rouge profond (ou cramoisi), avec les mots « Maisons Canada » accompagnés d'une petite feuille d'érable. La deuxième image, présentant un dessin rectangulaire sur fond beige, est destinée aux réseaux sociaux. En haut à droite figure le logo de Maisons Canada, au centre à gauche, un exemple de

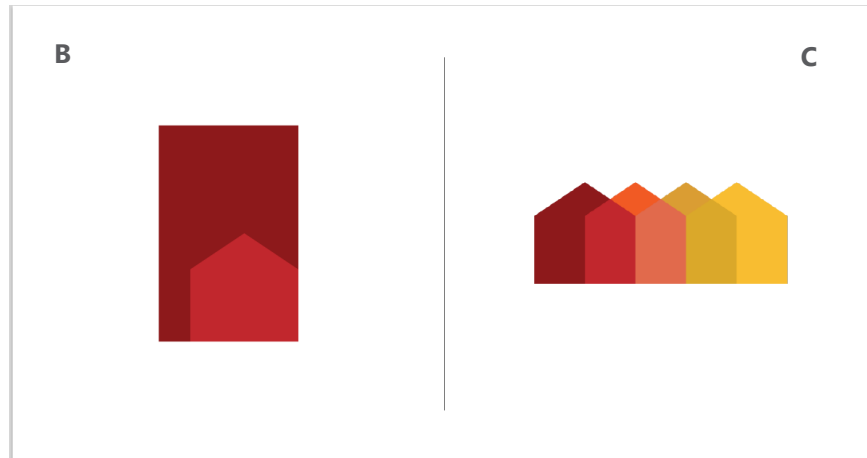
texte et en bas à droite, le symbole du gouvernement du Canada. La même image rappelant une maison que celle figurant sur la page couverture de rapport occupe presque toute la portion droite de l'image. La troisième image est celle d'une bannière Web rectangulaire. À gauche figure le logo de Build Canada Homes sur fond beige, tandis qu'à droite se trouve un dessin à plusieurs tons de rouge semblable aux autres dessins du concept.

Faisant part de leurs premières impressions, plusieurs participants ont positivement réagi à l'intégration au concept des couleurs canadiennes que sont le rouge et le beige, ainsi qu'au design qu'ils percevaient comme étant simple et épuré. D'un avis quelque peu différent, un petit nombre de participants estimait que le concept était assez générique et ne pensaient pas qu'il attirerait leur attention s'ils le voyaient en ligne ou ailleurs. En se focalisant tout particulièrement sur les images qui avaient intégrées au design, plusieurs participants ont parlé en termes positifs de l'imagerie représentant de grands complexes résidentiels auxquels se superposent des lotissements résidentiels de plus petite taille. Un plus petit nombre d'entre eux ont aussi fait remarquer que le concept évoquait certains éléments relatifs à la construction résidentielle, dont des plans techniques et plans d'étage et estimaient qu'il s'agissait d'un moyen efficace de faire connaître le mandat principal de Maisons Canada. Quelques-uns d'entre eux se demandaient si le concept avait été élaboré dans l'objectif principal de cibler des promoteurs immobiliers canadiens ou les acheteurs potentiels d'une propriété pouvant potentiellement profiter de cette initiative.

Lorsqu'on leur a demandé si certains éléments du concept semblaient, à leur avis, hors de propos, prêter à confusion ou ne les interpellaient pas, plusieurs ont répondu que le concept devait indiquer plus clairement que ce programme était spécifiquement axé sur la construction de logements abordables, plutôt que de logements en général. On était également d'avis que le design présentant une rangée de maisons de plus petite taille faisant partie du dessin de la maison à angles multiples devrait être plus contrasté, certains estimant qu'il ne se démarquaient pas suffisamment du design global. Quelques-uns d'entre eux n'étaient pas en faveur du choix de la police de caractères utilisée pour les mots « Maisons Canada », estimant que les lettres étaient trop arrondies et qu'une police plus anguleuse et plus droite aurait dû être utilisée afin de refléter le sérieux et l'importance de cette initiative. En se focalisant principalement sur l'image de la bannière Web, un certain nombre d'entre eux ont trouvé que le dessin paraissait quelque peu étiré et ressemblait davantage à un amas de formes différentes qu'à une représentation de maisons.

En attirant leur attention sur l'image située dans le coin supérieur gauche du concept (à gauche des mots « Build Canada Homes »), on a demandé aux participants ce que cet élément du concept était, selon eux, censé représenter. Plusieurs d'entre eux trouvaient qu'il faisait soit penser à du papier quadrillé, à des plans d'étage ou à un tableau à chevilles, et pensaient qu'il avait probablement été incorporé afin d'encourager les gens à songer aux processus de planification et de conception inhérents à la construction d'une maison en voyant ce concept. Lorsqu'on leur a demandé ce que représentaient, selon eux, les points figurant dans la partie inférieure droite de la page couverture du rapport, la plupart des participants étaient incertains, quelques-uns pensant qu'ils étaient peut-être censés évoquer un plan ou schéma de maison. Après s'être vu informer que l'icône représentait divers types de maisons et que les points représentaient un plan architectural, les participants ont exprimé des opinions divergentes, ceux estimant que les images évoquaient ces thèmes de façon efficace étant à peu près aussi nombreux que les participants estimant que pour le public général, ces éléments du concept seraient difficiles à reconnaître.

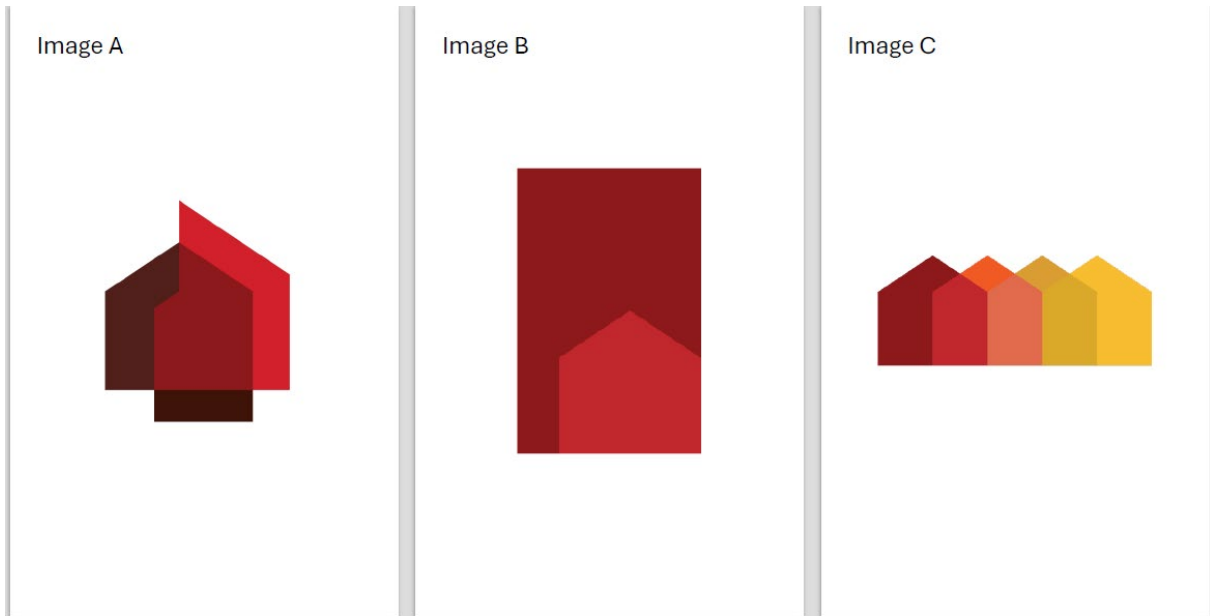
Les participants se sont ensuite vu présenter les images de substitution suivantes (ci-après désignées « image B » et « image C ») qui pourraient être utilisées pour la promotion de Maisons Canada :



Deux images sont présentées côte à côte. L'image de gauche consiste en un rectangle rouge foncé, positionné verticalement, avec l'image d'une maison en rouge plus vif située dans la moitié inférieure du rectangle. L'image de droite représente une rangée de quatre maisons adjacentes et superposées les unes aux autres. De gauche à droite, les maisons se déclinent en rouge foncé, orange, or et jaune, les couleurs se chevauchant là où les maisons se rejoignent.

Les participants ont exprimé des commentaires divers et variés au sujet de ces images. Dans l'ensemble, bien que plusieurs participants aient exprimé une préférence pour le design visuel de l'image C, la considérant comme l'image la plus vibrante et la plus colorée des deux, certains d'entre eux estimaient que l'imagerie représentant plusieurs petites maisons côte à côte laissait entendre que Maisons Canada se focaliserait principalement sur la construction de maisons unifamiliales, plutôt que sur des projets de logements plus densifiés. Conséquemment, un certain nombre de participants étaient d'avis que l'image B (qui représentait selon eux une petite maison superposée à un grand immeuble d'habitation) serait plus efficace pour communiquer le fait que plusieurs types de logements seraient construits dans le cadre de cette initiative. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que ces deux images étaient assez génériques et ne considéraient pas qu'elles étaient suffisamment efficaces pour inciter les gens à prêter davantage attention à la publicité de Maisons Canada.

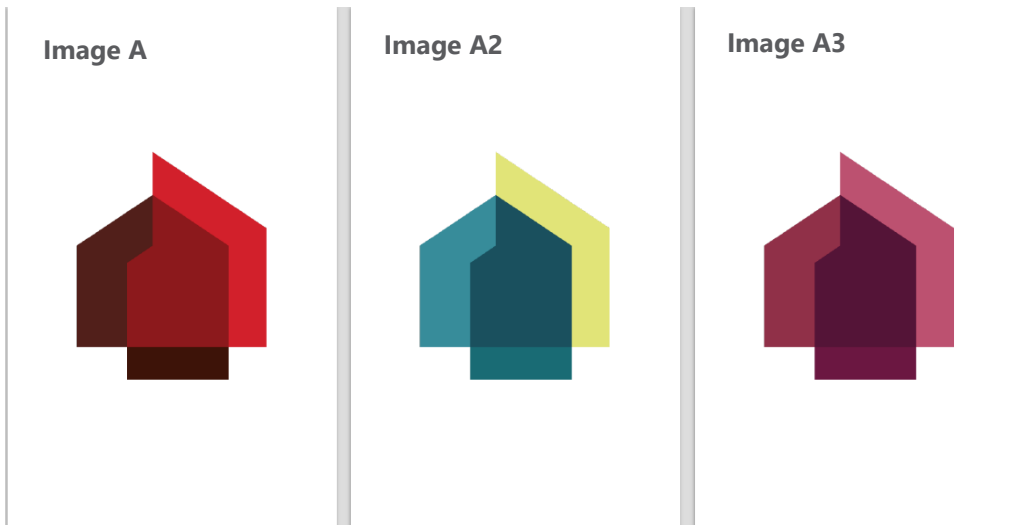
Les participants aux groupes de discussion se sont ensuite prêtés à un exercice dans le cadre duquel on leur a demandé de désigner, parmi les trois images dont ils avaient discuté jusqu'à présent, celle qui reflétait au mieux le fait que Maisons Canada était une nouvelle organisation. Afin d'aider les participants à faire leurs sélections, les trois images leur ont été présentées côte à côte (voir ci-dessous) :



Trois images sont présentées côte à côte. L'image de gauche (image A) est celle qui figurait dans le logo initial de Maisons Canada. L'image centrale (image B) et celle de droite (image C) sont les deux images qui avaient été présentées aux participants dans l'image précédente.

Une majorité de participants a sélectionné l'image A, bon nombre d'entre eux réaffirmant que ce design était celui qui faisait la meilleure publicité pour le programme Maisons Canada, tout en étant visuellement attrayant et en mettant en valeur les couleurs nationales du Canada. Plusieurs d'entre eux ont également sélectionné l'image C, certains jugeant efficace la représentation de plusieurs maisons de couleurs différentes pour transmettre le message selon lequel cette initiative serait axée sur la construction de logements plus abordables dans l'intérêt d'une grande diversité de Canadiens. Seul un petit nombre d'entre eux ont sélectionné l'image B, un certain nombre d'entre eux estimant qu'elle était trop simpliste et qu'elle serait peu susceptible d'attirer l'attention de ceux que cette initiative pourrait intéresser.

Les participants se sont ensuite vu présenter le design de l'image A, mais en différentes variations de couleurs :



Les images sont présentées côte à côte et sont toutes des variantes de l'image A décrite dans l'image précédente. La variante A reprend la palette de couleurs originale (avec plusieurs nuances de rouge et de bordeaux ou de marron), la variante A2 consiste en un design bleu sarcelle et jaune, et la variante A3 propose une palette de couleurs composée de rouges et de roses foncés se chevauchant.

Faisant part de leurs réactions à ces différentes combinaisons de couleurs, la plupart des participants ont émis des commentaires portant principalement sur les images A et A2, très peu d'entre eux ayant commenté l'image A3. Concernant l'image A, plusieurs participants ont positivement réagi à l'incorporation de différentes nuances de rouge, estimant qu'il s'agissait là d'une façon originale et visuellement attrayante de mettre en valeur les couleurs nationales du pays. Parmi ceux dont les réactions se sont centrées sur l'image A2, plusieurs ont parlé en termes positifs du bleu, du bleu sarcelle et du jaune dans le design qu'ils considéraient comme des couleurs naturelles et apaisantes. Un certain nombre d'entre eux étant d'avis qu'il s'agissait de l'image la plus visuellement attrayante des trois. Invités à sélectionner laquelle des trois variantes ils préféraient, un grand nombre de participants ont choisi l'image A2, tandis qu'aucun d'entre eux n'a choisi l'image A3.

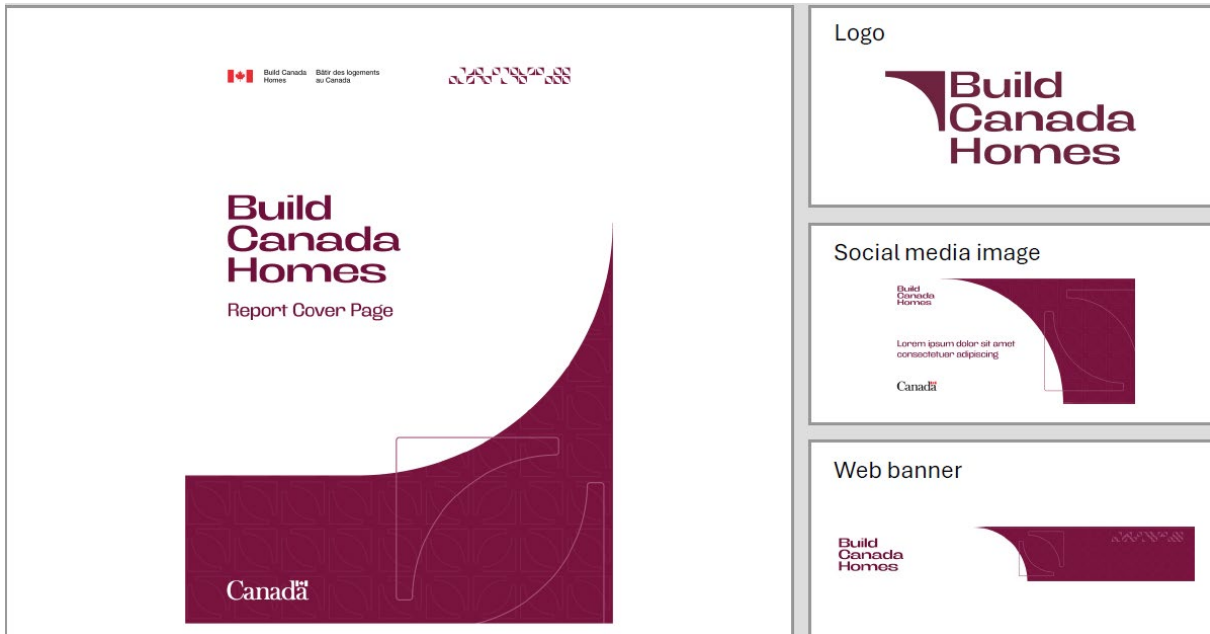
Les participants ont ensuite reçu la version facultative suivante du concept d'ensemble :



Il s'agit d'une version de rechange du concept de marque global de Maisons Canada, présentant une grande image de la page couverture d'un rapport de Maisons Canada à gauche et trois plus petites images à droite, représentant respectivement le logo, une image pour réseaux sociaux et une bannière Web de Maisons Canada. La page couverture de rapport est en grande partie d'un bleu foncé, avec du texte en vert fluo et des images alliant ces deux couleurs. En haut à gauche du concept, les mots « Build Canada Homes » (Maisons Canada) sont superposés en grosses lettres majuscules, sous lesquels figure la mention « Report Cover Page » (Page couverture de rapport) en petits caractères. Au milieu de la page couverture, un rectangle bleu et vert fluo se chevauche avec la représentation circulaire d'un cul-de-sac de maisons vu de haut. Au milieu du rectangle et sur le côté droit de la page figure une grille de points transparents. À droite, le logo en bleu foncé sur fond blanc. Le logo comporte les mots « Build Canada Homes » dans le même style que pour la page couverture, accompagnés du motif circulaire figurant cette fois en bleu foncé et blanc. L'image destinée aux réseaux est en bleu foncé et vert fluo, les mots « Build Canada Homes » figurant en haut à gauche, le logo circulaire dans la partie inférieure droite centrale de l'image et du texte sur le côté droit du dessin. La bannière Web se présente sous forme de long rectangle horizontal. Sur son côté gauche figurent les mots « Build Canada Homes » en vert fluo sur fond bleu foncé. Le centre de la bannière est d'un ton plus pâle puisqu'il se superpose au vert fluo qui occupe le côté droit du rectangle. À l'extrême droite du rectangle figure le logo circulaire vert fluo et bleu.

Des commentaires divers et variés ont été émis au sujet de ce concept. Si un certain nombre de participants ont salué les nuances de bleu et de vert du concept ainsi que son design épuré et simple, plusieurs d'entre eux étaient d'avis qu'il ressemblait davantage à un dépliant d'entreprise qu'à un outil de marketing du gouvernement fédéral. Bon nombre de participants ne savaient pas non plus ce que l'image principale du concept était censée représenter, un grand nombre d'entre eux estimant qu'elle ressemblait davantage à un moulin à vent ou à une hélice qu'à une icône évoquant le logement. Après avoir été informés que l'icône était censée représenter une maison ou des portes, selon l'angle sous lequel on la regardait, peu de participants étaient d'avis qu'elle ressortait clairement, plusieurs d'entre eux estimant particulièrement difficile d'y voir des portes.

Une autre version facultative de l'image de marque globale qui pourrait servir à promouvoir l'initiative Maisons Canada a ensuite été présentée aux participants :

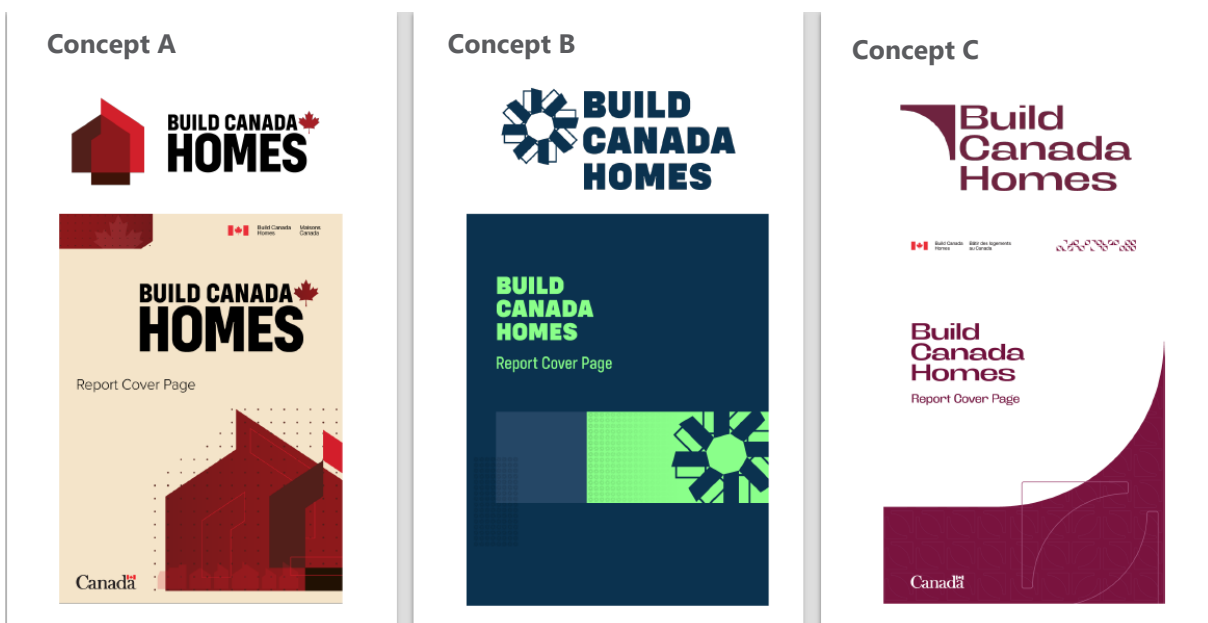


Il s'agit d'une version de remplacement du concept de marque global pour Maisons Canada. Dans cette version, une grande page couverture de rapport figure à gauche accompagnée, à droite, de trois plus petites images (un logo, une image destinée aux réseaux sociaux et une bannière Web). La page de couverture du rapport est blanche avec du texte et des images en rouge profond. Le logo du gouvernement du Canada figure en haut de la page de couverture du rapport, accompagné des mentions « Build Canada Homes » et « Bâtir des logements au Canada ». Dans le coin supérieur droit se trouve un dessin en rouge profond et blanc, composé de carrés et d'espaces vides. Au centre gauche de la page figure les mots « Build Canada Homes » de couleur, avec la mention « page de couverture de rapport » en caractères plus petits en dessous. Le tiers inférieur droit du concept est principalement occupé par un dessin en rouge profond, comprenant une courbe inclinée remontant vers le haut à droite de l'image. Le mot-symbole du Canada figure en blanc dans la portion inférieure gauche du concept, et deux dessins composés de deux lignes droites horizontales reliées par un demi-cercle figurent dans le coin inférieur droit du concept. Le logo comporte des inscriptions en rouge profond sur fond blanc. On y aperçoit les mots « Build Canada Homes » avec le dessin en rouge profond inversé apparaissant sur la page couverture. L'image destinée aux réseaux sociaux comporte le texte « Build Canada Homes » dans le coin supérieur gauche, un texte explicatif au centre à gauche et le mot-symbole du gouvernement du Canada dans le coin inférieur gauche. À droite, on aperçoit le même logo. La bannière Web comporte des inscriptions en rouge profond sur fond blanc. On y aperçoit les mots « Build Canada Homes » à gauche, un espace blanc au milieu et le même dessin que sur les images présentées ci-haut, mais cette fois avec un rectangle de forme plus allongée avec une pointe à une extrémité cadrant dans l'espace destiné à une bannière Web.

Seul un petit nombre de participants ont émis des commentaires positifs concernant ce concept, plusieurs d'entre eux estimant que ce dernier ne serait pas efficace pour promouvoir l'initiative Maisons Canada et l'objectif principal de l'organisme, à savoir de construire davantage de logements abordables destinés aux familles canadiennes. Un certain nombre d'entre eux ont fait remarquer que la police choisie pour le dessin semblait quelque peu étirée et que la nuance de rouge bourgogne utilisée pour l'ensemble du concept n'était pas une couleur qu'ils associeraient normalement au Canada ou au gouvernement fédéral. On était également d'avis que le logo de l'organisme Maisons

Canada (situé au haut de la page couverture de rapport) et le mot-symbole du Canada étaient trop petits et qu'ils devaient davantage se démarquer des autres éléments du concept. Quelques-uns d'entre eux ont en outre exprimé leur confusion quant au motif figurant dans la partie supérieure du concept et se demandaient ce qu'il était censé représenter.

Les participants se sont ensuite prêtés à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu inviter à choisir lequel des trois concepts de marque globaux leur semblait le plus marquant et capterait le plus leur attention s'ils le voyaient sur la couverture d'un rapport, dans une publication sur les réseaux sociaux ou dans un contexte similaire. Afin de faciliter leur prise de décision, les participants se sont vu présenter l'image suivante des trois concepts côte à côte :



Il s'agit d'un assemblage des trois concepts généraux décrits dans les images ci-dessus. Le concept initial est intitulé « Concept A », tandis que les deux autres sont respectivement intitulés « Concept B » et « Concept C ».

Tout compte fait, le concept A a reçu le plus grand niveau de soutien de la part des participants, un nombre plus restreint d'entre eux ayant choisi le concept B et quelques-uns d'entre eux le concept C. La plupart des participants ont désigné le concept A comme étant le plus efficace pour promouvoir l'objectif fixé par l'organisation Maisons Canada et susciter un sentiment de fierté nationale grâce à l'utilisation d'une nuance de rouge plus « canadienne » et à l'intégration bien visible d'autres symboles nationaux tels que la feuille d'érable. À la question de savoir ce que pourrait encore faire le gouvernement fédéral pour rendre l'image de marque finale de Maisons Canada plus efficace, les participants ont suggéré certaines mesures, dont l'ajout d'images de personnes et de familles qui pourraient bénéficier de la construction de logements plus abordables, ainsi que des images illustrant des activités de construction et des projets résidentiels en chantier. On estimait également que le mot-symbole du gouvernement du Canada devrait être davantage mis en évidence dans la version



définitive du concept, certains participants estimant que cela permettrait au public de mieux comprendre qu'il s'agit d'une initiative fédérale.

Messages potentiels (résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec)

Les participants de la région du 905 en Ontario, de Québec et des Territoires du Nord-Ouest se sont vu présenter des messages pouvant éventuellement être utilisés pour présenter et fournir de l'information au sujet de Maisons Canada. Le premier ensemble de messages présenté aux participants était le suivant :

Message n° 1

Le gouvernement du Canada a un nouveau plan en matière de logement

Le plus ambitieux du Canada depuis la Deuxième Guerre mondiale

Pour rendre le logement à nouveau abordable

Message n° 2

Le gouvernement du Canada a un nouveau plan de logement

Et à un moment où les Canadiens s'unissent pour affronter les défis mondiaux

C'est un plan à la mesure de la situation qui s'appuie sur une approche d'Équipe Canada

Invités à préciser lequel des deux messages leur semblait le plus efficace pour présenter l'initiative Maisons Canada, un plus grand nombre de participants ont préféré le message 1 au message 2. Bon nombre de ceux qui avaient exprimé une préférence pour le premier message estimaient qu'il était plus clair et plus facile à comprendre et qu'il permettrait de mieux faire connaître les objectifs de Maisons Canada à ceux qui ne connaissaient pas cette initiative. Un certain nombre d'entre eux ont positivement accueilli la mention de la Seconde Guerre mondiale dans le message n° 1, estimant qu'elle contribuait à communiquer le sérieux avec lequel le gouvernement fédéral abordait cette question, ainsi que l'ampleur et la portée des mesures qu'il comptait prendre pour rendre le logement plus abordable dans les années à venir. Quelques-uns d'entre eux ont également positivement accueilli la mention « Pour rendre le logement à nouveau abordable », estimant qu'il s'agissait d'une façon optimiste de conclure le message. Parmi le plus petit nombre de participants ayant choisi le message 2, on estimait que ce dernier était plus optimiste et que la mention d'une approche « Équipe Canada » était un moyen efficace d'encourager les Canadiens à collaborer afin de trouver des solutions aux problèmes liés au logement et à d'autres enjeux mondiaux. Quelques-uns d'entre eux ont en outre indiqué avoir sélectionné le Message 2 principalement en raison de la mention de la guerre dans le message 1 qu'ils jugeaient rebutante et du ton général du message 2 qu'ils considéraient comme plus positif.



Les participants se sont ensuite vu présenter un autre message visant à décrire les objectifs que Maisons Canada était chargé d'atteindre :

Face à la situation actuelle du logement, nous savons qu'il est temps de construire

Maisons Canada fera en sorte que des logements soient construits au Canada, en mettant l'accent sur des solutions de logement abordables à grande échelle et à long terme, qui auront un impact réel.

La plupart des participants ont positivement réagi à ce message, un certain nombre d'entre eux étant d'avis que cela démontrait que le gouvernement du Canada était conscient des problèmes d'abordabilité auxquels les Canadiens étaient confrontés en matière de logement et qu'il prenait des mesures sérieuses pour y remédier, notamment en privilégiant des solutions à grande échelle et à long terme plutôt que des solutions temporaires. Bien qu'ils aient émis des commentaires positifs au sujet de ce message, quelques participants estimaient que davantage d'informations devaient être fournies concernant les mesures concrètes que comptait prendre le gouvernement du Canada pour rendre le logement plus abordable et sur le temps qu'il faudrait réalistement attendre avant de commencer à constater des progrès à cet égard. Un certain nombre d'entre eux se demandaient en outre à quel public ce message s'adressait et s'il était principalement destiné à des constructeurs résidentiels ou à d'éventuels acheteurs ou locataires de ces logements.

En se focalisant sur le terme « logement abordable » figurant dans ce message, on a demandé aux participants ce que ce dernier signifiait à leur avis. Pour la plupart d'entre eux, ce terme désignait tout logement pouvant réalistement être acheté ou loué par des particuliers à revenu moyen, et dont le coût serait suffisamment bas pour que les Canadiens disposent à chaque fin de mois d'un surplus d'argent à consacrer à d'autres aspects importants de leur vie, comme d'épargner en vue du versement d'un acompte ou de leur retraite. On était d'avis que tous les Canadiens travaillant à plein temps devraient pouvoir, avec un seul revenu, avoir accès à un logement raisonnablement abordable et ne pas être contraints de vivre avec un partenaire ou avec un ou plusieurs colocataires pour joindre les deux bouts. Dans cette optique, on estimait qu'au lieu d'investir dans des projets de logements de luxe à grande échelle, la grande majorité des logements construits dans le cadre de l'initiative Maisons Canada devraient viser à répondre aux besoins des nombreux Canadiens à faible et moyen revenu qui, selon les estimations, ont actuellement du mal à faire face au coût du logement.

Le message suivant présenté aux participants se lisait comme suit :

En réunissant sous un même toit un financement flexible, un accès à des terrains et une expertise en matière de développement, Maisons Canada fera en sorte qu'il sera plus simple et plus rapide de démarrer de grands projets.

Maisons Canada allie développement, financement et utilisation de méthodes de construction modernes afin de créer une offre de logements plus abordables.

La quasi-totalité des participants a positivement réagi à ce message, bon nombre d'entre eux estimant qu'il fournissait de l'information concrète et facilement compréhensible au sujet des mesures précises qui seraient prises dans le cadre de cette initiative pour rendre le logement plus abordable dans l'intérêt des Canadiens. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que les initiatives décrites dans ces

messages contribueraient grandement à faciliter la construction d'un plus grand nombre de logements partout au pays au profit des promoteurs et à accélérer le rythme auquel de nouveaux logements sont construits au sein des collectivités canadiennes. Un certain nombre d'entre eux se demandaient toutefois ce que l'on entendait par « accès à des terrains » dans ce contexte et craignaient que cela ne signifie que le gouvernement fédéral consacre des terrains publics actuellement protégés pour des motifs environnementaux à la construction de logements. On était également d'avis que, dans l'esprit de certains Canadiens, le terme « grands projets » pouvait évoquer des projets d'habitation coûteux et de grande envergure, ce qui les amenait à s'inquiéter du coût de la mise en œuvre de l'initiative Maisons Canada.

Discutant de ce qu'on entendait, selon eux, par « méthodes de construction modernes » la plupart des participants ont dit croire qu'il s'agissait de méthodes de construction plus uniformisées et plus rentables qui privilégieraient probablement davantage la production de maisons modulaires ou préfabriquées. Plusieurs participants étaient d'avis que cette approche constituait un pas dans la bonne direction, un certain nombre d'entre eux s'attendant à ce que des maisons modulaires ou préfabriquées soient moins coûteuses à construire pour les promoteurs et, par conséquent, puissent être construites à un rythme beaucoup plus rapide que des logements de type plus traditionnel.

À la question de savoir si, au regard de tous les messages qui leur avaient été présentés, ils estimaient que le programme Maisons Canada était pertinent, un grand nombre d'entre eux s'attendaient à ce que cette initiative ait un impact positif sur leur propre vie ou celle de leur famille et de leurs amis. Plusieurs participants s'identifiant comme acheteurs potentiels d'une première propriété avaient espoir que cette initiative contribue à augmenter rapidement l'offre de logements résidentiels au Canada et leur permettrait éventuellement d'acheter plus facilement et à un prix plus abordable une propriété dans un avenir proche. Un certain nombre de participants résidant dans les Territoires du Nord-Ouest avaient espoir que ce programme entraîne également une augmentation de la construction résidentielle dans le Nord canadien. Parmi ces derniers, on estimait que cette initiative pourrait contribuer de manière significative à rendre le logement plus abordable dans leur région et inciterait probablement davantage de personnes à choisir de s'établir à long terme dans des collectivités nordiques.

Discutant de la question de savoir si en lançant l'initiative Maisons Canada le gouvernement était, selon eux, sur la bonne voie en matière de logement, la quasi-totalité des participants a répondu par l'affirmative. Bon nombre d'entre eux ont indiqué que cette initiative, ainsi que les messages qui leur avaient été présentés, leur donnaient le sentiment que le gouvernement fédéral prenait la question de l'abordabilité du logement au sérieux et était à l'écoute des préoccupations des Canadiens à faible et moyen revenu quant aux difficultés qu'ils rencontraient pour acheter une propriété ou trouver des options de location abordables au sein de leur collectivité.



Points de vue ultérieurs à l'annonce (résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans préoccupés par l'économie, locataires et potentiels acheteurs d'une propriété résidant à Regina, résidents de grands centres urbains du Québec)

Les participants de trois groupes tenus durant les jours qui ont suivi l'annonce du lancement, le 14 septembre 2025, de l'initiative Maisons Canada du gouvernement du Canada ont fait part de leurs points de vue sur cette nouvelle entité fédérale. À la question de savoir ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du plan du gouvernement canadien pour remédier aux problèmes de logement, si un petit nombre d'entre eux se souvenaient d'avoir entendu dire que ce dernier avait récemment annoncé des mesures visant à construire davantage de logements abordables à travers le pays, aucun participant ne se souvenait de détails précis à ce sujet.

Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé la création d'une nouvelle agence fédérale appelée Maisons Canada. Cette dernière a pour objectif de construire un grand nombre de logements abordables en utilisant judicieusement des terrains publics, en offrant des mesures incitatives financières souples, en attirant des capitaux privés, en facilitant la réalisation de projets de portefeuille de grande envergure et en venant en aide aux fabricants modernes.

Les participants ont pour la plupart réagi de manière très positive à cette information, bon nombre d'entre eux estimant que l'abordabilité du logement constituait l'un des enjeux les plus urgents auxquels les Canadiens étaient confrontés et que la création, par le gouvernement fédéral, d'un organisme tel que Maisons Canada, spécialement chargé de se pencher sur cette question, constituait une mesure importante. Plusieurs d'entre eux estimaient que la construction de logements plus abordables profiterait tout particulièrement aux acheteurs d'une première propriété ainsi qu'à de jeunes Canadiens, certains participants espérant que les logements construits dans le cadre de ce programme seraient suffisamment spacieux pour pouvoir y loger des familles avec enfants. Parmi ceux qui avaient des questions au sujet de cette initiative, plusieurs ont demandé où ces nouveaux logements seraient construits au Canada et si ce programme contribuerait également à rendre le logement plus abordable dans des collectivités rurales et éloignées. Certains d'entre eux étaient également curieux de savoir comment le gouvernement fédéral déterminerait quels promoteurs et entreprises de construction sélectionner pour construire ces logements, bon nombre d'entre eux estimant important que ces logements soient construits par des entreprises et des travailleurs locaux.

Les participants se sont ensuite vu fournir l'information supplémentaire suivante au sujet de l'initiative Maisons Canada :

Maisons Canada axera ses efforts sur les logements conçus pour offrir des unités à un taux inférieur à celui du marché standard, afin que ces unités soient abordables pour les ménages à faible et moyen revenu.

L'objectif global est de doubler la construction de logements, de rétablir l'accessibilité financière et de réduire l'itinérance en construisant des logements supervisés et de transition.

Cette approche repose sur les trois grands piliers suivants :

- *Construire des logements abordables : travailler en collaboration avec l'industrie pour offrir des options de logements abordables qui resteront abordables à long terme ;*
- *Financer des logements abordables : offrir un financement stable, à long terme et à faible coût aux fournisseurs de logements privés et sans but lucratif ;*
- *Favoriser l'émergence d'un nouveau secteur du logement : contribuer à créer une demande pour des méthodes de construction novatrices et durables, telles que la construction d'habitations en usine et les logements préfabriqués.*

Tout compte fait, la plupart des participants ont positivement réagi à ces précisions, plusieurs d'entre eux estimant que cette approche à trois volets s'avérerait efficace pour aider les Canadiens à accéder à des logements abordables au sein de leurs collectivités. Un certain nombre d'entre eux étaient plus particulièrement d'avis que le recours accru à des modèles de maisons préfabriquées constituerait un moyen efficace de construire plus rapidement des logements abordables dans de nombreuses régions du pays. Plusieurs participants étaient d'avis qu'il était important que les logements construits dans le cadre du programme Maisons Canada soient réalistement abordables pour la plupart des personnes à faible et moyen revenu, certains d'entre eux espérant que le gouvernement du Canada exerce une surveillance étroite afin de garantir que les logements construits dans le cadre de ce programme demeurent abordables sur le long terme. En se focalisant sur l'objectif déclaré de réduire le taux d'itinérance par le biais de cette initiative, si un certain nombre de participants estimaient qu'en prenant ces mesures, le gouvernement fédéral contribuerait à atteindre cet objectif, d'autres ont fait valoir que de nombreux facteurs favorisaient l'itinérance (notamment des problèmes liés à la santé mentale et à la toxicomanie) et que la construction de logements à elle seule ne suffirait pas à résoudre ce problème. Parmi le plus petit nombre de participants dont l'opinion était plus incertaine ou négative, on estimait que l'information fournie était trop imprécise et que les détails concernant les mesures concrètes que prendrait le gouvernement pour mener à bien cette initiative étaient insuffisants.

Les participants se sont ensuite vu informer que l'un des moyens utilisés par Maisons Canada pour livrer un plus grand nombre de logements plus rapidement consisterait à se servir de terrains publics pour y appliquer des méthodes de construction novatrices et durables, comme la construction de maisons préfabriquées, et à utiliser du bois d'œuvre canadien certifié ainsi que des matériaux recyclés et à faibles émissions pour construire ces maisons. À la question de savoir s'ils estimaient que cette stratégie permettrait de construire un plus grand nombre de logements plus rapidement et à des prix abordables, bon nombre de participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux ont tout particulièrement loué le fait que Maisons Canada accorde une importance particulière à la construction de maisons à partir de bois d'œuvre canadien certifié, estimant que cela contribuerait à stimuler le marché du secteur canadien du bois d'œuvre. Un certain nombre d'entre eux se demandaient toutefois ce que l'on entendait par « terrains publics », certains craignant que cela ne signifie que des logements puissent être construits sur des terrains qui avaient précédemment été préservés à des fins récréatives ou environnementales.



Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient d'avis que le programme Maisons Canada contribuerait à stimuler l'économie canadienne, bon nombre de participants ont répondu par l'affirmative, plusieurs d'entre eux estimant que ce programme donnerait lieu à la création d'emplois et contribuerait à augmenter l'activité économique dans plusieurs secteurs, y compris ceux de la construction et de la vente de matériaux de construction. Un certain nombre d'entre eux s'attendaient en outre à ce que la construction accrue de logements nécessite la création de services et d'entreprises additionnels (dont des écoles, des hôpitaux et des commerces de détail) afin de répondre aux besoins des personnes qui occuperaient ces logements, ce qui entraînerait la création de nombreux nouveaux emplois au profit des travailleurs canadiens. À la question de savoir s'ils pensaient bénéficier de cette initiative personnellement, un certain nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative, incluant plusieurs participants du groupe composé de locataires et d'acheteurs potentiels d'une propriété résidant à Regina. Parmi ceux qui ne croyaient que cette initiative pourrait leur être profitable, plusieurs estimaient que la construction d'un plus grand nombre de logements serait susceptible d'avoir des retombées positives au sein de leur collectivité et d'entraîner une croissance économique sur le long terme au fur et à mesure que les gens dépenseraient moins pour se loger et davantage à d'autres fins.

Grands projets d'infrastructure (résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans préoccupés par l'économie, locataires et acheteurs potentiels d'une propriété résidant à Regina, résidents de grands centres urbains du Québec)

Les participants de trois groupes ont pris part à des discussions portant sur les grands projets d'infrastructure et les domaines d'intervention stratégiques qu'avait récemment annoncés le gouvernement fédéral. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu dire quoi que ce soit en rapport avec le gouvernement du Canada et de grands projets d'infrastructure, plusieurs participants ont répondu par l'affirmative. Un certain nombre de ceux qui avaient entendu parler de ces projets avaient l'impression que le gouvernement fédéral avait récemment pris des mesures pour accélérer l'exploitation des ressources naturelles du Canada, notamment par la construction de nouvelles infrastructures pétrolières et gazières et par l'exploitation accrue minéraux critiques. Au nombre des autres projets sur lesquels se focalisait, croyait-on, le gouvernement fédéral, citons la construction et la réfection de routes et d'autoroutes partout au pays ainsi que la construction d'un plus grand nombre de logements abordables au sein des collectivités canadiennes en recourant notamment de plus en plus à des modèles de maisons préfabriquées.

Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé une première série de cinq grands projets d'infrastructure à l'étude pour aider à transformer l'économie canadienne. Afin d'orienter ces projets, un



nouveau bureau des grands projets, dont le siège social est situé à Calgary, sera chargé d'accélérer leur réalisation en simplifiant et en accélérant les processus d'approbation réglementaires et en aidant ces projets à obtenir du financement.

Les projets initiaux à l'étude sont les suivants :

- *LNG Canada — phase 2 — Kitimat (Colombie-Britannique) : Ce projet doublerait la production de gaz naturel liquéfié de LNG Canada, ce qui en ferait la deuxième plus grande installation du genre au monde ;*
- *Nouveau projet nucléaire de Darlington — Clarington (Ontario) : Ce projet fera du Canada le premier pays du G7 à se doter d'un petit réacteur modulaire (PRM) opérationnel, fournissant une énergie propre à 300 000 foyers ;*
- *Le projet de terminal à conteneurs de Contrecœur — Montréal (Québec) : Ce projet permettrait d'augmenter la capacité de manutention de conteneurs du port de Montréal d'environ 60 % ;*
- *Projet de mine de cuivre de Foran à McIlvanna Bay — Centre Est de la Saskatchewan : Ce projet fournira du cuivre et du zinc afin de renforcer la position du Canada en tant que fournisseur mondial de minéraux critiques. C'est également le premier projet de cuivre carboneutre au Canada ;*
- *Expansion de la mine Red Chris — Nord-Ouest de la Colombie-Britannique : Ce projet permettra de prolonger de plus de 10 ans la durée de vie de la mine et d'augmenter de plus de 15 % la production annuelle de cuivre au Canada.*

Dans l'ensemble, les réactions des participants à ces initiatives ont été pour la plupart positives, bon nombre d'entre eux estimant que ces projets auraient des retombées bénéfiques considérables pour l'économie canadienne. Plusieurs participants ont salué la décision du gouvernement fédéral de prioriser le développement et la production accrue de ressources naturelles, dont le gaz naturel liquéfié (GNL), ainsi que l'exploitation de minéraux critiques tels que le cuivre et le zinc. Un certain nombre d'entre eux s'attendaient à ce que ces initiatives soient créatrices d'emplois destinés aux travailleurs canadiens et à ce qu'elles contribuent à dynamiser les économies et les collectivités situées à proximité de ces projets. On estimait également qu'un certain nombre de ces projets, dont le projet de terminal à conteneurs de Contrecœur à Montréal, au Québec, contribueraient à augmenter à long terme la capacité globale du Canada en matière de commerce et, dans une large mesure, à renforcer l'économie du pays dans les années à venir. Un nombre plus restreint de participants ont émis des opinions plus incertaines, estimant que, si ses projets semblaient constituer un pas dans la bonne direction, plus d'informations devaient être fournies concernant le coût de chaque projet et le nombre d'emplois à long terme que ceux-ci devraient permettre de créer. Certains d'entre eux ont exprimé des préoccupations quant aux répercussions que certains de ces projets, notamment ceux liés à une exploitation minière accrue en Saskatchewan et en Colombie-Britannique (C.-B.), pourraient avoir sur le milieu environnant, et estimaient qu'il était important que le gouvernement du Canada s'efforce de mener à bien ces projets de la manière la plus durable possible.

En centrant la discussion sur le projet nucléaire de Darlington, à Clarington, en Ontario, les participants se sont vu poser la question de savoir si le terme « petit réacteur modulaire » (PRM) leur était familier. Parmi les quelques participants au courant de cette technologie, on estimait que, si le développement

accru d'énergie nucléaire par le biais d'avancées telles que les PRM était susceptible d'avoir un impact positif en matière de création d'emplois et de développement du secteur des énergies propres au Canada, il était toutefois important de s'assurer que cette technologie est sécuritaire et qu'elle n'aura aucun impact préjudiciable sur l'environnement ou les collectivités environnantes.

À la question de savoir s'ils estimaient que ces projets contribueraient à renforcer la sécurité du Canada sur le plan économique, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative, un grand nombre d'entre eux réaffirmant que ces projets auraient pour effet d'accroître la création d'emplois, la production économique ainsi que les échanges commerciaux internationaux du Canada dans les années à venir. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis qu'en augmentant l'exploitation et les exportations de ressources naturelles canadiennes, le gouvernement fédéral pourrait positionner le pays en tant que chef de file mondial dans le secteur des ressources, ce qui renforcerait considérablement la vigueur et la résilience globales de l'économie canadienne.

Les participants se sont vu informer qu'en plus des cinq grands projets décrits ci-haut, le gouvernement avait également défini des domaines d'intervention et des secteurs stratégiques afin de soutenir les efforts qu'il déploie pour renforcer l'économie canadienne. Afin de faciliter la discussion, l'information suivante a été fournie aux participants :

- *Stratégie sur les minéraux critiques : Mettre en œuvre d'un plus grand nombre de projets de minéraux critiques impliquant l'ensemble du processus, allant de l'extraction initiale des matières premières à la construction de ports et de routes, en passant par la transformation et la fabrication ;*
- *Wind West Atlantic Energy : Exploiter le potentiel éolien en Nouvelle-Écosse.*
- *Oléoduc Pathways Plus : Un projet de captage, d'utilisation et de stockage du carbone en Alberta, assorti d'une infrastructure énergétique supplémentaire qui soutiendrait un secteur de l'énergie conventionnelle solide ;*
- *Corridor économique et de sécurité pour l'Arctique : Le développement de ports fortifiés et de routes toutes saisons, de pistes d'atterrissage et de systèmes de communication pour servir les opérations militaires et le développement commercial ;*
- *Port de Churchill Plus : Moderniser le port de Churchill et élargir les corridors commerciaux grâce à une route praticable en toutes saisons, à une ligne de chemin de fer modernisée, à un nouveau corridor énergétique et à une capacité de déglacage maritime.*
- *Train à grande vitesse Alto : Développer un train à grande vitesse de Toronto à Québec atteignant des vitesses allant jusqu'à 300 km/h.*

Une grande majorité des réactions à ces initiatives ont été positives, bon nombre de participants estimant que les progrès réalisés dans ces domaines contribueraient grandement à renforcer l'économie canadienne. Bon nombre d'entre eux ont parlé en termes élogieux du projet de train à grande vitesse Alto, plusieurs participants estimant que le train à grande vitesse constituait un moyen efficace et écoénergétique de transporter des gens sur de longues distances. Un certain nombre d'entre eux espéraient que d'autres projets de trains à grande vitesse voient le jour dans d'autres régions du pays. Plusieurs d'entre eux ont également salué certaines initiatives, dont la Stratégie sur les minéraux critiques et le projet Port de Churchill plus, estimant qu'elles contribueraient à soutenir les



efforts déployés par le gouvernement fédéral pour développer davantage les ressources du Canada et accroître sa capacité commerciale sur la scène mondiale. On estimait également important que le gouvernement s'attache à développer un corridor économique et de sécurité pour l'Arctique, plusieurs participants étant d'avis que cette région s'avérerait de plus en plus importante pour l'économie et la sécurité nationale du Canada dans les années à venir. Si la plupart des participants ont salué les investissements du gouvernement fédéral liés au projet Wind West Atlantic Energy, quelques-uns d'entre eux ont exprimé des préoccupations quant à l'efficacité énergétique des éoliennes extracôtières et aux éventuels inconvénients environnementaux associés à cette technologie. Quelques-uns d'entre eux ont affirmé ne pas bien connaître les technologies de capture, d'utilisation et de stockage du carbone et estimaient qu'il leur était donc difficile de fournir un avis éclairé sur le projet Pathways Plus.

Budget 2025 (résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résident de Québec, locataires et potentiels acheteurs d'une propriété résidant à Regina, résidents de grands centres urbains du Québec, résidents du nord de l'Ontario, parents d'enfants fréquentant une garderie et résidant en Nouvelle-Écosse, Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique, résidents de la région de Laval [Québec])

Les participants de neuf groupes ont tenu des discussions portant sur le prochain budget annuel du gouvernement du Canada, dont le dépôt était prévu le 4 novembre 2025. Les participants de la région du 905 en Ontario, de Québec et des Territoires du Nord-Ouest ont tenu des discussions portant sur d'éventuelles initiatives que pourrait comprendre le budget, tandis que ceux des groupes composés de locataires et d'acheteurs potentiels d'une propriété résidant à Regina, de parents d'enfants fréquentant une garderie et résidant en Nouvelle-Écosse, de Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique, de membres de la population générale résidant dans de grands centres urbains du Québec ainsi que de résidents du nord de l'Ontario ont fait part de leurs points de vue concernant le prochain budget et les domaines d'intervention prioritaires sur lesquels le gouvernement devrait se concentrer.



Initiatives budgétaires potentielles (résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec)

Dans un premier temps, les participants ont été invités à commenter la performance globale actuelle de l'économie canadienne. Un large éventail d'opinions a été exprimé, un grand nombre d'entre eux estimant que l'économie était actuellement en mauvaise posture, contrairement à ceux qui étaient d'un autre avis. Parmi les participants estimant que l'économie était confrontée à des difficultés, certains problèmes ont été mentionnés, dont le taux d'inflation élevé des dernières années, le taux de chômage croissant et le coût de la vie généralement élevé, notamment le coût de produits essentiels comme les produits d'épicerie et l'essence. Les participants ayant une opinion plus positive de l'économie canadienne estimaient que même s'il existait certains problèmes liés au coût élevé de la vie et à ce qu'ils percevaient comme étant une pénurie de logements abordables, il s'agissait là de problèmes auxquels faisaient face de nombreux pays et qui n'étaient pas propres au Canada. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que le gouvernement fédéral faisait tout en son pouvoir pour remédier aux difficultés économiques auxquelles sont actuellement confrontés les Canadiens et estimaient qu'il faudrait probablement un certain nombre d'années avant qu'une croissance économique à grande échelle soit constatée dans l'ensemble du pays.

Après s'être vu informer que le gouvernement du Canada présenterait bientôt un nouveau budget annuel exposant ses priorités pour le prochain exercice financier, les participants ont reçu une liste d'initiatives potentielles pouvant être incluses au budget et ont été invités à sélectionner les trois mesures auxquelles ils estimaient devoir accorder la plus haute priorité. La liste présentée aux participants comprenait les initiatives suivantes :

- *Éliminer les obstacles au commerce intérieur ;*
- *Mettre en œuvre des projets d'infrastructures nationaux plus rapidement ;*
- *Mettre en œuvre des projets d'énergie nationaux plus rapidement ;*
- *Stimuler les investissements dans les technologies propres ;*
- *Attirer des investissements privés dans l'économie ;*
- *Attirer des investissements étrangers dans l'économie ;*
- *Soutenir les industries canadiennes touchées par les tarifs douaniers américains ;*
- *Accroître les échanges commerciaux avec des partenaires fiables dans le monde entier ;*
- *Aider un plus grand nombre de personnes à suivre une formation ou à refaire une formation en vue de nouvelles possibilités d'emploi ;*
- *Faciliter l'obtention de prêts, de subventions ou de crédits d'impôt dans l'intérêt des petites entreprises ;*
- *Soutenir la plus jeune génération en lui offrant une éducation abordable et des possibilités d'apprentissage ;*
- *Construire un plus grand nombre de logements ;*
- *Réduire les dépenses consacrées au fonctionnement de l'appareil gouvernemental ;*
- *Renforcer les Forces armées canadiennes.*

Tout compte fait, si l'initiative visant à réduire les dépenses consacrées au fonctionnement de l'appareil gouvernemental a reçu le plus grand soutien, un nombre important de participants ont également



appuyé les initiatives visant à accroître les échanges commerciaux avec des partenaires fiables partout dans le monde, à aider davantage de Canadiens à se former ou à se recycler pour saisir de nouvelles possibilités d'emploi, et à construire davantage de logements à travers le Canada. En se focalisant sur l'objectif consistant à réduire les dépenses consacrées au fonctionnement de l'appareil gouvernemental, plusieurs participants étaient d'avis qu'il était important que le gouvernement du Canada s'efforce de parvenir à un équilibre budgétaire, certains d'entre eux estimant que les dépenses fédérales avaient été trop élevées ces dernières années. On estimait que davantage pourrait être fait pour davantage rationaliser les opérations de nombreux ministères et organismes fédéraux, notamment en éliminant les processus procéduriers et la paperasserie administrative, en réduisant les dépenses du gouvernement liées aux déplacements et à l'hébergement, et en diminuant la taille globale des effectifs de la fonction publique.

Parmi les participants ayant sélectionné l'initiative visant à accroître les échanges commerciaux avec des partenaires fiables partout dans le monde, plusieurs estimaient qu'il s'agissait, pour le gouvernement fédéral, d'une mesure cruciale à prendre compte tenu des tarifs douaniers généralisés imposés aux produits canadiens par le gouvernement américain. Il était largement admis qu'en diversifiant ses relations commerciales, le gouvernement du Canada renforcerait la robustesse et la résilience de l'économie du pays, tout en réduisant la dépendance de cette dernière au commerce avec les États-Unis. On était également d'avis qu'en tant que pays riche en ressources naturelles, le développement de relations commerciales plus solides avec ses partenaires internationaux pourrait aider le Canada à se positionner en tant que puissance économique dans le secteur mondial des ressources dans les années à venir.

Plusieurs des participants ayant choisi la priorité consistant à aider un plus grand nombre de Canadiens à suivre une formation ou à se recycler en vue de nouvelles possibilités d'emploi estimaient que cela constituerait un moyen efficace que pourrait prendre le gouvernement fédéral pour aider des travailleurs à s'intégrer et à se tailler une place dans l'économie moderne, tout en aidant les employeurs à pourvoir des postes dans les secteurs à forte demande. On estimait que c'était un moyen efficace de mettre à profit les compétences et les talents de particuliers vivant déjà au Canada, plutôt que de miser sur le recrutement de travailleurs à l'étranger.

Bon nombre des participants ayant choisi l'initiative visant à construire un plus grand nombre de logements ont réitéré leur opinion selon laquelle le manque de logements abordables représentait l'un des principaux problèmes auxquels étaient confrontés les Canadiens, plusieurs d'entre eux estimant que toute mesure prise par le gouvernement fédéral dans ce domaine constituerait un pas dans la bonne direction. On était d'avis qu'en plus de rendre le logement plus abordable dans l'intérêt des Canadiens (et par le fait même de leur procurer un revenu disponible plus élevé à injecter dans l'économie), cette mesure contribuerait en outre à stimuler l'activité économique et la création d'emplois dans certains secteurs, dont ceux de la construction et des métiers spécialisés.

Plusieurs d'entre eux ont également choisi les priorités consistant à attirer des investissements privés dans l'économie, à éliminer les obstacles au commerce intérieur et à soutenir la jeune génération par le biais d'une éducation abordable et de programmes d'apprentissage. Parmi les participants estimant qu'il était important que le gouvernement du Canada ait pour priorité d'attirer des investissements

étrangers dans l'économie, ont été également d'avis que cela constituerait un moyen important de fournir des ressources financières supplémentaires aux entreprises et aux secteurs canadiens pour accroître leurs activités et leur productivité économique sans avoir à dépendre de subventions et d'aides gouvernementales. Les participants ayant choisi la priorité consistant à éliminer les obstacles au commerce intérieur estimaient que cette mesure contribuerait à promouvoir un plus grand nombre d'échanges commerciaux et à augmenter l'activité économique au Canada et par conséquent, à rendre le pays plus autosuffisant. Parmi les participants ayant choisi l'initiative visant à soutenir la plus jeune génération en lui offrant une éducation abordable et des possibilités d'apprentissage un certain nombre étaient d'avis que cette mesure contribuerait grandement à aider les plus jeunes générations à se stabiliser financièrement tout en leur évitant d'avoir à contracter des dettes d'études substantielles pour financer leurs études.

Tout en étant également d'avis que ces priorités étaient importantes, seul un petit nombre de participants a choisi les initiatives visant à encourager des investissements dans les technologies propres, à renforcer l'armée canadienne et à faire en sorte qu'il soit plus facile pour de petites entreprises d'obtenir des prêts, des subventions ou des crédits d'impôt. De même, relativement peu d'entre eux ont choisi les priorités consistant à accélérer la mise en œuvre de projets d'intérêt national, à accélérer la réalisation de projets énergétiques nationaux, à attirer des investissements étrangers au pays et à soutenir les secteurs d'activité canadiens affectés par les tarifs douaniers américains.

Discutant de la question de savoir s'il y avait des priorités sur cette liste auxquelles le gouvernement fédéral ne devrait pas donner suite, un très petit nombre de participants étaient d'avis que ce dernier ne devrait pas accorder autant d'importance au renforcement des forces armées du pays et ont exprimé des préoccupations au sujet de ce qu'ils percevaient comme étant une tendance mondiale croissante à la militarisation ces dernières années.

À la question de savoir si l'une ou l'autre de ces initiatives auraient un impact sur eux personnellement, plusieurs participants ont mentionné la mesure visant à accroître les échanges commerciaux avec des partenaires fiables à travers le monde, estimant que cela se traduirait en fin de compte par une baisse des coûts au profit des consommateurs canadiens. Certains d'entre eux estimaient en outre que l'initiative visant à aider les travailleurs canadiens à se former ou à se recycler pour accéder à de nouvelles possibilités d'emploi pourrait leur être profitable, quelques-uns indiquant avoir déjà eu recours à ce type de programme. Certains participants du groupe composé de résidents des Territoires du Nord-Ouest étaient d'avis que la mesure visant à renforcer l'armée canadienne serait particulièrement bénéfique pour leur région, un certain nombre d'entre eux estimant que la mesure visant à protéger la souveraineté du Nord canadien constituerait une priorité de plus en plus importante pour le gouvernement du Canada et les Forces armées canadiennes (FAC) dans les années à venir.



Perspectives globales (locataires et acheteurs potentiels d'une propriété résidant à Regina, résidents de grands centres urbains du Québec, résidents du nord de l'Ontario, parents d'enfants fréquentant une garderie et résidant en Nouvelle-Écosse, Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique, résidents de la région de Laval [Québec])

Dans un premier temps, les participants se sont vu informer que chaque année, le gouvernement du Canada publiait un budget dans lequel il présentait ses investissements, les changements qu'il comptait apporter à ses programmes, ainsi que ses prévisions concernant notamment le déficit national et les prévisions économiques pour l'exercice financier à venir. À la question de savoir s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet des plans du gouvernement à cet égard, seul un petit nombre de participants ont répondu par l'affirmative, quelques-uns d'entre eux disant croire que la construction de logements plus abordables au sein des collectivités canadiennes constituerait un élément clé du prochain budget.

Après s'être vu informer que le gouvernement du Canada avait indiqué que la réduction des dépenses consacrées au fonctionnement de l'appareil gouvernemental et le financement de projets visant à stimuler la croissance économique du Canada figureraient parmi ses principales priorités, les participants ont été invités à exprimer leur opinion à l'égard de cette approche. Dans l'ensemble, la plupart d'entre eux ont positivement accueilli cette information, bon nombre d'entre eux estimant que la réduction des dépenses et les investissements visant à stimuler la croissance économique constituaient des mesures importantes que devrait prendre le gouvernement fédéral. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que les dépenses fédérales avaient été trop élevées ces dernières années et qu'il était important que le gouvernement réduise ses coûts de fonctionnement autant que possible. Un grand nombre de participants ont également salué l'importance accordée aux investissements destinés à stimuler la croissance économique du Canada, certains espérant que ceux-ci comprendraient le développement accru de certaines ressources, dont le pétrole et le gaz naturel, ainsi que la construction d'infrastructures et notamment d'oléoducs et de gazoducs partout au pays.

Un certain nombre de participants voyant cette approche d'un bon œil ont également indiqué souhaiter avoir plus de détails concernant les domaines dans lesquels le gouvernement entendait réduire ses dépenses ainsi que la nature des investissements qu'il prévoyait de consentir pour stimuler la croissance économique. Un certain nombre de participants ont fait part de leurs inquiétudes quant au risque de perdre l'accès à des programmes ou à des services fédéraux en raison des coupes budgétaires prévues. À cet égard, plusieurs d'entre eux estimaient important que le gouvernement du Canada fournisse autant de détails que possible au public concernant les mesures qu'il comptait prendre en ce sens au cours des mois et des années à venir.

Invités à énumérer les domaines dans lesquels ils estimaient que le gouvernement fédéral pouvait réduire ses coûts, plusieurs participants estimaient que des mesures pourraient être prises pour réduire les dépenses consacrées à la fonction publique, notamment en réduisant les effectifs, en rationalisant les activités et en limitant les montants que dépensent les fonctionnaires et représentants publics pour les déplacements et l'hébergement liés à leur travail. Un certain nombre d'entre eux estimaient en outre qu'il fallait accorder une plus grande attention à la réalisation de tous les projets financés par le gouvernement fédéral, en exerçant une surveillance étroite et en veillant rigoureusement à ce que les



projets respectent (ou ne dépassent pas) le budget prévu. Un petit nombre d'entre eux étaient d'avis que la réduction du taux d'immigration aiderait également le gouvernement du Canada à réaliser des économies, certains estimant que le taux d'immigration supérieur à la normale enregistré ces dernières années avait entraîné une augmentation considérable des dépenses publiques dans des secteurs clés tels que les soins de santé et l'éducation. Un petit nombre d'entre eux étaient d'avis que la réduction du taux d'immigration aiderait également le gouvernement du Canada à réaliser des économies, certains estimant que le taux d'immigration supérieur à la normale enregistré ces dernières années avait entraîné une augmentation considérable des dépenses publiques dans des secteurs clés tels que les soins de santé et l'éducation. Quelques-uns d'entre eux estimaient également que le gouvernement fédéral pourrait réaliser des économies en réduisant les montants consacrés à l'aide humanitaire internationale, ainsi qu'en diminuant le soutien financier et militaire apporté à des alliés étrangers.

Discutant des secteurs dans lesquels ils estimaient que le gouvernement du Canada devait davantage investir, plusieurs participants ont mentionné celui des soins de santé, certains d'entre eux estimant que davantage d'efforts devaient être déployés pour renforcer la capacité des systèmes de santé à travers le pays afin de mieux répondre aux besoins des Canadiens en matière de santé physique et mentale. On estimait également que le gouvernement fédéral devait consentir des investissements visant à rendre la vie des Canadiens plus abordables, surtout en ce qui concerne les besoins essentiels que constituent l'alimentation et le logement. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que le gouvernement fédéral devrait davantage investir dans le développement des ressources naturelles du Canada, dont le pétrole, le gaz naturel et les minéraux critiques, et plusieurs d'entre eux estimaient qu'en adoptant cette approche, le gouvernement du Canada pourrait considérablement dynamiser l'économie du pays. Quelques-uns d'entre eux estimaient que des investissements devraient également être réalisés dans des secteurs comme ceux des technologies et de l'intelligence artificielle (IA), convaincus qu'une grande partie de l'économie mondiale graviterait autour de ces domaines dans les années à venir. Il a également été exprimé que le gouvernement du Canada devrait en faire davantage pour accroître ses investissements dans l'agriculture et la production alimentaire, dans l'optique générale de renforcer l'autosuffisance du pays dans ce secteur à long terme.

À la question de savoir comment ils réagiraient si les investissements dans ces domaines entraînaient une augmentation des dépenses globales du gouvernement fédéral, la plupart des participants ont répondu que cela serait acceptable à court terme, à condition que ces investissements visent des secteurs susceptibles de générer des retombées économiques au profit des Canadiens dans les années à venir. Dans cette optique, un certain nombre de participants ont réaffirmé qu'il était selon eux important que le gouvernement du Canada fournisse fréquemment des mises à jour concernant les investissements qu'il compte réaliser et la croissance économique qu'ils généreront. Un plus petit nombre de participants étaient d'un autre avis, estimant que s'il était important que le gouvernement fédéral consacre des fonds à la croissance économique, cette approche devait être contrebalancée par des réductions de coûts proportionnelles dans d'autres domaines, tout en s'attachant à réduire (plutôt qu'à augmenter) l'ensemble des dépenses fédérales.

Après s'être vu informer qu'au regard de la guerre commerciale en cours avec les États-Unis, le gouvernement du Canada avait déclaré qu'afin de réduire la dépendance du Canada vis-à-vis des

États-Unis, il était nécessaire de diversifier l'économie canadienne en consacrant des investissements à des projets d'envergure comme la construction résidentielle, le soutien aux industries touchées par la guerre commerciale et le renforcement de l'armée canadienne, les participants se sont vu poser la question de savoir s'ils étaient d'accord ou non avec cette approche. Tout compte fait, presque tous les participants ont exprimé leur soutien, plusieurs d'entre eux estimant que le Canada était devenu trop dépendant des États-Unis au cours des dernières décennies et que cela avait placé le pays dans une position vulnérable sur le plan économique. De l'avis général, il était important que le gouvernement fédéral s'efforce d'accroître l'autonomie de l'économie canadienne et de protéger les industries et les secteurs nationaux, tout en prenant des mesures pour approfondir les relations commerciales du pays avec un large éventail de partenaires mondiaux. Plusieurs participants ont également réagi positivement à l'initiative visant à renforcer les Forces armées canadiennes, estimant qu'il était important d'investir de manière proactive pour accroître la capacité du pays à se défendre contre un large éventail de menaces éventuelles.

Discutant de la question de savoir quelle serait leur réaction si ces investissements impliquaient d'augmenter la taille du déficit, la plupart des participants estimaient que cette augmentation serait acceptable à court terme à condition que ces investissements entraînent une croissance économique et une plus grande indépendance vis-à-vis des États-Unis dans les années à venir. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que, si toute dépense déficitaire devait être évitée dans la mesure du possible, il était logique que le gouvernement du Canada consente ces investissements comme moyen de réagir aux perturbations commerciales continues avec les États-Unis et à d'autres problématiques liées au coût élevé de la vie et à la pénurie de logements abordables. Un certain nombre de participants ont toutefois réitéré qu'il était très important que les investissements soient effectués de manière très réfléchie par le gouvernement fédéral et que chaque dollar soit dépensé aussi efficacement que possible, afin d'éviter tout gaspillage de fonds dans le cadre de ces initiatives. Quelques-uns d'entre eux étaient d'un autre avis, estimant que le gouvernement du Canada ne devrait pas effectuer des investissements entraînant une augmentation globale de la dette nationale. Ces participants estimaient que, pour protéger le bien-être financier des futures générations de Canadiens, il était important que le gouvernement fédéral fasse tout son possible pour retrouver l'équilibre budgétaire et rembourser la dette nationale dans les années à venir.

Véhicules électriques (résidents de la région métropolitaine de Vancouver, résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec, résidents du nord de l'Ontario)

Les participants de cinq groupes ont participé à des discussions axées sur les véhicules électriques (VE) et les mesures récemment prises par le gouvernement du Canada dans ce secteur. Lorsqu'on leur a



demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu des nouvelles au sujet du gouvernement fédéral et des véhicules électriques, seul un petit nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Parmi les participants qui en avaient eu vent, des mesures ont été rappelées, dont la suspension du programme d'incitatifs pour les véhicules zéro émission (iVZE) (bien que celui-ci n'ait pas été mentionné nommément), ainsi que la suppression des objectifs de vente liés aux véhicules électriques qui avaient été précédemment fixés par le gouvernement fédéral. Quelques-uns d'entre eux avaient également l'impression que le gouvernement canadien avait récemment augmenté ses investissements dans la construction d'infrastructures pour véhicules électriques (telles que des bornes de recharge) dans de nombreuses régions du pays.

Discutant de la question de savoir s'ils envisageaient actuellement l'achat ou la location d'un VE, seuls quelques-uns d'entre eux ont répondu par l'affirmative, et un petit nombre d'entre eux ont indiqué déjà posséder ou louer un VE ou un véhicule hybride. Les participants ont fait part de quelques préoccupations pour expliquer leur réticence à acheter un véhicule électrique. Au nombre de celles-ci, mentionnons :

- Les coûts financiers — un grand nombre de participants ont exprimé des préoccupations au sujet des coûts financiers associés aux VE, mentionnant les coûts initiaux jugés élevés associés à l'achat de ces véhicules, les coûts liés à l'utilisation des bornes de recharge publiques et les dépenses potentielles liées à l'entretien ou à la réparation de leur VE et des batteries utilisées pour alimenter ces véhicules ;
- Le manque d'infrastructures — plusieurs participants ont également exprimé des préoccupations quant à la disponibilité (ou l'absence) d'infrastructures destinées aux véhicules électriques, dont des bornes de recharge, dans leur région. Ce problème a surtout été soulevé parmi les personnes résidant dans les Territoires du Nord-Ouest et le nord de l'Ontario ayant déclaré devoir fréquemment parcourir de longues distances pour se rendre dans des régions rurales ou isolées et ne croyant pas que suffisamment de bornes de recharge seraient installées le long de leur trajet pour leur permettre de se sentir en confiance au volant d'un véhicule électrique ;
- La performance par temps froid — les participants craignaient également que les véhicules électriques ne soient pas aussi performants par temps froid, en particulier pendant les périodes de froid extrême que connaissent généralement de nombreuses régions du pays pendant les mois d'hiver.

Parmi le petit nombre de participants ayant indiqué pouvoir éventuellement envisager l'achat ou la location d'un véhicule électrique, les participants ont mentionné certains avantages, dont le fait de ne plus avoir à payer d'essence, de pouvoir bénéficier de la technologie de pointe dont ils estimaient que de nombreux modèles de véhicules électriques étaient équipés, et les effets positifs attendus d'une utilisation accrue de véhicules électriques en matière de réduction des émissions et d'atténuation des effets du changement climatique.

Discutant de la question de savoir s'ils seraient désireux d'acheter un véhicule électrique d'occasion, peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Plusieurs ont expliqué que les batteries des véhicules électriques d'occasion devraient probablement être réparées ou remplacées beaucoup plus tôt que

celles des véhicules électriques neufs, ce qui entraînerait des coûts financiers plus élevés à long terme. Parmi le petit nombre de participants ayant indiqué envisager l'achat d'un VE d'occasion, certains estimaient que cela impliquerait des coûts initiaux considérablement moins élevés que l'achat d'un véhicule neuf, ce qui rendrait un VE d'occasion beaucoup plus abordable financièrement pour eux. Lorsqu'on leur a demandé de définir ce qu'ils considéraient comme étant les principaux avantages du VE par rapport aux véhicules à essence ou diesel classiques, bon nombre de participants ont évoqué les effets positifs qu'auraient, selon eux, les VE en matière de réduction des émissions, de protection de l'environnement et de lutte contre le changement climatique. Plusieurs ont également mentionné les avantages financiers qu'ils anticipaient du fait de ne plus avoir à payer pour de l'essence ni pour des services courants comme les changements d'huile. On était également d'avis que les véhicules électriques étaient particulièrement utiles pour ceux qui ne parcourent généralement que de courtes distances, les participants estimant que ces véhicules étaient beaucoup plus écoénergétiques que les véhicules fonctionnant à l'essence ou au diesel. Discutant de la question de savoir quels avantages aurait, selon eux, une utilisation accrue de VE au sein de leurs collectivités respectives, le cas échéant, bon nombre de participants étaient d'avis qu'une utilisation plus répandue de VE conduirait à une amélioration de la qualité de l'air et aurait des effets bénéfiques sur la santé des résidents de leur région, tout en contribuant à un environnement globalement plus sain et plus durable.

En décrivant ce qu'ils considéraient comme étant les principaux obstacles auxquels ils étaient confrontés au moment d'acheter un véhicule électrique, un grand nombre d'entre eux ont de nouveau mentionné les coûts élevés liés à l'achat d'un véhicule électrique, ainsi que leurs préoccupations concernant le manque d'infrastructures de recharge ainsi que la performance des véhicules électriques par temps froid. Plusieurs d'entre eux ne croyaient pas que leur système de recharge résidentiel soit en mesure de recharger des VE et ne considéraient donc pas qu'un véhicule de ce type puisse constituer une option réaliste dans leur cas. Les participants vivant dans des collectivités rurales ou éloignées ont également souligné avoir l'impression qu'il serait plus difficile de faire entretenir leur véhicule électrique localement en raison d'une pénurie de mécaniciens qualifiés, ce qui rendrait possiblement plus difficile l'accès à des services de réparation. Quelques-uns d'entre eux ont également exprimé des préoccupations concernant les potentielles répercussions négatives des VE sur l'environnement, et plus particulièrement concernant les dommages causés par l'extraction de minéraux critiques nécessaires à la fabrication de batteries de VE et les potentielles difficultés liées à l'élimination de ces batteries à la fin de leur vie utile.

Les participants se sont ensuite vu présenter l'information suivante :

Les Canadiens parcourent généralement entre 50 et 60 km par jour pour se rendre au travail. De nombreux VE ont désormais une autonomie de 400 à 500 km, ce qui signifie qu'ils peuvent parcourir des centaines de kilomètres avant de nécessiter une recharge. L'année dernière, une étude menée par la CAA auprès de plus de 16 000 conducteurs de VE au Canada a également révélé que les conducteurs actuels effectuent plus de 80 % des recharges à domicile, plutôt qu'à des bornes de recharge publiques.

Si plusieurs participants ont jugé ces informations prometteuses, et plus particulièrement l'autonomie de 400 à 500 kilomètres (km) offerte par de nombreux véhicules électriques, un certain nombre d'entre eux se demandaient là encore si cette autonomie serait la même par grands froids ou si elle serait

considérablement réduite dans de telles conditions climatiques. De plus, même si la plupart des participants étaient d'avis qu'une autonomie de 400 à 500 km suffirait dans la plupart des situations, quelques-uns d'entre eux estimaient que cela s'avérerait peu pratique lors de plus longs trajets, d'autant plus qu'ils avaient l'impression qu'il fallait généralement compter entre 30 et 45 minutes pour une recharge complète de la batterie d'un véhicule électrique, alors qu'il ne fallait que quelques minutes pour faire le plein d'essence. En réagissant à l'information selon laquelle les conducteurs de véhicules électriques actuels déclarent effectuer plus de 80 % de leurs recharges à domicile, si plusieurs participants estimaient que la recharge à domicile serait plus pratique que de devoir se rendre à une borne de recharge, un certain nombre d'entre eux ont réitéré leurs préoccupations quant à la question de savoir si leurs systèmes électriques avaient la capacité nécessaire pour recharger un véhicule électrique.

Les participants se sont ensuite vu présenter l'information suivante :

Le gouvernement du Canada a récemment fait part de son intention de rétablir le programme de remise aux consommateurs, anciennement connu sous le nom d'Incitatifs pour les véhicules zéro émission (iVZE), afin de rendre les véhicules électriques plus abordables.

À la question de savoir si cette information changeait de quelque manière que ce soit leur opinion des VE, un certain nombre d'entre eux ont répondu s'attendre à ce que le rétablissement d'un programme de remise aux consommateurs puisse accroître leur désir d'acheter un de ces véhicules. On était d'avis que si le gouvernement du Canada souhaitait que davantage de Canadiens choisissent à l'avenir de se déplacer en véhicule électrique, il était important qu'il continue à prendre des mesures comme celle-ci afin de rendre ces véhicules plus abordables. Quelques-uns d'entre eux se demandaient toutefois pourquoi le programme iVZE avait été abandonné au départ et s'il y aurait des inconvénients au rétablissement d'un programme de remises aux consommateurs de même type.

Les participants du groupe de résidents de la région métropolitaine de Vancouver se sont vu informer que le gouvernement du Canada s'était fixé comme objectif de faire en sorte que d'ici 2035, toutes les voitures et tous les camions neufs vendus au Canada soient carboneutres, c'est-à-dire entièrement électriques ou hybrides rechargeables. Lorsqu'on leur a demandé s'ils s'attendaient à ce que le gouvernement fédéral réalise cet objectif, la quasi-totalité des participants estimait qu'il s'agissait d'un objectif irréaliste et qu'il était peu probable qu'il soit réalisé d'ici 2035. Plusieurs d'entre eux se sont dit sceptiques quant à la capacité des infrastructures énergétiques du pays à assurer une transition massive vers l'utilisation de véhicules électriques, estimant que cela mettrait à rude épreuve les réseaux électriques dans de nombreuses régions du pays et pourrait entraîner des surcharges et des pannes de courant. À la question de savoir si le gouvernement du Canada devait, à leur avis, s'en tenir à cet échéancier cible, le raccourcir (c'est-à-dire avant 2035), le prolonger (c'est-à-dire après 2035) ou supprimer complètement l'objectif, les participants considérant qu'il devrait être prolongé étaient à peu près aussi nombreux que ceux qui estimaient que l'objectif devrait être complètement supprimé.

Tous les participants, à l'exception de ceux qui résidaient dans la région métropolitaine de Vancouver, se sont vu fournir l'information suivante :



Le gouvernement du Canada a fixé des objectifs pour la vente de tous les nouveaux véhicules (voitures et camions) zéro émission vendus au Canada, c'est-à-dire entièrement électriques ou électriques hybrides rechargeables. Ces objectifs de vente devaient initialement entrer en vigueur pour l'année modèle 2026, mais le gouvernement fédéral a récemment annoncé qu'il suspendait l'objectif pour 2026 et qu'il procédera à une évaluation de 60 jours de la politique globale. Cette annonce s'inscrit dans le cadre d'une série de mesures visant à venir en aide les secteurs les plus touchés par les tarifs douaniers américains.

Discutant de leurs réactions à la décision du gouvernement du Canada de renoncer aux objectifs de carboneutralité pour les modèles 2026, les participants considérant qu'il s'agissait d'une mesure prudente étaient plus nombreux que ceux qui étaient d'un autre avis. Parmi ceux qui appuyaient cette décision du gouvernement fédéral, on estimait que le coût des véhicules électriques était souvent prohibitif et qu'il serait difficile à assumer pour un grand nombre de ménages à revenu faible ou moyen. On était également d'avis que face à d'autres enjeux urgents pour les Canadiens — comme le coût de la vie jugé élevé et le manque de logements abordables — il était peu logique que le gouvernement fédéral se concentre sur la réalisation de ces objectifs liés aux ventes de véhicules zéro émission (VZE). Parmi ceux qui estimaient que l'objectif de 2026 aurait dû être maintenu, on estimait qu'il était important que le gouvernement du Canada se concentre sur des objectifs liés au changement climatique, tels que la réduction des émissions de carbone, et que le fait d'avoir de telles cibles en place contribuait à fournir des buts clairs et mesurables vers lesquels le pays pouvait tendre.

Tous les participants, à l'exception de ceux résidant dans la région métropolitaine de Vancouver, se sont vu poser la question de savoir s'ils estimaient que le gouvernement fédéral devrait rétablir les objectifs de vente pour tous les véhicules neufs zéro émission à compter de 2027, continuer à suspendre ses objectifs à court terme ou les supprimer du tout au tout. Tout compte fait, les participants estimant que le gouvernement devait continuer à suspendre ces objectifs étaient légèrement plus nombreux que ceux qui étaient d'avis qu'ils devraient être complètement supprimés. Seul un petit nombre d'entre eux estimaient que ces objectifs devraient être rétablis en 2027. Parmi ceux qui estimaient que la suspension des objectifs devait être maintenue, on était d'avis que tant que ces véhicules ne seraient pas plus abordables et qu'une infrastructure de recharge suffisante ne serait pas disponible partout au pays, il n'était pas réaliste de s'attendre à ce que des objectifs de vente de véhicules à zéro émission comme ceux-ci soient atteints. Parmi ceux qui étaient en faveur d'une suppression totale des objectifs, on estimait que les Canadiens devraient avoir le choix d'acheter le type de véhicule qu'ils préfèrent, qu'il soit à essence, au diesel ou électrique, et qu'il n'appartenait pas au gouvernement fédéral d'influencer ce type de décisions. Parmi le petit nombre de participants estimant que ces objectifs devraient être rétablis en 2027, l'opinion a été réitérée selon laquelle le changement climatique demeurait un problème urgent et qu'il était important que le gouvernement fédéral prenne désormais toutes les mesures possibles pour encourager les Canadiens à réduire leurs émissions.



Immigration (Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique)

Les participants du groupe composé de Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique (C.-B.) ont pris part à une discussion portant sur le système d'immigration canadien et les récents objectifs en matière d'immigration qu'avait récemment annoncés le gouvernement fédéral. Discutant de ce qu'ils avaient récemment vu, lu ou entendu en lien avec le gouvernement du Canada et l'immigration, plusieurs d'entre eux ont déclaré avoir entendu dire que les objectifs fédéraux en matière d'immigration avaient été réduits pour l'année 2025 (et les années suivantes), ce qui avait entraîné une diminution du nombre de nouveaux arrivants au Canada au cours de la dernière année.

À la question de savoir comment ils décriraient l'état actuel du système d'immigration canadien, plusieurs participants l'ont qualifié d'imprévisible, estimant que les objectifs et politiques du gouvernement du Canada en matière d'immigration avaient radicalement changé dernièrement. On était d'avis qu'après plusieurs années au cours desquelles les taux d'immigration avaient été plus élevés que la normale, le gouvernement fédéral avait récemment adopté une politique beaucoup plus restrictive dans ce domaine.

À la question de savoir s'ils étaient eux-mêmes passés par le processus d'immigration canadien, tous les participants ont répondu par l'affirmative, et plusieurs d'entre eux l'ont décrit comme ayant été assez difficile à suivre. Dans le prolongement de cette réflexion, un certain nombre d'entre eux se souvenaient d'avoir constaté que la politique d'immigration canadienne avait fait l'objet de changements constants au cours de leur démarche migratoire, ce qui leur avait, par moment, fait douter que leur demande aboutisse favorablement. Les participants ont également décrit le processus d'immigration au Canada comme ayant été long et chronovore, et plusieurs d'entre eux ont déclaré avoir dû attendre plusieurs années avant d'obtenir leur résidence permanente ou leur citoyenneté canadienne. Parmi les autres difficultés mentionnées figuraient les coûts à prévoir pour immigrer au Canada qu'ils jugeaient difficiles à assumer (plus particulièrement pour ceux qui arrivent à titre d'étudiants et qui ne disposent pas d'une source régulière de revenus sur laquelle compter), ainsi que des problèmes liés au processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers et à leur incapacité à travailler dans leurs domaines d'expertise dès leur arrivée au Canada.

Discutant de la question de savoir si le nombre d'immigrants admis au Canada était, selon eux, actuellement trop élevé, trop faible, ou à peu près convenable, la quasi-totalité des participants était d'avis que le taux d'immigration avait été trop élevé ces dernières années. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis qu'un taux d'immigration supérieur à la normale avait mis à rude épreuve des secteurs comme ceux du logement, des soins de santé, de l'éducation et d'autres infrastructures et services importants, un certain nombre d'entre eux estimant qu'une période prolongée de faible immigration serait probablement nécessaire pour donner le temps aux collectivités canadiennes de rattraper leur retard dans ces domaines.

Les participants se sont ensuite vu informer que chaque année, le gouvernement fixe de nouveaux objectifs quant au nombre d'immigrants admis au Canada et que, pour 2026, son objectif serait de



380 000 nouveaux arrivants. Réagissant à cette information, bon nombre d'entre eux estimaient que ce chiffre était trop élevé et qu'il n'y aurait pas suffisamment de logements, de possibilités d'emplois et de services en matière de santé et d'éducation pour faire face à une croissance démographique de cette ampleur. À la question de savoir comment ils réagiraient si le gouvernement fédéral réduisait de 5 % son objectif, ce qui correspondrait à environ 360 000 nouveaux immigrants, la plupart des participants estimaient que cet objectif était encore trop élevé compte tenu des préoccupations qu'ils avaient précédemment exprimées quant à la capacité des collectivités canadiennes à accueillir autant de nouveaux arrivants. Discutant d'un scénario selon lequel le gouvernement du Canada réduirait de 15 % son objectif, pour un total de 320 000 nouveaux immigrants (soit un taux inférieur au taux pré-pandémique de 2019), plusieurs participants estimaient que ce chiffre était encore trop élevé. À cet égard, on était d'avis que le nombre de nouveaux immigrants pouvant être accueillis variait considérablement selon la région ou la collectivité dans laquelle ils arrivaient.

On estimait donc que le gouvernement fédéral devrait désormais collaborer plus étroitement avec les gouvernements provinciaux et municipaux pour établir ses objectifs en matière d'immigration.

Après s'être vu informer qu'en plus d'admettre des immigrants en tant que résidents permanents, le Canada admettait des résidents temporaires, dont des étudiants étrangers et des travailleurs étrangers temporaires (TET), les participants se sont vu poser la question de savoir si le nombre de particuliers arrivant au Canada par ces voies d'immigration était trop élevé, trop faible ou à peu près convenable. En se focalisant principalement sur l'enjeu des étudiants étrangers, les participants ont exprimé un large éventail d'opinions. Si plusieurs d'entre eux estimaient que (à la suite des récentes modifications apportées à la politique du gouvernement fédéral) le nombre d'étudiants étrangers arrivant au Canada était maintenant à peu près convenable, un certain nombre de participants ont exprimé leur empathie envers les étudiants ayant prévu de demander à rester au Canada de façon permanente et qui se voyaient maintenant obligés de revoir leurs plans. Un plus petit nombre d'entre eux étaient d'avis que le nombre d'étudiants étrangers admis au Canada était actuellement trop faible et prévoyaient que cela entraînerait des répercussions négatives sur les finances de nombreux établissements d'enseignement supérieur à travers le pays dont les revenus provenant des frais de scolarité d'étudiants étrangers ne seraient plus aussi importants.

Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

En 2024, le gouvernement du Canada a annoncé un plafonnement temporaire du nombre de nouveaux permis d'études délivrés aux étudiants étrangers. Pour 2025, il prévoyait, au total, de délivrer 437 000 permis d'études, ce qui représente une baisse de 10 % par rapport au plafond de 2024. De plus, la plupart des demandeurs de permis d'études sont désormais tenus de présenter une lettre d'attestation provinciale ou territoriale (LAP ou LAT) confirmant qu'ils se sont vu attribuer l'une des places disponibles pour étudier dans cette province ou ce territoire. Certaines exemptions concernent les étudiants participant à un programme d'échanges et les élèves du primaire et du secondaire, entre autres.

À la question de savoir ce qu'ils pensaient de la décision du gouvernement fédéral de réduire le nombre total de permis d'études délivrés à des étudiants étrangers, la plupart des participants estimaient qu'il s'agissait d'une mesure logique à prendre à court terme alors que le pays s'efforçait de rattraper son retard après plusieurs années d'immigration supérieure à la normale. On était d'avis



qu'en plus de réduire le nombre de permis d'études délivrés, le gouvernement du Canada devrait accorder une plus grande importance au recrutement de particuliers cherchant à étudier et à obtenir une formation dans des secteurs connaissant actuellement une forte demande en main-d'œuvre, dont ceux des soins de santé et de l'éducation. Plusieurs d'entre eux ont en outre positivement accueilli la nouvelle exigence selon laquelle les éventuels étudiants étrangers étaient tenus d'accompagner leur demande d'une lettre d'attestation provinciale ou territoriale (LAP/LAT). On estimait que cela constituait un moyen efficace de réduire la fraude en matière d'immigration et permettait au gouvernement fédéral de surveiller le nombre d'étudiants étrangers arrivant dans chaque province ou territoire et de s'assurer de les répartir uniformément dans l'ensemble du pays.

Feux de forêt (résidents de la péninsule d'Avalon [Terre-Neuve-et-Labrador] touchés par des feux de forêt)

Les participants du groupe composé de particuliers résidant dans la péninsule d'Avalon, à Terre-Neuve-et-Labrador, ayant déclaré avoir été touchés par des feux de forêt ont tenu une discussion portant sur ces catastrophes naturelles et sur la réponse du gouvernement du Canada à ces feux de forêt.

Lorsqu'on leur a demandé si les feux de forêt avaient eu de graves répercussions sur leur vie, et notamment s'ils avaient reçu une alerte d'évacuation et/ou avaient été évacués de leur domicile, les participants étaient à peu près aussi nombreux à répondre par l'affirmative que ceux qui n'avaient pas été touchés aussi sérieusement. Parmi ceux pour qui les répercussions avaient été plus sérieuses, bon nombre de participants ont déclaré que ces épreuves avaient affecté leur santé physique et/ou mentale. Décrivant les problèmes auxquels ils avaient été confrontés, les participants ont mentionné des difficultés relatives à des problèmes de santé causés par une intoxication par inhalation de fumée, l'anxiété liée à leur évacuation ou au fait d'avoir été déplacés de leur domicile, la frustration liée aux démarches auprès de compagnies d'assurance à la suite de cet événement, et l'inquiétude liée aux dommages que les feux de forêt avaient causés aux paysages environnant leurs collectivités respectives.

Discutant de la facilité (ou de la difficulté) avec laquelle ils avaient pu obtenir des services et du soutien lors de ces feux de forêt, et ce, qu'ils aient été évacués ou qu'ils soient restés dans leur collectivité, si quelques participants ont mentionné avoir pu accéder à des soins de santé en lien avec des affections préexistantes, une majorité d'entre eux était d'avis que les soutiens avaient été difficiles d'accès, trop éloignés ou n'avaient été offerts que pendant une courte période. Un plus petit nombre d'entre eux ont indiqué avoir eu de la difficulté à obtenir de l'information concernant les soutiens et services offerts, et ce, qu'ils proviennent du gouvernement fédéral ou d'autres sources.

À la question de savoir s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de la réponse du gouvernement du Canada aux feux de forêt qui avaient sévi à Terre-Neuve-et-Labrador, les



participants se souvenaient de certaines mesures du gouvernement, dont le recrutement de pompiers issus d'autres provinces et territoires, de l'octroi de compensations aux pompiers bénévoles, et de son engagement à verser un montant équivalent à chaque dollar donné au *Fonds de secours : Feux de forêt de 2025 à Terre-Neuve-et-Labrador* de la Croix-Rouge canadienne.

Lorsqu'on leur a demandé si le gouvernement du Canada était, à leur avis, sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie concernant sa réponse aux feux de forêt, les participants estimant qu'il faisait fausse route étaient à peu près aussi nombreux que ceux dont l'opinion était moins tranchée. Parmi ceux qui étaient d'avis qu'en répondant aux feux de forêts comme il l'avait fait, le gouvernement faisait fausse route, on estimait que les ressources et les aides financières offertes aux personnes touchées par les feux de forêt avaient été insuffisantes, un certain nombre de participants jugeant trop lente la réponse du gouvernement fédéral à cette situation. Un certain nombre de participants, parmi ceux dont l'opinion était plus incertaine, considéraient que, si le gouvernement fédéral n'avait pas su apporter un soutien adéquat dans les premières heures qui ont suivi ces feux de forêt, sa réponse s'était améliorée au fil du temps.

Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

En réponse aux demandes d'aide fédérale formulées par le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador, le gouvernement du Canada fournit des ressources pour soutenir les efforts de lutte contre les feux de forêt. Cela peut comprendre la fourniture de ressources en matière d'aérotransport, de pompiers de type 3 pour participer aux efforts de lutte contre les feux de forêt, du transport de personnes et de marchandises essentielles, et de travailleurs humanitaires pour les opérations d'évacuation et d'hébergement d'urgence (p. ex., refuges collectifs et centres d'accueil d'urgence, repas, soutien psychologique, premiers soins).

Le gouvernement du Canada a également annoncé qu'il versera un montant équivalent à chaque dollar versé au Fonds de secours : Feux de forêt de 2025 à Terre-Neuve-et-Labrador de la Croix-Rouge canadienne pour appuyer les efforts de secours liés aux feux de forêt sévissant sur l'ensemble du territoire de Terre-Neuve-et-Labrador.

Si plusieurs participants ont favorablement réagi à ces initiatives, un certain nombre d'entre eux estimait toutefois que davantage devait être fait pour prévenir les feux de forêt de manière proactive, notamment en dotant les zones vulnérables de pare-feu ainsi qu'en procédant à des brûlages dirigés. Dans les années à venir, on estimait en outre que le gouvernement du Canada devait faire davantage pour moderniser ses infrastructures de lutte contre les incendies et s'assurer qu'il y ait suffisamment de personnel disponible pour lutter contre les feux de forêt dans toutes les régions du pays pendant les mois les plus chauds et les plus secs de l'année. On était également d'avis que des ressources supplémentaires devraient être allouées afin de s'assurer que les personnes déplacées en raison de feux de forêt aient temporairement accès à des logements et que des ressources en matière de santé mentale soient mises à la disposition des personnes touchées par de tels événements.

Mise à l'essai de messages d'Environnement et Changement climatique Canada (parents d'enfants fréquentant une garderie et résidant en Nouvelle- Écosse, Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique, résidents de la région de Laval [Québec])

Les participants de trois groupes ont échangé leurs points de vue concernant les messages qui avaient été conçus par Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) dans le but d'informer les Canadiens des récentes améliorations apportées à la stratégie du gouvernement fédéral en matière de changement climatique. Les participants se sont vu informer que, bien que les détails de cette stratégie étaient encore en cours de finalisation, les messages visaient à donner une idée générale des mesures environnementales et de lutte contre le changement climatique qu'allait déployer le gouvernement du Canada.

Le premier message présenté aux participants était le suivant :

Le Canada est résolu à devenir carboneutre d'ici 2050 et à améliorer notre compétitivité économique — non seulement parce que c'est essentiel de le faire pour le bien du climat, mais également parce que les experts nous disent que les économies prospères du futur seront à faibles émissions de carbone, résilientes et suffisamment fortes pour répondre aux demandes liées à l'intelligence artificielle, à l'électrification et aux nouvelles relations commerciales. Le gouvernement du Canada apporte des modifications ciblées à certaines politiques climatiques afin de soutenir notre économie au cours de cette transition tout en gérant les pressions qu'exercent les tarifs douaniers américains sur notre économie. La Stratégie pour la compétitivité et le climat est un élément clé du plan du gouvernement fédéral visant à renforcer l'économie du Canada afin de créer plus de certitude et de prospérité pour tous les Canadiens en transformant notre économie pour la rendre plus compétitive, durable et résiliente face aux chocs mondiaux.

En réagissant à ces messages, si plusieurs participants estimaient important que le gouvernement fédéral continue à se focaliser sur la protection de l'environnement et l'atténuation des effets du changement climatique, bon nombre d'entre eux considéraient que d'autres enjeux (comme ceux du coût de la vie et du manque perçu de logements abordables) constituaient des priorités plus urgentes. Parmi ces participants, on estimait que le renforcement de la vitalité économique du Canada devait constituer la priorité absolue du gouvernement fédéral dans un avenir prévisible et que, même si la réduction des émissions constituait une priorité importante, elle ne devait pas se faire au détriment du développement économique. En focalisant leur discussion sur l'objectif consistant à atteindre la carboneutralité d'ici 2050, un certain nombre de participants considéraient cet objectif irréaliste et ne



croyaient pas qu'il puisse être réalisable sans compromis considérables sur le plan économique. Quelques-uns d'entre eux avaient le sentiment que le Canada était un faible émetteur de carbone comparativement à d'autres grands pays industrialisés et n'estimaient pas que le Canada doive prioriser la réduction de ses émissions si d'autres pays n'adoptaient pas également des mesures semblables.

D'un avis différent, un petit nombre d'entre eux estimaient qu'il était important que la lutte contre le changement climatique demeure une priorité majeure du gouvernement fédéral, et ce, plus particulièrement dans la perspective de protéger le bien-être de générations futures. Parmi ces participants, on était d'avis qu'il était important que dans les années à venir, le gouvernement du Canada adopte une stratégie (comme celle décrite dans le message) privilégiant à la fois la croissance économique et des mesures visant à réduire les émissions de carbone. Compte tenu de leur perception du changement climatique comme constituant une menace existentielle, quelques participants estimaient que le gouvernement devait se fixer des objectifs en matière de lutte contre les effets du changement climatique, même si cela devait se faire au détriment de la croissance économique dans les années à venir.

Le deuxième message présenté aux participants se lisait comme suit :

Bien que la transition vers la carboneutralité soit cruciale pour lutter contre les changements climatiques, les pressions économiques récentes liées aux politiques américaines signifient que certaines actions pour atteindre nos objectifs climatiques à court terme pourraient se faire au détriment des emplois et des investissements. Nous continuons à nous engager fortement en faveur d'une réduction de la pollution et d'une diminution de nos émissions, et nous le faisons en soutenant la main-d'œuvre, les collectivités et les industries canadiennes.

Faisant part de leurs commentaires, un grand nombre de participants ont parlé en termes positifs de ce qu'ils percevaient comme étant la reconnaissance, par le gouvernement fédéral, de l'importance de soutenir les travailleurs, les collectivités et les secteurs d'activité canadiens au moment de prendre des mesures pour lutter contre les effets du changement climatique et d'effectuer la transition vers une économie carboneutre. Un certain nombre d'entre eux ont interprété ce message comme ayant pour but de faire savoir aux Canadiens que, bien que le gouvernement fédéral demeure déterminé à lutter contre les effets du changement climatique, il mènerait cette initiative tout en veillant à renforcer l'économie et à offrir davantage de possibilités aux travailleurs et aux industries canadiennes, plusieurs participants estimant qu'il s'agissait de la bonne approche à adopter. Dans le même ordre d'idées, un certain nombre de participants ont réitéré leur opinion selon laquelle, bien que le changement climatique constitue une priorité importante, ils ne souhaitent pas que des objectifs climatiques à court terme soient atteints au prix de pertes d'emplois à grande échelle et d'une baisse de la productivité économique dans les années à venir. Un nombre plus restreint de participants étaient d'un autre avis, estimant que, compte tenu des répercussions négatives importantes que le changement climatique pourrait avoir sur les générations actuelles et futures, des pertes d'emplois étaient, dans une certaine mesure, acceptables pour créer une économie plus durable et plus respectueuse de l'environnement pour les années à venir. Quelques-uns d'entre eux estimaient que davantage de précisions étaient nécessaires concernant les types d'emplois et d'investissements qui



pourraient être perdus, estimant qu'il était difficile d'évaluer ce message sans disposer de ces informations.

Les participants se sont ensuite vu présenter le message suivant :

S'assurer que les grands émetteurs — notamment les grands fabricants — paient le prix de la pollution par le carbone qu'ils génèrent occupe une grande place dans le plan du Canada pour créer une économie forte et un avenir plus vert. Il s'agit d'une incitation financière à polluer moins et à investir davantage dans des solutions plus propres pour faire des affaires. La tarification de la pollution industrielle par le carbone est la manière la moins coûteuse de s'assurer que les produits et les services canadiens sont concurrentiels et respectueux de l'environnement.

Des commentaires très variés ont été exprimés à propos de ce message, les participants y ayant réagi positivement étant à peu près aussi nombreux que ceux ayant exprimé des opinions plus incertaines. Plusieurs d'entre eux estimaient important que des coûts financiers soient imposés aux grandes entreprises émettrices, certains d'entre eux considérant ces dernières avaient un impact négatif bien plus important que celui de consommateurs individuels. Sur ce point, plusieurs participants ont salué ce qu'ils percevaient comme étant la focalisation du message sur les émetteurs industriels (plutôt que sur les consommateurs) et estimaient que cela contribuerait à garantir que les ménages canadiens ne soient pas confrontés à une augmentation de leur charge financière résultant de ces mesures. Parmi les participants dont l'opinion à l'égard de cette approche était plus incertaine, on craignait que la tarification du carbone industriel ne rende les entreprises et les industries canadiennes moins concurrentielles sur la scène internationale. Quelques-uns d'entre eux craignaient en outre qu'en s'attachant davantage à tarifier la pollution par le carbone des principales industries émettrices, le gouvernement fédéral incite certaines de ces entreprises à envisager de délocaliser leurs activités dans d'autres pays, ce qui pourrait entraîner des pertes d'emplois au détriment des travailleurs canadiens. Un certain nombre de participants ont mis en doute l'efficacité globale d'une tarification du carbone pour l'industrie et s'attendaient à ce que des entreprises soient susceptibles d'augmenter les prix à la consommation afin de compenser les coûts supplémentaires que leur occasionnerait ce système, plutôt que de réduire leurs émissions.

Le dernier message présenté aux participants se lisait comme suit :

Le gouvernement du Canada passe à l'action pour assurer la réussite à long terme de la transition du Canada vers les véhicules électriques. Parallèlement, le secteur des véhicules électriques fait face aux pressions économiques découlant des tarifs douaniers américains, alors le gouvernement fédéral suspend l'entrée en vigueur des objectifs de ventes obligatoires qui visaient les nouveaux modèles de véhicules électriques de 2026.

À l'instar des opinions dont les participants ont fait part dans la section précédente du présent rapport centrée sur les VE, la plupart des participants ont positivement réagi à ce message, bon nombre d'entre eux estimant que les objectifs de vente pour les VE en 2026 n'avaient pas été réalistes et que le gouvernement fédéral avait bien fait de décider de les supprimer. Un grand nombre d'entre eux estimaient que pour de nombreux Canadiens, le prix d'achat initial d'un véhicule électrique était



prohibitif et que davantage devait être fait pour rendre ces véhicules plus abordables si l'on entendait effectuer une transition généralisée vers les véhicules électriques. Plusieurs participants étaient également d'avis qu'il n'y avait pas suffisamment d'infrastructures (notamment de bornes de recharge) actuellement en place pour atteindre cet objectif de vente et que les réseaux de distribution d'électricité dans de nombreuses régions du pays n'étaient pas prêts à effectuer une transition à grande échelle des voitures fonctionnant à l'essence vers les véhicules électriques. Quelques-uns d'entre eux estimaient que, pour compenser l'impact des tarifs douaniers américains sur le secteur canadien des véhicules électriques, davantage pourrait être fait par le gouvernement canadien pour établir des relations commerciales plus étroites avec d'autres pays fabriquant ces véhicules. Un certain nombre d'entre eux étaient également d'avis que, plutôt que s'attacher à accroître l'utilisation de véhicules électriques au Canada, le gouvernement fédéral devrait plutôt prioriser le développement de réseaux de transport en commun (tels que les trains à grande vitesse) partout au pays.

Annexes

Annexe A - Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GRUPE	DATE	HEURE (HNE)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
5	jeudi septembre 11 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 PM (HNE)	Ville de Quebec	Population générale	MP
8	jeudi septembre 18 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 PM (HNE)	Centres de taille grande au Québec	Canadiens/canadien nes de la classe moyenne	MP
12	jeudi septembre 25 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 PM (HNE)	Région de Laval	Population générale	MP

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada. / Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada

Préféreriez-vous continuer en français ou en anglais? / Would you prefer to continue in English or French?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Français **CONTINUER**

Anglais **PASSER AU QUESTIONNAIRE ANGLAIS**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.



Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché CONCLURE	REMERCIER ET
Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité CONCLURE	REMERCIER ET
Un magazine ou un journal CONCLURE	REMERCIER ET
Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial CONCLURE	REMERCIER ET
Un parti politique CONCLURE	REMERCIER ET
Dans les relations publiques ou les relations avec les médias CONCLURE	REMERCIER ET
Dans le milieu de la radio ou de la télévision CONCLURE	REMERCIER ET
Une société d'État CONCLURE	REMERCIER ET
Non, aucune de ces réponses	CONTINUER

- 1a. **QUESTION À NE POSER QU'À CEUX QUI ONT INDIQUÉ TRAVAILLER POUR UNE SOCIÉTÉ D'ÉTAT** : Si vous le voulez bien, pouvez-vous nous dire pour quelle société d'État vous, ou un membre de votre foyer, avez travaillé au cours des cinq dernières années?

Banque du Canada	REMERCIER ET CONCLURE
Société canadienne d'hypothèques et de logement	REMERCIER ET CONCLURE
Toute autre société	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

1b. POUR TOUS LES LIEUX : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**

Non **CONTINUER**

2. Quelle est la langue officielle du Canada que vous parlez principalement aujourd'hui?

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**

Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Ville de Québec	Ville de Québec LES PARTICIPANTS DOIVENT RÉSIDER DANS LEDIT CENTRE.	CONTINUER – GROUPE 5
Centres de taille grande au Québec	Les villes peuvent notamment comprendre : Grands centres : Population 100 000+ <u>Les grandes villes</u> : Montréal, Gatineau, Ville de Québec, Saguenay, Sherbrooke, Trois-Rivières, Saint-Jérôme, Chicoutimi – Jonquière PAS PLUS QUE DEUX PARTICIPANT PAR VILLE. ASSURER UN BON MÉLANGE.	CONTINUER – GROUPE 8
Région de Laval	Les villes peuvent notamment comprendre : Chomedey, Duvernay, Auteuil, Fabreville, Laval-des Rapides, Laval-Ouest, Laval-sur-le-Lac, Pont-Viau, Sainte-Dorothée, Sainte-Rose, Saint-François, Saint-Vincent-de-Paul, Vimont ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION.	CONTINUER – GROUPE 12

RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre		REMERCIER ET CONCLURE
---	--	------------------------------

4. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

5. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24 ans	
25 à 29 ans	
30 à 34 ans	
35 à 44 ans	
45 à 49 ans	
50 ans ou plus	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	

6. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 8** Lorsque vous pensez à la situation et aux perspectives financières de votre ménage, vous considéreriez-vous un membre de la classe moyenne ou non?

La classe Moyenne **CONITNUER À Q6a.**
 Une autre classe **REMERCIER ET CONCLURE**

- 6a. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 8** Combien de membres de votre famille comptent sur votre soutien financier? Autrement dit, combien de personnes à charge avez-vous?

0
 1-2
 3-4
 5 ou plus

6b. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2023 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$	SI GROUPE 8 – REMERCIER ET CONCLURE CONTINUER TOUS LES AUTRES GROUPES
20 000 \$ à moins de 40 000 \$	
40 000 \$ à moins de 60 000 \$	
60 000 \$ à moins de 80 000 \$	CONTINUER
80 000 \$ à moins de 100 000 \$	
100 000 \$ moins de 120 000\$	
120 000 \$ à moins de 150 000 \$	SI GROUPE 8 – REMERCIER ET CONCLURE CONTINUER TOUS LES AUTRES GROUPES
150 000 \$ ou plus	
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

POUR LE **GROUPE 8**, CONTINUER SEULEMENT SI \$60,000-\$120,000. (À NOTER : LA CLASSE MOYENNE EST DÉCRIT HABITUELLEMENT COMME CEUX/CELLE QUI NE S'INSCRIVENT NI DANS LES MEILLEURS 20% DE REVENU NI DANS LA TRANCHE DE 20% DE REVENU LE PLUS BAS ET/OU CEUX/CELLES QUI GAGNENT ENTRE 75%-200% DE REVENU MEDIAN DES MÉNAGES APRÈS IMPÔT (ENVIRON 45,000\$-120,000\$). **ASSURER UN BON MÉLANGE, S'IL Y A LIEU.**

7. **POUR TOUS LES LIEUX** Êtes-vous actuellement propriétaire ou locataire de votre résidence principale?
ECLAIRCISSEMENT AU BESOIN : Vous êtes considéré comme propriétaire même si vous avez une dette hypothécaire active.

Propriétaire	CONTINUER
Locataire	
RÉPONSE SPONTANÉE Habitant au domicile parentale	
RÉPONSE SPONTANÉE Autre, veuillez précisez :	
RÉPONSE SPONTANÉE Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UN BON MÉLANGE.



7a. POUR TOUS LES LIEUX Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux la résidence dont vous êtes actuellement [propriétaire/locataire]?

Condo	CONTINUER
Appartement	CONTINUER
Maison unifamiliale	CONTINUER
Maison en rangée	CONTINUER
Maison jumelée	CONTINUER
Maison mitoyenne	CONTINUER
Autre, veuillez préciser : _____	CONTINUER

ASSURER UN BON MÉLANGE.

8. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « *un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé* ».

9. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

10. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit

Le participant a un ordinateur avec caméra Web

11. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**

Non **CONTINUER**

12. Sur une échelle de 1 à 5 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**



13. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUBTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

14. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.18**

15. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois, **CONTINUER**

16. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes **CONTINUER**
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

17. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

18. Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (Plusieurs choix possibles)

Blanc
Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)
Chinois
Noir
Latino-américain
Philippin
Arabe



Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)

Coréen ou japonais

Autochtone

Autre groupe racial ou culturel (préciser)

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

19. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire

Études secondaires partielles

Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent

Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers

Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire

Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat

Baccalauréat

Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

20. [NE PAS DEMANDER] Sexe NOTER SELON VOTRE OBSERVATION

Homme

Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

21. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Métier de la construction ou métier spécialisé

Administrations publiques

Agriculture, foresterie, pêche et chasse

Arts, spectacle et loisirs

Autres services, sauf les administrations publiques

Commerce de détail

Commerce de gros

Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz

Fabrication

Finance et assurances

Gestion de sociétés et d'entreprises

Hébergement et services de restauration

Industrie de l'information et industrie culturelle

Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services

d'assainissement

Services d'enseignement

Services immobiliers et services de location et de location à bail

Services professionnels, scientifiques et techniques

Services publics



Soins de santé et assistance sociale
Transport et entreposage
Sans emploi
Aux études à temps plein
À la retraite
Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser :

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ. PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS.

22. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui
Non **REMERCIER ET CONCLUREE**

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veuillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :
Numéro de téléphone :
Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **[INSÉRER LE NOM DU RECRUTEUR]** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.



Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Questionnaire de recrutement anglais

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$125 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

Group	Date	Time (EDT)	Local Time	Location	Composition	Moderator
1	Wed, Sept 3 rd	9:00-11:00 PM	6:00-8:00 (PST)	Greater Vancouver Area	General Population	TBW
2	Thurs, Sept 4 th	4:30-6:30 PM	6:00-8:00 (NDT)	Avalon Peninsula, Newfoundland and Labrador	Impacted by wildfires	DN
3	Tues, Sept 9 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 (EDT)	905 Region Ontario	General Population	DN
4	Wed, Sept 10 th	8:00-10:00 PM	6:00-8:00 (MDT)	Northwest Territories	General Population	MP
6	Tues, Sept 16 th	8:00-10:00 PM	6:00-8:00 (MDT)	Northern Alberta	Individuals aged 35- 54 Concerned about the Economy	TBW
7	Wed, Sept 17 th	8:00-10:00 PM	6:00-8:00 (CST)	Regina	Prospective Homebuyer/Renters	TBW
9	Mon, Sept 22 nd	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 (EDT)	Northern Ontario	General Population	MP
10	Tues, Sept 23 rd	5:00-7:00 PM	6:00-8:00 (ADT)	Nova Scotia	Parents of Children in Daycare	DN
11	Wed, Sept 24 th	9:00-11:00 PM	6:00-8:00 (PST)	British Columbia	First-Generation Canadians	TBW



Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?

[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**

French **SWITCH TO FRENCH SCREENER**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary, and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**

No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

- | | |
|--|----------------------|
| A market research firm | THANK AND END |
| A marketing, branding, or advertising agency | THANK AND END |
| A magazine or newspaper | THANK AND END |
| A federal/provincial/territorial government department or agency | THANK AND END |
| A political party | THANK AND END |
| In public/media relations | THANK AND END |
| In radio/television | THANK AND END |
| A Crown Corporation | THANK AND END |
| No, none of the above | CONTINUE |

1a. **ASK ONLY THOSE WHO SAY THEY WORK FOR A CROWN CORPORATION:** If you don't mind sharing, which Crown corporation have you, or someone in your household worked for in the last 5 years?

- | | |
|---|-----------------------------|
| Bank of Canada | THANK AND END |
| Canadian Mortgage and Housing Corporation | THANK AND END |
| All others | CONTINUE |
| VOLUNTEERED Prefer not to answer | THANK AND END IN ALL |

LOCATIONS:

1b. Are you a retired Government of Canada employee?

- | | |
|-----|----------------------|
| Yes | THANK AND END |
| No | CONTINUE |

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Greater Vancouver Area	<p>Cities include:</p> <p>Vancouver, Abbotsford, Burnaby, Coquitlam, Richmond, Surrey, Delta, Langley, White Rock, Chilliwack, Mission Hope, Maple Ridge, New Westminster, North Vancouver, Port Coquitlam, Port Moody</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY.</p>	CONTINUE – GROUP 1
Avalon Peninsula, Newfoundland and Labrador	<p>Cities include</p> <p>St. John's, Mount Pearl, Conception Bay South, Paradise, Portugal Cove-St. Philip's, Torbay</p>	CONTINUE – GROUP 2

	ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION.	
905 Region Ontario	<p>Cities include:</p> <p>Peel Region: Mississauga, Brampton, Caledon</p> <p>Halton Region: Oakville, Burlington, Milton, Halton Hills</p> <p>Niagara Region: St. Catherines, Niagara Falls, Welland, Fort Erie, Niagara-on-the-Lake</p> <p>Hamilton: Hamilton, Ancaster, Stoney Creek, Dundas, Glanbrook</p> <p>ENSURE A GOOD MIX ACROSS REGIONS.</p>	CONTINUE – GROUP 3
Northwest Territories	<p>Cities include (but are not limited to):</p> <p>Yellowknife, Hay River, Inuvik, Fort Smith, Fort Simpson</p>	CONTINUE – GROUP 4
Northern Alberta	<p>Cities include (but are not limited to):</p> <p>Grande Prairie, Cold Lake, Fort McMurray, Mackenzie County, Lac la Biche County, Athabasca, Peace River</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.</p>	CONTINUE – GROUP 6
Regina	<p>Cities include:</p> <p>Regina</p> <p>PARTICIPANTS MUST RESIDE IN ABOVE NOTED CITY PROPER.</p>	CONTINUE – GROUP 7
Northern Ontario	<p>Cities include (but are not limited to):</p> <p>Sudbury, Thunder Bay, Sault Ste. Marie, North Bay, Timmins, Kenora, Elliot Lake, Temiskaming Shores, Dryden</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.</p>	CONTINUE – GROUP 9

Nova Scotia	<p>Cities include (but are not limited to):</p> <p>Halifax, Dartmouth, Bedford, Sackville, Timberlea, Eastern Passage, Cole Harbour, Spryfield</p> <p>ENSURE A GOOD MIX. NO MORE THAN 3 FROM HALIFAX.</p>	CONTINUE – GROUP 10
British Columbia	<p>Cities could include (but are not limited to):</p> <p>Vancouver, Kamloops, Chilliwack, Victoria, Maple Ridge, New Westminster, Prince George, Port Coquitlam, North Vancouver, Abbotsford, Burnaby, Coquitlam, Richmond, Surrey, Delta, Langley, White Rock, Chilliwack, Mission Hope, Maple Ridge, New Westminster, Port Moody</p> <p>ENSURE A GOOD MIX. NO MORE THAN 2 PER CITY.</p>	CONTINUE – GROUP 11
VOLUNTEERED Prefer not to answer		THANK AND END

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

3. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-34	IF GROUP 6 – THANK AND END ALL OTHERS CONTINUE
35-54	CONTINUE
55-64	IF GROUP 6 – THANK AND END
65+	ALL OTHERS CONTINUE
[Volunteered] Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE. GROUP 6 WILL BE COMPOSED ENTIRELY OF THOSE AGED 35-54.



4. **ASK ONLY IF GROUP 2** Have you or your community been impacted by wildfires in the last five years?

Yes **CONTINUE 4a.**

No **THANK AND END**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

4a. **ASK ONLY IF GROUP 2** Which of the following best describes the level of impact that wildfires have had on you or your community?

Major impact

Moderate impact

CONTINUE Q4b.

Minor impact

VOLUNTEERED Prefer not to answer

THANK AND END

SKEW TO THOSE WHO SAY MAJOR AND MODERATE IMPACT. NO MORE THAN 2 WHO SAY 'MINOR' IMPACT.

4b. **ASK ONLY IF GROUP 2** Have you experienced any of the following because of wildfires?

Temporary relocation/evacuation

Permanent relocation

Property loss

Crop loss

Health concerns (e.g., low air or water quality, etc.)

CONTINUE

Loss of daily resources (ex. drinking water)

Disruptions in daily life, please specify: _____

Other, please specify: _____

VOLUNTEERED Prefer not to answer

THANK AND END

SKEW GROUP TO THOSE WHO SAY RELOCATION/EVACUATION/PROPERTY LOSS/CROP LOSS/LOSS OF DAILY RESOURCES.

5. **ASK ONLY IF GROUP 6** Thinking about the issues presently facing Canada, from the following list, which two or three issues do you feel are the top priorities?

Healthcare

The Economy **IF GROUP 6, CONTINUE TO 4a**

Housing Affordability

Environmental Issues/Climate Change

Indigenous Issues and Reconciliation

Immigration

Canada-U.S. Relations

Crime and Public Safety

The Cost of Living

Inequality and Poverty

GROUP 6 MUST SELECT THE ECONOMY AS ONE OF TWO/THREE ISSUES TO CONTINUE.



5a. **ASK ONLY IF GROUP 6** You mentioned the economy as one of the most important issues facing Canadians today. How concerned are you about the state of Canada’s economy?

- | | |
|---|----------------------------|
| Extremely concerned | CONTINUE TO GROUP 6 |
| Very concerned | CONTINUE TO GROUP 6 |
| Somewhat concerned | THANK AND END |
| Not too concerned | THANK AND END |
| Not at all concerned | THANK AND END |
| VOLUNTEERED Prefer not to answer | THANK AND END |

5b. **ASK ONLY IF GROUP 6** From the following, which two economic issues concern you the most?

- Inflation and rising prices
- Trade uncertainty/Tariffs
- Job security and employment opportunities
- Housing affordability
- Business closures and economic growth
- Interest rates and borrowing costs
- Other, please specify: _____

ENSURE A GOOD MIX BY ISSUE OF CONCERN. GROUP 6 WILL BE COMPOSED ENTIRELY OF THOSE AGED 35-54 WHO ARE CONCERNED ABOUT THE ECONOMY.

6. **ASK ALL GROUPS** Do you own or rent your current residence? **IF ASKED/CLARIFICATION REQUIRED:** You are considered a homeowner even if you have outstanding debt that you owe on your mortgage loan.

- | | |
|---|-----------------------------------|
| Own | IF GROUP 7 – THANK AND END |
| | ALL OTHERS CONTINUE |
| Rent | |
| VOLUNTEERED Living at home | CONTINUE |
| VOLUNTEERED Other, please specify: | |
| VOLUNTEERED Don’t know/not sure | THANK AND END |

6a. **ASK ALL GROUPS EXCEPT GROUP 7** Which of the following best describes the residence you currently [own/rent]?

- | | |
|------------------------------|-----------------|
| Condo | CONTINUE |
| Apartment | CONTINUE |
| Single family home | CONTINUE |
| Townhome | CONTINUE |
| Other, please specify: _____ | CONTINUE |
- ENSURE A GOOD MIX.**



7. **ASK ONLY IF GROUP 7** Are you currently looking to purchase a home within the next 2 years?

- Yes **CONTINUE TO 7B**
Not sure/Maybe **CONTINUE TO 7A**
No **CONTINUE TO 7A**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

7a. **ASK ONLY IF GROUP 7** Are you currently looking to rent a home within the next 2 years? If you are currently renting, this would include moving to a different rental.

- Yes **CONTINUE**
Not sure/Maybe **THANK AND END**
No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not answer **THANK AND END**

7b. **ASK ONLY IF GROUP 7** Which of the following best describes the residence you are looking to [own/rent]?

- Condo **CONTINUE**
Apartment **CONTINUE**
Single family home **CONTINUE**
Townhome **CONTINUE**
Other, please specify: _____ **CONTINUE**
ENSURE A GOOD MIX.

GROUP 7 WILL BE COMPOSED OF THOSE WHO ARE PROSPECTIVE HOMEBUYERS AND/OR LOOKING TO RENT. ENSURE A GOOD MIX.

8. **ASK ONLY IF GROUP 10** Do you have any children under the age of 13?

- Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

8a. **ASK ONLY IF GROUP 10** Are any of your children under the age of 13 currently attending daycare?

- Yes, they currently are in daycare **CONTINUE TO Q8b.**
No, but I am currently looking to enroll my child/children in daycare within the next 12 months
No, they are not currently attending, and I am not looking to enroll them in daycare within the next 12 months **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer



8b. ASK ONLY IF GROUP 10 IF 'YES, CURRENTLY IN DAYCARE' AT Q8a, ASK: Which of the following best describes the program your child/children is/are currently enrolled in?

Daycare centre, 5 days a week

Daycare centre, part time

Home daycare, 5 days a week

CONTINUE TO Q8c.

Home daycare, part time

Before and after school program

VOLUNTEERED

THANK AND END

Prefer not to answer

ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF DAYCARE. SKEW TO THOSE WITH CHILDREN ATTENDING DAYCARE FULL TIME (5 DAYS A WEEK).

8c. ASK ONLY IF GROUP 10 Could you please tell me the age(s) of your children who are under the age of 13 and attending daycare?

Child

Age

1

2

3

4

5

ENSURE A GOOD MIX BY AGE AND NUMBER OF CHILDREN IN EACH GROUP.

9. ASK ONLY IF GROUP 11 Were you born in Canada?

Yes

THANK AND END

No

CONTINUE TO Q9a.

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

9a. ASK ONLY IF GROUP 11 What country were you born in?

RECORD ANSWER. ENSURE A GOOD MIX.

9b. ASK ONLY IF GROUP 11 How many years have you lived in Canada?

Less than 5 years	CONTINUE
5 to 10 years	
11 to 20 years	
21 to 30 years	
31 or more years	
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END



10. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** “a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”

11. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means ‘you tend to sit back and listen to others’ and 5 means ‘you are usually one of the first people to speak’?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

12. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO EITHER.**

Participant has high-speed access to the Internet

Participant has a computer/webcam

13. **ASK ALL GROUPS** Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**

No **CONTINUE**

14. **ASK ALL GROUPS** How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

15. **ASK ALL GROUPS** During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT’S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

16. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**

No **SKIP TO Q.20**



17. How long ago was the last focus group you attended?

- Less than 6 months ago **THANK AND END**
More than 6 months ago **CONTINUE**

18. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

- 0-4 groups **CONTINUE**
5 or more groups **THANK AND END**

19. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

20. What is the highest level of formal education that you have completed?

- Grade 8 or less
Some high school
High school diploma or equivalent
Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma
College, CEGEP or other non-university certificate or diploma
University certificate or diploma below bachelor's level
Bachelor's degree
Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
ENSURE A GOOD MIX.

21. **ASK ALL GROUPS** Which of the following best describes the industry/sector in which you are currently employed?

- Accommodation and Food Services
Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services
Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting
Arts, Entertainment and Recreation
Automotive
Construction
Educational Services
Finance & Insurance
Health Care

Social Assistance
 Information and Cultural Industries
 Management of Companies and Enterprises
 Manufacturing
 Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
 Other Services (except Public Administration)
 Professional, Scientific and Technical Services
 Public Administration
 Real Estate and Rental and Leasing
 Retail Trade
 Transportation and Warehousing
 Utilities
 Wholesale Trade
 Unemployed
 Full Time Student
 Retired
 Other, please specify: _____

ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT IF APPLICABLE. NO MORE THAN TWO PER SECTOR. NO MORE THAN 2 WHO ARE UNEMPLOYED WHERE APPLICABLE. NO INTERNATIONAL STUDENTS IN ANY GROUPS.

- 22. ASK ALL GROUPS** Which of the following categories best describes your total household income in 2024? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000	CONTINUE
\$20,000 to just under \$40,000	
\$40,000 to just under \$60,000	
\$60,000 to just under \$80,000	
\$80,000 to just under \$100,000	
\$100,000 to just under \$125,000	
\$100,000 to just under \$150,000	
\$150,000 and above	
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE.

- 23.** Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

White/Caucasian
 South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)
 Chinese
 Black
 Latin American
 Filipino
 Arab



Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)

Korean or Japanese

Indigenous

Other (specify)

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

24. [DO NOT ASK] Gender RECORD BY OBSERVATION.

Male

CONTINUE

Female

CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.

25. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes **CONTINUE TO INVITATION**

No **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$125 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes

CONTINUE

No

THANK AND END

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **[INSERT RECRUITER]** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.



We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need a pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at [1-800-xxx-xxxx] so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Annexe B – Guides de discussion



Guide du modérateur français

INTRODUCTION (10 minutes) — Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (5 minutes) — Résidents de la région métropolitaine de Vancouver, résidents de la péninsule d'Avalon touchés par des feux de forêt, résidents du nord de l'Alberta, résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans préoccupés par l'économie, acheteurs potentiels d'une propriété et locataires résidant à Regina, résidents de grands centres urbains du Québec appartenant à la classe moyenne, résidents du nord de l'Ontario, parents d'enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse, Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique, résidents de la région de Laval (Québec).

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours?
 - Où avez-vous entendu, lu ou vu cette nouvelle?

PERFORMANCE ET PRIORITÉS (10 à 15 minutes) — Résidents de la péninsule d'Avalon touchés par des feux de forêt, Région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec, résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans préoccupés par l'économie, résidents du nord de l'Ontario, parents d'enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse, résidents de la région de Laval (Québec).

Résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans préoccupés par l'économie, résidents du nord de l'Ontario, parents d'enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse, résidents de la région de Laval (Québec) — J'aimerais maintenant qu'on se concentre un peu plus sur le gouvernement du Canada en général...

- Qu'est-ce que le gouvernement du Canada fait de bien?
- Qu'est-ce que le gouvernement fédéral doit améliorer? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- Quels sont, à votre avis, les principaux enjeux auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité?
 - Pourquoi ces enjeux sont-ils importants?

- **Région du 905 en Ontario, Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec — SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ** : Qu'en est-il de l'économie? Est-ce un enjeu important?
 - Selon vous, le Canada connaît-il actuellement une « crise du logement »?
 - Le gouvernement du Canada est-il, à votre avis, sur la bonne ou la mauvaise voie en matière de logement? Pourquoi?

PERFORMANCE ET PRIORITÉS (5 à 20 minutes) — **Région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec, résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans préoccupés par l'économie, résidents du nord de l'Ontario, parents d'enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse, résidents de la région de Laval (Québec).**

- Comment se porte, à votre avis, l'économie canadienne dans son ensemble? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
 - **SI L'ÉCONOMIE SE PORTE MAL** : Que faudrait-il qu'il se passe pour que vous commenciez à être optimiste concernant l'économie canadienne?
- **Résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans préoccupés par l'économie, résidents du nord de l'Ontario, parents d'enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse, résidents de la région de Laval (Québec)** — Comment décririez-vous la performance du gouvernement du Canada en matière de gestion des enjeux économiques? Diriez-vous que le gouvernement du Canada est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie?
 - Quels sont des exemples du travail effectué par le gouvernement fédéral pour traiter de l'économie?
 - **Résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans préoccupés par l'économie, résidents du nord de l'Ontario, résidents de la région de Laval (Québec)** — À quel point ces mesures ont-elles été efficaces? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- **Résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans préoccupés par l'économie, résidents du nord de l'Ontario, résidents de la région de Laval (Québec)** — Quelles autres initiatives souhaiteriez-vous que prenne le gouvernement du Canada en ce qui concerne l'économie?

Résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans préoccupés par l'économie, résidents du nord de l'Ontario, résidents de la région de Laval (Québec) — Maintenant, j'aimerais parler plus précisément du marché de l'emploi.

Parents d'enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse — Maintenant, en pensant plus particulièrement au marché de l'emploi...

- **Résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans préoccupés par l'économie, résidents du nord de l'Ontario, résidents de la région de Laval (Québec)** — À votre connaissance, le taux de chômage au Canada est-il en hausse ces jours-ci, ce qui signifie qu'il y a moins d'emplois, est-il en baisse ou reste-t-il à peu près le même? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
 - S'IL EST EN HAUSSE : Pourquoi pensez-vous que le chômage est en hausse?

Résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans préoccupés par l'économie, résidents du nord de l'Ontario, résidents de la région de Laval (Québec) — AFFICHER À L'ÉCRAN :
Le taux de chômage a grimpé de 0,2 point de pourcentage pour atteindre 7,1 % en août.

Depuis janvier 2025, il a augmenté en tout de 0,5 point de pourcentage.

Le taux de chômage en août a atteint son niveau le plus élevé depuis mai 2016 (à l'exception des années 2020 et 2021).

À titre de comparaison, le taux de chômage se situait en moyenne à 6 %, soit juste avant la pandémie de COVID-19.

- **Résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans préoccupés par l'économie, résidents du nord de l'Ontario, résidents de la région de Laval (Québec)** — À votre connaissance, qu'est-ce qui pourrait bien contribuer à la hausse du taux de chômage?
- **Résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans préoccupés par l'économie, résidents du nord de l'Ontario, résidents de la région de Laval (Québec)** — Que devrait faire le gouvernement du Canada, le cas échéant, pour remédier à cette situation?
- **Parents d'enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse** — En tant que parent, quels sont les enjeux économiques qui vous préoccupent et qui vous affectent le plus?
- **Parents d'enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse** — Diriez-vous que le gouvernement du Canada comprend ces enjeux? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - QUESTION À POSER AU BESOIN : Le coût de la vie en serait-il un?
- **Parents d'enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse** — Que fait le gouvernement du Canada pour contrer l'augmentation du coût de la vie?
 - Diriez-vous que dans l'ensemble, le gouvernement du Canada est sur la bonne ou la mauvaise voie lorsqu'il s'agit de faire face à la hausse du coût de la vie? Pourquoi?
- **Parents d'enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse** — Pouvez-vous me donner des exemples de choses qui sont devenues moins abordables dans votre vie quotidienne?



- QUESTION À POSER AU BESOIN : Les produits d'épicerie et l'essence en sont — ils un exemple?
- Avez-vous changé des habitudes quotidiennes quelconques en raison de l'augmentation du coût de la vie?
- **Parents d'enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse** — Qu'avez-vous vu, lu ou entendu récemment au sujet des mesures prises par le gouvernement du Canada pour aider à réduire le coût des produits d'épicerie?
 - Quelles sont vos réactions à ce que vous avez vu, lu ou entendu?
- **Parents d'enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse** — Quels sont, à votre avis, les facteurs responsables de la hausse des prix?
- **Parents d'enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse** — Connaissez-vous des politiques, des programmes, des prestations, ou des services gouvernementaux dont bénéficient les parents?
- **Parents d'enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse** — Que devrait encore faire le gouvernement du Canada pour aider à soutenir les parents?

FEUX DE FORÊT (25 minutes) — **Résidents de la péninsule d'Avalon touchés par des feux de forêt**

J'aimerais maintenant changer de sujet pour parler de votre expérience personnelle des feux de forêt. Nous comprenons qu'il puisse s'agir d'un sujet qu'il vous est difficile d'aborder pour une raison ou une autre, alors si vous préférez ne pas répondre à une question, ce n'est pas grave, mais nous espérons que vous nous ferez part de ce que vous avez vécu.

- À main levée, combien d'entre vous avez subi de graves impacts en lien à des feux de forêt, comme de recevoir une alerte d'évacuation ou de devoir évacuer votre maison?
- Votre santé mentale, votre santé physique ou votre bien-être général ont-ils été affectés par les feux de forêts que vous avez connus?
 - SI OUI : Pouvez-vous expliquer en quoi ces derniers ont affecté votre santé mentale, votre santé physique ou votre bien-être général?
- Que vous ayez pu rester dans votre collectivité ou que vous ayez dû être évacué vers une autre collectivité, dans quelle mesure a-t-il été facile ou difficile d'accéder à des services et à du soutien lors de ces feux de forêt? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

Plutôt que de parler de votre expérience personnelle, j'aimerais maintenant qu'on aborde la réponse du gouvernement du Canada aux feux de forêt...

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet de la réponse du gouvernement du Canada aux feux de forêt incontrôlés en Colombie-Britannique?
- Comment décririez-vous la réponse du gouvernement du Canada aux feux de forêt? Diriez-vous que le gouvernement fédéral est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie?
 - Pourquoi dites-vous cela?

AFFICHER À L'ÉCRAN

En réponse aux demandes d'aide fédérale formulées par le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador, le gouvernement du Canada fournit des ressources pour soutenir les efforts de lutte contre les feux de forêt. Cela peut comprendre la fourniture de ressources en matière d'aérotransport, de pompiers de type 3 pour participer aux interventions contre les feux de forêt, du transport de personnes et de marchandises essentielles, et de travailleurs humanitaires pour les opérations d'évacuation et d'hébergement d'urgence (p. ex., refuges collectifs et centres d'accueil d'urgence, repas, soutien psychologique, premiers soins). Le gouvernement du Canada a également annoncé qu'il versera un montant équivalent à chaque dollar donné au Fonds de secours : Feux de forêt de 2025 à Terre-Neuve-et-Labrador de la Croix-Rouge canadienne pour appuyer les efforts de secours liés aux feux de forêt sévissant sur l'ensemble du territoire de Terre-Neuve-et-Labrador.

- Sachant cela, y a-t-il d'autres mesures que le gouvernement du Canada devrait prendre en réponse aux feux de forêt?
 - Et dans le sillage de ces feux forêt? De quels types de soutiens votre collectivité a-t-elle besoin de la part du gouvernement du Canada?

IMMIGRATION (30 minutes) Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique

J'aimerais maintenant qu'on se concentre un peu plus sur l'immigration...

- Qu'avez-vous récemment vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada et des taux d'immigration?
- Comment décririez-vous l'état général actuel du système d'immigration au Canada?



- Y a-t-il quelqu'un parmi vous qui avez déjà passé par le processus d'immigration au Canada? (À MAIN LEVÉE)
 - Qui, parmi vous, est déjà passé par le processus de parrainage d'un membre de la famille (soit en étant parrainé, soit en parrainant un membre de la famille)? (À MAIN LEVÉE)
- POSER LA QUESTION SUIVANTE À CEUX QUI DISENT ÊTRE PASSÉS PAR LE PROCESSUS D'IMMIGRATION AU CANADA : Comment décririez-vous expérience? Avez-vous rencontré des difficultés au cours du processus?
 - SI OUI : À condition que vous vous sentiez à l'aise de nous en faire part, quelles ont été les difficultés à surmonter dans le cadre de ce processus?
- Comment qualifieriez-vous votre expérience personnelle après être passé par le processus d'immigration? Avez-vous rencontré des difficultés au cours du processus?
 - SI OUI : À condition que vous vous sentiez à l'aise de nous en faire part, quelles ont été les difficultés à surmonter dans le cadre de ce processus?
- Selon vous, le nombre d'immigrants accueillis au Canada est-il trop élevé, trop faible ou à peu près convenable?

Chaque année, le gouvernement du Canada fixe de nouveaux objectifs concernant le nombre d'immigrants accueillis au Canada. L'année dernière, le gouvernement du Canada a fixé un objectif de 380 000 immigrants.

- Selon vous, le nombre d'immigrants accueillis au Canada est-il trop élevé, trop faible ou à peu près convenable? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

Supposons que le gouvernement fédéral réduise cet objectif d'environ 5 %, soit à environ 360 000 immigrants.

- Ce nombre d'immigrants serait-il trop élevé, trop faible, ou à peu près convenable? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

Maintenant, supposons que le gouvernement fédéral réduise l'objectif d'environ 15 %, soit à environ 320 000 immigrants. Cela ramènerait les objectifs en matière d'immigration à un niveau inférieur à ceux fixés en 2019, avant la pandémie de COVID-19.

- En gardant cela à l'esprit, le nombre d'immigrants accueillis au Canada est-il trop élevé, trop faible ou à peu près convenable? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

En plus d'accueillir des immigrants à titre de résidents permanents, le Canada accueille des résidents temporaires. Cela comprend des étudiants et étrangers et des travailleurs temporaires étrangers (p. ex., des travailleurs embauchés provenant d'autres pays).

- Selon vous, le nombre d'étudiants étrangers accueillis au Canada est-il trop élevé, trop faible ou à peu près convenable? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
 - Et le nombre de travailleurs temporaires étrangers accueillis au Canada? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

AFFICHER À L'ÉCRAN

En 2024, le gouvernement du Canada a annoncé un plafonnement temporaire du nombre de nouveaux permis d'études délivrés aux étudiants étrangers. Pour 2025, il prévoyait délivrer 437 000 permis d'études, ce qui représente une baisse de 10 % par rapport au plafond de 2024. De plus, la plupart des demandeurs de permis d'études sont désormais tenus de présenter une lettre d'attestation provinciale ou territoriale (LAP ou LAT) confirmant qu'ils se sont vu attribuer l'une des places disponibles pour étudier dans cette province ou ce territoire. Certaines exemptions concernent les étudiants participant à un programme d'échanges et les élèves du primaire et du secondaire, entre autres.

- Que pensez-vous de la décision du gouvernement fédéral de réduire le nombre total de permis d'études délivrés à des étudiants étrangers?
- Et que pensez-vous de l'obligation de présenter une lettre d'attestation?
- Maintenant, en pensant à tout ce dont on vient de discuter au sujet de l'immigration, diriez-vous que, concernant sa gestion du système d'immigration, le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi êtes-vous de cet avis?

BUDGET (15 à 30 minutes) — Résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résident de Québec, acheteurs potentiels d'une propriété et locataires résidant à Regina, résidents de grands centres urbains du Québec appartenant à la classe moyenne, résidents du nord de l'Ontario, parents d'enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse, Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique, résidents de la région de Laval (Québec).



Résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec. Le gouvernement du Canada présentera bientôt un nouveau budget exposant ses priorités pour le prochain exercice financier.

Résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec. Je vais vous montrer une liste de priorités potentielles et, ensuite, on procédera à un sondage. Je vais d'abord lire la liste avec vous.

Résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec.

LE RESPONSABLE DU SOUTIEN TECHNIQUE AFFICHERA LES TITRES À L'ÉCRAN ET LE MODÉRATEUR EN FERA LA LECTURE À VIX HAUTE AVANT DE PROCÉDER AU SONDAGE.

Résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec. **SONDAGE** : De cette liste, j'aimerais que vous sélectionniez les éléments que devrait, selon vous, privilégier le gouvernement du Canada dans le prochain budget. Vous pouvez choisir un maximum de 3 éléments.

Résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec. **LISTE À AFFICHER À L'ÉCRAN/SONDAGE**

- Éliminer les obstacles au commerce intérieur
- Mettre en œuvre des projets d'infrastructures nationaux plus rapidement
- Mettre en œuvre des projets d'énergie nationaux plus rapidement
- Stimuler les investissements dans les technologies propres
- Attirer des investissements privés dans l'économie
- Attirer des investissements étrangers dans l'économie
- Soutenir les industries canadiennes touchées par les tarifs douaniers américains
- Accroître les échanges commerciaux avec des partenaires fiables dans le monde entier
- Aider un plus grand nombre de personnes à suivre une formation ou à refaire une formation en vue de nouvelles possibilités d'emploi
- Faciliter l'obtention de prêts, de subventions ou de crédits d'impôt dans l'intérêt des petites entreprises
- Soutenir la plus jeune génération en lui offrant une éducation abordable et des possibilités d'apprentissage
- Construire un plus grand nombre de logements
- Réduire les dépenses consacrées au fonctionnement de l'appareil gouvernemental
- Renforcer les Forces armées canadiennes

Région du 905 en Ontario, Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec — LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX : Pourquoi avez-vous fait ce choix?



- Résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec— Dans cette liste, est-ce qu’il y en a qui vous toucheraient personnellement?
 - SI OUI : De quelle manière?
- Résidents de la région du 905 en Ontario, Résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec — Y a-t-il dans cette liste des choses que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire, selon vous?

Acheteurs potentiels d’une propriété et locataires résidant à Regina, résidents de grands centres urbains du Québec appartenant à la classe moyenne, résidents du nord de l’Ontario, parents d’enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse, Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique, résidents de la région de Laval (Québec) — Comme vous le savez peut-être, chaque année, le gouvernement du Canada dépose un budget. C’est dans ce cadre qu’il décrit ce dans quoi il investira, les modifications qui seront apportées à certains programmes et qu’il présente son plan pour les années à venir. Il fera également des projections sur certains éléments, comme le déficit et la trajectoire économique.

- Acheteurs potentiels d’une propriété et locataires résidant à Regina, résidents de grands centres urbains du Québec appartenant à la classe moyenne, résidents du nord de l’Ontario, parents d’enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse, Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique, résidents de la région de Laval (Québec) — Avez-vous entendu, lu ou vu quelque chose au sujet des plans du gouvernement fédéral concernant le budget?
 - SI OUI : Qu’avez-vous vu, lu ou entendu à ce sujet?

Acheteurs potentiels d’une propriété et locataires résidant à Regina, résidents de grands centres urbains du Québec appartenant à la classe moyenne, résidents du nord de l’Ontario, parents d’enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse, Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique, résidents de la région de Laval (Québec) — Le gouvernement du Canada a déclaré qu’il réduirait les dépenses liées au fonctionnement de l’appareil gouvernemental et investirait davantage dans des projets qui visent à contribuer à la croissance économique.

- Acheteurs potentiels d’une propriété et locataires résidant à Regina, résidents de grands centres urbains du Québec appartenant à la classe moyenne, résidents du nord de l’Ontario, parents d’enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse, Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique, résidents de la région de Laval (Québec) — Que pensez-vous de cette approche? Avez-vous des questions ou des préoccupations?
- Acheteurs potentiels d’une propriété et locataires résidant à Regina, résidents de grands centres urbains du Québec appartenant à la classe moyenne, résidents du nord de l’Ontario, parents d’enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse, Canadiens de première génération

résident en Colombie-Britannique, résidents de la région de Laval (Québec) — Selon vous, où est-ce que le gouvernement fédéral pourrait faire des économies?

- Acheteurs potentiels d'une propriété et locataires résidant à Regina, résidents de grands centres urbains du Québec appartenant à la classe moyenne, résidents du nord de l'Ontario, parents d'enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse, Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique, résidents de la région de Laval (Québec) — Et où est-ce que le gouvernement fédéral devrait essayer d'investir davantage?
- Acheteurs potentiels d'une propriété et locataires résidant à Regina, résidents de grands centres urbains du Québec appartenant à la classe moyenne, résidents du nord de l'Ontario, parents d'enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse, Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique, résidents de la région de Laval (Québec) — Et si ces investissements faisaient que les dépenses globales du gouvernement fédéral finissaient par être plus élevées qu'auparavant, quelle serait votre réaction dans un tel cas?

Acheteurs potentiels d'une propriété et locataires résidant à Regina, résidents de grands centres urbains du Québec appartenant à la classe moyenne, résidents du nord de l'Ontario, parents d'enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse, Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique, résidents de la région de Laval (Québec) — Le gouvernement du Canada a déclaré qu'en raison de la guerre commerciale avec les États-Unis, nous devons diversifier notre économie afin d'être moins dépendants de ce pays. Cela signifie que nous devons investir davantage dans des initiatives qui favoriseront la croissance économique chez nous, comme les grands projets, la construction résidentielle, le soutien aux industries touchées par la guerre commerciale et le renforcement de l'armée canadienne.

- Acheteurs potentiels d'une propriété et potentiels résidant à Regina, résidents de grands centres urbains du Québec appartenant à la classe moyenne, résidents du nord de l'Ontario, parents d'enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse, Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique, résidents de la région de Laval (Québec) — Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'approche du gouvernement fédéral? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Acheteurs potentiels d'une propriété et locataires résidant à Regina, résidents de grands centres urbains du Québec appartenant à la classe moyenne, résidents du nord de l'Ontario, parents d'enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse, Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique, résidents de la région de Laval (Québec) — Si le gouvernement du Canada augmentait ses investissements dans ces domaines, que penseriez-vous?
- Acheteurs potentiels d'une propriété et locataires résidant à Regina, résidents de grands centres urbains du Québec appartenant à la classe moyenne, résidents du nord de l'Ontario, parents



d'enfants fréquentant une garderie en Nouvelle-Écosse, Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique, résidents de la région de Laval (Québec) — Et si ces investissements augmentaient la taille du déficit, est-ce que votre réaction serait différente?

GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURE/ÉCONOMIE (35 minutes) — Résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans préoccupés par l'économie, acheteurs potentiels d'une propriété et locataires résidant à Regina, résidents de grands centres urbains du Québec appartenant à la classe moyenne.

Passons à un sujet légèrement différent

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada et de grands projets d'infrastructures?
 - SI OUI : Qu'avez-vous vu, lu ou entendu à ce sujet? Ou l'avez-vous vu, lu ou entendu?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé une première série de cinq grands projets d'infrastructure à l'étude pour aider à transformer l'économie canadienne. Afin d'orienter ces projets, un nouveau bureau des grands projets, dont le siège social est situé à Calgary, sera chargé d'accélérer leur réalisation en simplifiant et en accélérant les processus d'approbation réglementaires et en aidant ces projets à obtenir du financement.

Les premiers projets à l'étude sont les suivants :

- **LNG Canada — phase 2 — Kitimat (Colombie-Britannique)** : Ce projet doublerait la production de gaz naturel liquéfié de LNG Canada, ce qui en ferait la deuxième plus grande installation du genre au monde.
 - **Nouveau projet nucléaire de Darlington — Clarington (Ontario)** : Ce projet fera du Canada le premier pays du G7 à se doter d'un petit réacteur modulaire (PRM) opérationnel, fournissant de l'énergie propre à 300 000 foyers.
 - **Projet de terminal à conteneurs de Contrecoeur — Contrecoeur (Québec)** : Ce projet permettra d'augmenter la capacité de manutention de conteneurs du Port de Montréal d'environ 60 %.
 - **Projet de mine de cuivre de Foran à McIlvenna Bay — Centre-Est de la Saskatchewan** : Ce projet fournira du cuivre et du zinc afin de renforcer la position du Canada en tant que fournisseur mondial de minéraux critiques. C'est également le premier projet de cuivre carboneutre au Canada.
 - **Expansion de la mine Red Chris — Nord-Ouest de la Colombie-Britannique** : Ce projet permettra de prolonger de plus de 10 ans la durée de vie de la mine, d'augmenter de plus de 15 % la production annuelle de cuivre au Canada.
- Quelle est votre réaction générale à cette annonce?

- Y a-t-il quoi que ce soit que vous aimez ou que vous n'aimez pas au sujet de l'un ou l'autre de ces projets?
 - Avez-vous de quelconques préoccupations concernant l'un ou l'autre de ces projets?
- Le projet nucléaire à Clarington, en Ontario, réfère à un « petit réacteur modulaire ». Savez-vous en quoi consiste un petit réacteur nucléaire?
- Selon vous, ces initiatives contribueraient-elles à atteindre l'objectif de renforcer la sécurité économique du Canada?

En plus des cinq projets dont nous venons de discuter, le gouvernement du Canada a également cerné des secteurs d'intérêt et d'activité stratégiques qui contribueront à bâtir le Canada. Dans le cadre de ces stratégies porteuses pour le pays, on y retrouve notamment les initiatives suivantes :

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- **Stratégie sur les minéraux critiques** : Aider à la mise en œuvre d'un plus grand nombre de projets de minéraux critiques impliquant l'ensemble du processus, allant de l'extraction initiale des matières premières à la construction de ports et de routes, en passant par le traitement et la fabrication.
 - **Wind West Atlantic Energy** : Exploiter le potentiel éolien en Nouvelle-Écosse.
 - **Oléoduc Pathways Plus** : Un projet de captage, d'utilisation et de stockage du carbone en Alberta, assorti d'une infrastructure énergétique supplémentaire qui soutiendrait un secteur de l'énergie conventionnelle solide.
 - **Corridor économique et de sécurité pour l'Arctique** : Le développement de ports fortifiés et de routes toutes saisons, de pistes d'atterrissage et de systèmes de communication pour servir les opérations militaires et le développement commercial.
 - **Port de Churchill Plus** : Améliorer le port de Churchill et élargir les corridors commerciaux grâce à une route praticable en toutes saisons, à une ligne de chemin de fer modernisée, à un nouveau corridor énergétique et à une capacité de déglacage maritime.
 - **Train à grande vitesse Alto** : Développer un train à grande vitesse de Toronto à Québec atteignant des vitesses allant jusqu'à 300 km/h.
- Quelle est votre réaction générale à l'égard de ces secteurs d'intérêt supplémentaires?
 - Y a-t-il quoi que ce soit que vous aimez ou que vous n'aimez pas à leur sujet?
 - Avez-vous de quelconques préoccupations concernant l'un ou l'autre de ces initiatives?

- Selon vous, ces initiatives contribueraient-elles à atteindre l'objectif de renforcer la sécurité économique du Canada?

ÉVALUATION DE LA MARQUE MAISON CANADA (60 minutes) — Résidents de la région métropolitaine de Vancouver, résidents de la péninsule d'Avalon touchés par des feux de forêt

Nous allons maintenant examiner une publicité potentielle que le gouvernement du Canada s'emploie actuellement à concevoir.

- Mais j'aimerais d'abord savoir si quelqu'un parmi vous a entendu parler de l'organisme Maisons Canada.
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu à ce sujet?

LE MODÉRATEUR FOURNIRA LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS : Maisons Canada est un nouvel organisme du gouvernement du Canada qui sera chargé de construire des logements abordables, de fournir du financement aux constructeurs de logements abordables et de créer une industrie de la construction résidentielle plus productive.

Examinons maintenant le concept créatif de marque. La marque pourrait être vue sur des supports comme des dépliants ou de la signalisation, sur des sites Web ou sur des réseaux sociaux comme X (anciennement Twitter) et LinkedIn.

Je vais vous montrer quelques exemples du concept de marque.

AFFICHER L'IMAGE 1 À L'ÉCRAN

- Quelle est votre impression générale de ce concept?
- En quoi ce concept vous plaît-il, le cas échéant? En quoi ce concept vous déplaît-il, le cas échéant? Pourquoi?
- Y a-t-il des éléments quelconques (les couleurs, la police, le logo, les images, les motifs, la disposition des éléments, etc.) de ce concept qui semblent inappropriés ou déplacés, qui ne vous interpellent pas ou qui prêtent à confusion?
- J'aimerais attirer votre attention sur l'image qui se trouve à droite des mots « Maisons Canada » À votre avis, que représente cette image? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
 - Est-ce que quelqu'un parmi vous a remarqué les points sur la page couverture du rapport? Selon vous, que représentent ces points, le cas échéant?

- Si je vous disais que l'icône représente différents types de logements superposés et que les points représentent un plan d'ensemble. Cela étant dit, trouvez-vous que cela ressort clairement? Pourquoi ou pourquoi pas?

Je vais maintenant vous montrer deux images facultatives.

AFFICHER L'IMAGE 2 À L'ÉCRAN

- Quelle est votre impression générale de ces versions?
 - Que représentent-elles?
- En quoi ces versions vous plaisent-elles, le cas échéant? En quoi ces versions vous déplaisent-elles, le cas échéant? Pourquoi?

SONDAGE :

Maintenant que vous avez vu trois versions de l'image, laquelle, selon vous, reflète le mieux l'idée de cette nouvelle organisation, Maisons Canada?

- IMAGE A (initiale)
- IMAGE B
- IMAGE C

NOTE À L'ATTENTION DU MODÉRATEUR : SI, D'APRÈS LA DISCUSSION PRÉCÉDENTE SUR LES DIFFÉRENTES ICÔNES DE LOGEMENTS, IL N'EST PAS CLAIR POURQUOI LES PARTICIPANTS PRÉFÈRENT CERTAINES ICÔNES DE LOGEMENT À D'AUTRES, DEMANDEZ-LEUR POURQUOI..

Ensuite, je vais vous montrer l'une des icônes, mais en différentes couleurs. Je veux qu'on ne se concentre que sur les différentes combinaisons de couleurs.

AFFICHER L'IMAGE 3 À L'ÉCRAN

- Que pensez-vous des différents choix de couleurs présentés?

SONDAGE :

Maintenant que vous avez vu trois combinaisons de couleurs, laquelle se démarquerait le plus à vos yeux ou attirerait davantage votre attention si vous la voyiez sur la couverture d'un rapport, dans une publication sur les réseaux sociaux ou dans un contexte similaire?

- IMAGE A
- IMAGE B
- IMAGE C

Nous allons maintenant examiner un autre concept. Tout comme le précédent, celui-ci pourrait figurer sur des produits comme des dépliants, sur de la signalisation, sur des sites Web, ou sur des réseaux sociaux comme X (anciennement Twitter) et LinkedIn.

AFFICHER L'IMAGE 4 À L'ÉCRAN

- Quelle est votre impression générale de ce concept?
- En quoi ce concept vous plaît-il, le cas échéant? En quoi ce concept vous déplaît-il, le cas échéant? Pourquoi?
- Y a-t-il des éléments quelconques (les couleurs, la police, le logo, les images, les motifs, la disposition des éléments, etc.) de ce concept qui semblent inappropriés ou déplacés, qui ne vous interpellent pas ou qui prêtent à confusion?
- J'aimerais attirer votre attention sur l'image au milieu de la page couverture du rapport. À votre avis, que représente cette image? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Si je vous disais que l'icône représente une maison ou des portes, selon l'angle sous lequel on la regarde. Sachant cela, diriez-vous que ça ressort clairement? Pourquoi ou pourquoi pas?

Pour finir, nous allons examiner un autre concept.

AFFICHER L'IMAGE 5 À L'ÉCRAN

- En quoi ce concept vous plaît-il, le cas échéant? En quoi ce concept vous déplaît-il, le cas échéant? Pourquoi?
- Y a-t-il des éléments quelconques (les couleurs, la police, le logo, les images, les motifs, la disposition des éléments, etc.) de ce concept qui semblent inappropriés ou déplacés, qui ne vous interpellent pas ou qui prêtent à confusion?

SONDAGE :

Maintenant que vous avez vu trois différents concepts, lequel se démarquerait le plus ou attirerait le plus votre attention si vous le voyiez sur la page couverture d'un rapport, dans une publication sur un réseau social ou dans un contexte similaire?

- IMAGE A
- IMAGE B

○ IMAGE C

- Avez-vous d'autres idées pour améliorer le concept de Maisons Canada?

ÉVALUATION DE MESSAGES POUR MAISONS CANADA (MC) (30 minutes) — Résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec.

Maintenant, je voudrais me pencher sur le logement...

- Quelqu'un a-t-il déjà entendu parler d'un organisme du nom de Maisons Canada?
 - SI OUI : Qu'avez-vous vu, lu ou entendu à ce sujet?

LE MODÉRATEUR FOURNIRA LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS : Maisons Canada est un nouvel organisme du Gouvernement du Canada chargé de construire des logements abordables, d'offrir du financement aux constructeurs d'habitations abordables et de rendre l'industrie de la construction résidentielle plus productive.

Dans la prochaine portion de notre discussion, nous examinerons certains des messages qui pourraient être utilisés pour présenter et fournir des informations au sujet de Maisons Canada.

Tout d'abord, je vais vous montrer deux messages. Ensuite, nous procéderons à un sondage dans lequel vous choisirez le message qui, selon vous, est le meilleur pour présenter l'initiative Maisons Canada.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Message 1

Le gouvernement du Canada a un nouveau plan en matière de logement
Le plus ambitieux du Canada depuis la Deuxième Guerre mondiale
Pour rendre le logement à nouveau abordable

Message 2

Le gouvernement du Canada a un nouveau plan de logement
Et à un moment où les Canadiens s'unissent pour affronter les défis mondiaux
C'est un plan à la mesure de la situation qui s'appuie sur une approche d'équipe Canada

SONDAGE : Veuillez choisir le message qui, selon vous, est le meilleur pour présenter l'initiative Maisons Canada.

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX : Pourquoi avez-vous fait ce choix?



Passons maintenant à quelques autres messages qui visent à décrire ce que Maisons Canada est censé accomplir.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Face à la situation actuelle du logement, nous savons qu'il est temps de construire.

Maisons Canada fera que des logements seront construits au Canada, en mettant l'accent sur des solutions de logement abordable à grande échelle et à long terme, qui auront un impact réel.

- Quelle est votre réaction générale à ce message?
- Y a-t-il quelque chose dans ce message qui ne vous rejoint pas ou qui prête à confusion?
 - Le message est-il clair?
- Le message fait référence au « logement abordable ». Selon vous, que signifie « abordable »?
 - Que signifie-t-il pour vous?

Nous allons maintenant passer en revue une autre série de messages.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

En réunissant sous un même toit un financement flexible, un accès à des terrains et une expertise en matière de développement, Maisons Canada fera en sorte qu'il sera plus simple et plus rapide de démarrer de grands projets.

Maisons Canada allie développement, financement et utilisation de méthodes de construction modernes afin de créer une offre de logements plus abordables.

- Quelle est votre réaction générale à ce message?
- Y a-t-il quelque chose dans ce message qui ne vous rejoint pas ou qui prête à confusion?
 - Le message est-il facile à comprendre?
- Selon vous, que signifient « des méthodes de construction modernes »?

Maintenant, compte tenu de tout ce que nous venons de voir...

- L'initiative « Maisons Canada » a-t-elle une pertinence pour vous? Compte tenu de ce que vous savez, pensez-vous que vous pourriez en bénéficier?
- Cette initiative place-t-elle le gouvernement du Canada sur la bonne voie en matière de logement? Pourquoi ou pourquoi pas?

ANNONCE DE MAISONS CANADA (35 minutes) — Résidents du nord de l'Alberta âgés de 35 à 54 ans préoccupés par l'économie, acheteurs potentiels d'une propriété et locataires résidant à Regina, résidents de grands centres urbains du Québec appartenant à la classe moyenne.

- Avez-vous vu, lu ou entendu quelque chose récemment au sujet du plan du gouvernement du Canada qui vise à traiter les enjeux en matière de logement?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu?
 - DEMANDER AU BESOIN : Qu'en est-il de la nouvelle initiative du gouvernement du Canada, Maisons Canada?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé la création d'une nouvelle agence fédérale appelée Maisons Canada. Son objectif est de construire de nombreux logements abordables en utilisant judicieusement les terrains publics, en offrant des mesures incitatives financières souples, en attirant des capitaux privés, en facilitant la réalisation de projets de portefeuille de grande envergure et en venant en aide aux fabricants modernes.

- Que pensez-vous dans un premier temps de cette nouvelle agence fédérale?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Maisons Canada axera ses efforts principalement sur les logements conçus pour offrir des unités à un taux inférieur à celui du marché standard, afin que ces unités soient abordables pour les ménages à faible et moyen revenu.

L'objectif global est de doubler la construction de logements, de rétablir l'accessibilité financière et de réduire l'itinérance en construisant des logements supervisés et de transition.

Cette approche repose sur les trois grands piliers suivants :

1. Construire des logements abordables : travailler avec l'industrie pour offrir des options de logements abordables qui resteront abordables à long terme.
 2. Financer des logements abordables : offrir un financement stable, à long terme et à faible coût aux fournisseurs de logements privés et sans but lucratif.
 3. Stimuler l'industrie du logement : contribuer à générer une demande pour des méthodes de construction novatrices et durables, telles que la construction d'habitations en usine et les logements préfabriqués.
- Que pensez-vous de cette approche?

L'un des moyens par lequel Maisons Canada livrera plus de logements plus rapidement est de faire usage de terrains publics pour des méthodes de construction novatrices et durables, telles que les habitations préfabriquées, et d'utiliser du bois canadien certifié ainsi que des matériaux recyclés et à faibles émissions pour ces logements.

- Pensez-vous que cette stratégie mènera à la construction d'un plus grand nombre de logements plus rapidement et à des prix abordables? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Pensez-vous que Maisons Canada contribuera à stimuler l'économie canadienne? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Pensez-vous que, personnellement, vous pourriez bénéficier d'une telle initiative?
 - SI OUI : Comment?

VÉHICULES ÉLECTRIQUES (40 minutes) — Résidents de la région métropolitaine de Vancouver, résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec, résidents du nord de l'Ontario

Résidents de la région métropolitaine de Vancouver — J'aimerais maintenant parler de véhicules électriques (VE).

Résidents de la région métropolitaine de Vancouver, résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec, résidents du nord de l'Ontario — Je souhaite maintenant changer de sujet et parler des véhicules électriques (VE).

- Avez-vous vu, lu ou entendu de nouvelles concernant le gouvernement du Canada et les véhicules électriques?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu? Où l'avez-vous entendu?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de nouvelles concernant la remise fédérale pour les VE?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de nouvelles concernant les cibles de ventes de VE?
- Y a-t-il quelqu'un ici qui envisage de faire l'achat ou la location d'un véhicule électrique?
 - SI OUI : Quelles sont vos principales raisons de vouloir faire l'acquisition ou la location d'un VE?
 - SI OUI : Avez-vous une quelconque réticence liée à l'achat ou à la location d'un VE?

- Envisageriez-vous d'acheter un VE d'occasion? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Selon vous, quels sont les principaux avantages ou bienfaits d'un véhicule électrique par rapport aux véhicules conventionnels à essence ou diesel?
- Quels seraient les impacts que pourrait avoir l'utilisation d'un véhicule électrique sur vous ou votre collectivité, le cas échéant?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de la possibilité de recharger son VE à domicile?
- Quels sont, le cas échéant, les principaux obstacles qui vous retiennent d'acheter un VE?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il des infrastructures de recharge?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de l'entretien ou de la réparation d'un VE?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il des coûts?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Les Canadiens parcourent généralement entre 50 et 60 km par jour pour se rendre au travail. De nombreux VE ont désormais une autonomie de 400 à 500 km, ce qui signifie qu'ils peuvent parcourir des centaines de kilomètres avant de nécessiter une recharge. L'année dernière, une étude menée par la CAA auprès de plus de 16 000 conducteurs de VE au Canada a également révélé que les conducteurs actuels effectuent plus de 80 % des recharges à domicile, plutôt qu'à des bornes de recharge publique.

- Quelles sont vos réactions à ces informations?
 - Ces informations changent-elles votre opinion quant à la question d'existe-t-il suffisamment d'infrastructures de recharge publique? De quelle manière?
 - Ces informations changent-elles votre évaluation du fait que les VE pourraient vous convenir? De quelle manière?

Résidents de la région métropolitaine de Vancouver — AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a récemment fait part de son intention de rétablir le programme de remise aux consommateurs, anciennement connu sous le nom d'Incitatifs pour les véhicules zéro émission (iVZE), afin de rendre les véhicules électriques plus abordables.

Résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec, résidents du Nord de l'Ontario — AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a récemment indiqué qu'il pourrait rétablir le programme de remise aux consommateurs, connu auparavant sous le nom de Programme d'incitatifs pour les véhicules zéro émission (iVZE), afin de rendre les véhicules électriques plus abordables.

- Ces informations changent-elles votre opinion sur les VE?
 - SI OUI : En quoi changent-elles votre opinion?

Résidents de la région métropolitaine de Vancouver — Le gouvernement du Canada s’est fixé comme objectif que d’ici 2035, toutes les voitures et tous les camions neufs vendus au Canada soient zéro émission, c’est-à-dire entièrement électriques ou hybrides rechargeables.

- **Résidents de la région métropolitaine de Vancouver** — À votre avis, le gouvernement atteindra-il cet objectif? Pourquoi ou pourquoi pas?
- **Résidents de la région métropolitaine de Vancouver** — Le gouvernement du Canada devrait-il, selon vous, s’en tenir à cet échéancier cible, le resserrer, (c’est-à-dire avant 2035), prolonger l’échéancier (c’est-à-dire après 2035), ou supprimer complètement l’objectif? Qu’est-ce qui vous fait dire cela?

Résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec, résidents du Nord de l’Ontario — **AFFICHER À L’ÉCRAN :**

Le gouvernement du Canada a fixé des cibles de vente pour tous les nouveaux véhicules zéro émission (voitures et camions) vendus au Canada, c’est-à-dire les véhicules entièrement électriques ou hybrides rechargeables. Ces objectifs devaient initialement entrer en vigueur pour l’année modèle 2026, mais le gouvernement fédéral a récemment annoncé qu’il retirait la cible pour 2026 et qu’il procéderait à une évaluation de 60 jours de la politique globale. Cette annonce s’inscrit dans le cadre d’une série de mesures visant à aider les secteurs les plus touchés par les tarifs douaniers américains.

- **Résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec, résidents du Nord de l’Ontario** — Que pensez-vous du retrait des cibles de vente des véhicules zéro émission pour les modèles 2026?
- **Résidents de la région du 905 en Ontario, résidents des Territoires du Nord-Ouest, résidents de Québec, résidents du Nord de l’Ontario** — Pensez-vous que le gouvernement du Canada devrait fixer des cibles de vente pour tous les nouveaux véhicules zéro émission (voitures et camions) à compter de 2027, qu’il devrait continuer à suspendre les cibles à court terme, ou qu’il devrait éliminer entièrement les cibles? Qu’est-ce qui vous fait dire cela?

ECCC MISE À L’ESSAI DE MESSAGES (40 minutes)

Parents d’enfants fréquentant une garderie résidant en Nouvelle-Écosse, Canadiens de première génération résidant en Colombie-Britannique, résidents de la région de Laval (Québec).

Changement de sujet, j'aimerais maintenant parler de l'environnement.

Le gouvernement du Canada est en train de mettre à jour sa stratégie sur les changements climatiques. La stratégie complète est toujours en cours de finalisation et je n'ai donc pas beaucoup d'informations à partager avec vous quant à des actions spécifiques. Cependant, j'aimerais vous présenter quelques messages généraux que le gouvernement du Canada pourrait utiliser dans ses communications et je voudrais que vous me disiez si certaines idées vous interpellent ou non.

Voici le premier...

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le Canada est résolu à devenir carboneutre d'ici 2050 et à améliorer notre compétitivité économique — non seulement parce que c'est essentiel de le faire pour le bien du climat, mais également parce que les experts nous disent que les économies prospères du futur seront à faibles émissions de carbone, résilientes et suffisamment fortes pour répondre aux demandes liées à l'intelligence artificielle, à l'électrification et aux nouvelles relations commerciales. Le gouvernement du Canada apporte des modifications ciblées à certaines politiques climatiques afin de soutenir notre économie dans cette transition tout en gérant les pressions qu'exercent les droits de douane américains sur notre économie. La Stratégie pour la compétitivité et le climat est un élément clé du plan du gouvernement fédéral visant à renforcer l'économie du Canada afin de créer plus de certitude et de prospérité pour tous les Canadiens en transformant notre économie pour la rendre plus compétitive, durable et résiliente face aux chocs mondiaux.

- Quelles sont vos réactions à cela?
 - Y a-t-il des mots ou des idées qui vous interpellent? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Y a-t-il quelque chose qui ne vous semble pas clair ou qui porte à confusion?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Bien que la transition vers la carboneutralité soit cruciale pour lutter contre les changements climatiques, les pressions économiques récentes liées aux politiques américaines signifient que certaines actions pour atteindre nos objectifs climatiques à court terme pourraient se faire au détriment des emplois et des investissements. Nous continuons à nous engager fortement en faveur d'une réduction de la pollution et d'une diminution de nos émissions, et nous le faisons en soutenant la main-d'œuvre, les collectivités et les industries canadiennes.

- Quelles sont vos réactions à cela?
 - Y a-t-il des mots ou des idées qui vous interpellent? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Y a-t-il quelque chose qui ne vous semble pas clair ou qui porte à confusion?

AFFICHER À L'ÉCRAN :



S'assurer que les grands émetteurs — comme les grands fabricants — paient le prix de la pollution par le carbone qu'ils génèrent occupe une grande place dans le plan du Canada pour créer une économie forte et un avenir plus vert. Il s'agit d'une incitation financière à polluer moins et à investir davantage dans des solutions plus propres pour faire des affaires. La tarification de la pollution par le carbone pour l'industrie est la manière la moins coûteuse de s'assurer que les produits et les services canadiens sont concurrentiels et respectueux de l'environnement.

- Quelles sont vos réactions à cela?
 - Y a-t-il des mots ou des idées qui vous interpellent? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Y a-t-il quelque chose qui ne vous semble pas clair ou qui porte à confusion?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada passe à l'action pour assurer la réussite à long terme de la transition du Canada vers les véhicules électriques. Parallèlement, le secteur des véhicules électriques fait face aux pressions économiques découlant des droits de douane américains, alors le gouvernement fédéral suspend l'entrée en vigueur des cibles de ventes obligatoires qui visaient les nouveaux modèles de véhicules électriques de 2026.

- Quelles sont vos réactions à cela?
 - Y a-t-il des mots ou des idées qui vous interpellent? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Y a-t-il quelque chose qui ne vous semble pas clair ou qui porte à confusion?

CONCLUSION (5 minutes) — Tous les lieux

- Avant de conclure, y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez dire au gouvernement fédéral? Il peut s'agir de précisions sur les sujets abordés aujourd'hui ou d'un sujet que vous jugez important, mais dont nous n'avons pas discuté.

Guide du modérateur anglais

INTRODUCTION (10 minutes) – All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5 minutes) – Greater Vancouver Area, Avalon Peninsula Impacted by Wildfires, Northern Alberta Aged 35-54 Concerned about the Economy, Regina Prospective Homebuyers and Renters, Major City Centres Quebec Middle Class, Northern Ontario, Nova Scotia Parents of Children in Daycare, British Columbia First-Generation Canadians, Laval Region Quebec

- What have you seen, read, or heard about the Government of Canada in the last few days?
 - Where did you read, see, or hear this news?

PRIORITIES AND PERFORMANCE (10-15 minutes) – Avalon Peninsula Impacted by Wildfires, 905 Region Ontario, Northwest Territories, Quebec City, Northern Alberta Aged 35-54 Concerned about the Economy, Northern Ontario, Nova Scotia Parents of Children in Daycare, Laval Region Quebec

Northern Alberta Aged 35-54 Concerned about the Economy, Northern Ontario, Nova Scotia Parents of Children in Daycare, Laval Region Quebec Now I want to focus a little more on the Government of Canada broadly ...

- What does the Government of Canada do well?
- What does the Government of Canada need to improve on? Why do you feel this way?
- In your opinion, what are the top issues that the Government of Canada should be prioritizing?
 - Why are these issues important to prioritize?
 - 905 Region Ontario, Northwest Territories, Quebec City PROMPT: What about housing? Is this an important issue?
 - Is Canada currently experiencing a “housing crisis”?
 - Is the Government of Canada on the right or wrong track when it comes to housing? Why?

ECONOMY (5-20 MINUTES) – 905 Region Ontario, Northwest Territories, Quebec City, Northern Alberta Aged 35-54 Concerned about the Economy, Northern Ontario, Nova Scotia Parents of Children in Daycare, Laval Region Quebec



- In your opinion, how is the Canadian economy doing overall? Why do you feel this way?
 - IF ECONOMY DOING POORLY: What would need to happen for you to start feeling optimistic about the Canadian economy?
- Northern Alberta Aged 35-54 Concerned about the Economy, Northern Ontario, Nova Scotia Parents of Children in Daycare, Laval Region Quebec How would you describe the Government of Canada's performance when it comes to managing issues in the economy? Would you say that the Government of Canada is generally on the right track or wrong track?
 - What are some examples of work the federal government has done to deal with the economy?
 - Northern Alberta Aged 35-54 Concerned about the Economy, Northern Ontario, Laval Region Quebec How effective have these actions been? Why do you feel this way?
 -
- Northern Alberta Aged 35-54 Concerned about the Economy, Northern Ontario, Laval Region Quebec What would you like to see from the Government of Canada when it comes to the economy?

Northern Alberta Aged 35-54 Concerned about the Economy, Northern Ontario, Laval Region Quebec
Now, I would like to talk about the job market specifically.

Nova Scotia Parents of Children in Daycare Now thinking about the job market specifically ...

- Northern Alberta Aged 35-54 Concerned about the Economy, Northern Ontario, Laval Region Quebec As far as you know, is Canada's unemployment rate these days going up, meaning there are fewer jobs, going down, or staying about the same? What makes you say that?
 - IF GOING UP: Why do you think unemployment is rising?

Northern Alberta Aged 35-54 Concerned about the Economy, Northern Ontario, Laval Region Quebec
MODERATOR TO CLARIFY/SHOW ON SCREEN:

The unemployment rate rose 0.2 percentage points to 7.1% in August.

Since January 2025, it has increased a total of 0.5 percentage points.

The unemployment rate in August was the highest since May 2016 (excluding 2020 and 2021).

In comparison, the unemployment rate averaged 6.0% from 2017 to 2019, just prior to the COVID-19 pandemic.

- Northern Alberta Aged 35-54 Concerned about the Economy, Northern Ontario, Laval Region Quebec As far as you know, what might be contributing to the rising unemployment rate?



- **Northern Alberta Aged 35-54 Concerned about the Economy, Northern Ontario, Laval Region Quebec** What should the Government of Canada be doing, if anything, to respond to this situation?
- **Nova Scotia Parents of Children in Daycare** As a parent, which economic issues are you most worried about and impacted by?
- **Nova Scotia Parents of Children in Daycare** Would you say the Government of Canada understands these issues? Why or why not?
 - PROMPT AS NEEDED: What about affordability and the cost of living?
- **Nova Scotia Parents of Children in Daycare** What is the Government of Canada doing to address the rising cost of living?
 - Would you say that the federal government is generally on the right track or wrong track when it comes to addressing the cost of living? Why?
- **Nova Scotia Parents of Children in Daycare** What are some examples of things that have become less affordable in your day-to-day life?
 - PROMPT AS NEEDED: What about when it comes to groceries or gas?
 - Have you changed any of your day-to-day habits in response to the rising cost of living?
- **Nova Scotia Parents of Children in Daycare** What have you seen, read or heard recently about work the Government of Canada is doing to help with the cost of groceries?
 - What are your reactions to what you've heard?
- **Nova Scotia Parents of Children in Daycare** What do you think is causing prices to go up?
- **Nova Scotia Parents of Children in Daycare** Are you aware of any Government of Canada policies, programs, benefits, or services that benefit parents?
- **Nova Scotia Parents of Children in Daycare** What else should the Government of Canada do to help support parents?

WILDFIRES (25 minutes) – Avalon Peninsula Impacted by Wildfires

Now I'd like to shift topics and talk about your personal experiences with wildfires. We understand that this may be a sensitive subject for you to discuss, so if you don't feel comfortable answering a question, that's okay, but we hope that you do share your experiences with us.

- By a show of hands, how many of you have experienced serious impacts from wildfires, like getting an evacuation alert or being evacuated from your homes?

- Has your mental health, physical health, or overall wellbeing been impacted by your experiences with wildfires?
 - IF YES: Can you describe how this has affected your mental health, physical health, or overall wellbeing?
- How easy or difficult has it been to access services and support during these wildfires, whether you've stayed in your home community or have been evacuated to another community? What makes you say that?

Now I'd like to move away from personal experiences and talk about the Government of Canada's response to the wildfires...

- What have you seen, read, or heard about the Government of Canada when it comes to responding to the wildfires in Newfoundland and Labrador?
- How would you describe the Government of Canada's response to the wildfires? Would you say their response has been on the right track or the wrong track?
 - Why do you say that?

SHOW ON SCREEN

In response to requests for federal assistance from the Government of Newfoundland and Labrador, the Government of Canada is providing resources to support efforts to battle the wildfires. This can include things like providing airlift resources, type 3 firefighters to assist firefighting efforts, transportation of essential people and goods, and humanitarian workforce support for emergency evacuation and sheltering activities (e.g., congregate shelters and reception centres, meals, mental health supports, and first aid). The Government of Canada has also announced that it will match every dollar donated to the Canadian Red Cross 2025 Newfoundland and Labrador Wildfires Appeal to support wildfire disaster relief efforts across Newfoundland and Labrador.

- With this in mind, is there anything else you feel the Government of Canada should do in response to the wildfires?
 - What about in the aftermath? What kind of support does your community need from the Government of Canada?

IMMIGRATION (30 minutes) British Columbia First-Generation Canadians

Now I want to focus a little more on immigration...



- What news have you seen, read, or heard lately about the Government of Canada and immigration?
- Overall, how would you describe the current state of the immigration system in Canada?
- Has anyone been through Canada's immigration process? (SHOW OF HANDS)
 - Has anyone been through the process of sponsoring a family member (either being sponsored or sponsoring a family member)? (SHOW OF HANDS)
- FOR THOSE WHO SAY THEY'VE BEEN THROUGH CANADA'S IMMIGRATION SYSTEM, ASK: How would you describe your experience? Did you experience any challenges throughout the process?
 - IF YES: Only if you feel comfortable sharing, what were some of the challenges with the process?
- How would you describe your experience going through the immigration process? Did you experience any challenges throughout the process?
 - IF YES: Only if you feel comfortable sharing, what were some of the challenges with the process?
- In your opinion do you feel that there are too many, too few or about the right number of immigrants coming to Canada?

Every year, the Government of Canada sets new targets for the number of immigrants coming to Canada. Last year, the Government of Canada set the target of 380,000 immigrants.

- In your opinion is this too many, too few or about the right number of immigrants? What makes you say that?

Let's say the federal government reduced the target by about 5%, which is about 360,000 immigrants.

- Would that be too many, too few or about the right number of immigrants? What makes you say that?

Now let's say the federal government reduced the target by about 15%, which is about 320,000 immigrants. This would bring immigration targets to a level lower than those set in 2019, before the COVID-19 pandemic.

- With this in mind, would that be too many, too few or about the right number of immigrants?
What makes you say that?

In addition to admitting immigrants as permanent residents, Canada admits temporary residents. This includes international students and temporary foreign workers (i.e., workers hired from other countries).

- Do you feel that there are too many, too few or about the right number of international students coming to Canada? What makes you say that?
 - And what about temporary foreign workers coming to Canada? What makes you say that?

SHOW ON SCREEN

In 2024, the Government of Canada announced a temporary cap on new international student study permits. For 2025, it planned to issue a total of 437,000 study permits, which represents a 10% decrease from the 2024 cap. Furthermore, most study permit applicants are now required to submit a provincial or territorial attestation letter (PAL/TAL) which confirms that they have been assigned one of the available spaces to study in that province or territory. Certain exemptions apply to exchange students, primary and secondary students, among others.

- What do you think about the federal government's decision to decrease the total number of international student study permits?
- And what do you think about the new requirement to submit an attestation letter?
- And now, thinking about everything we've just discussed about immigration, would you say the Government of Canada is generally on the right track or wrong track when it comes to managing the immigration system? Why do you feel this way?

BUDGET (15-30 minutes) – 905 Region Ontario, Northwest Territories, Quebec City, Regina Prospective Homebuyers and Renters, Major City Centres Quebec Middle Class, Northern Ontario, Nova Scotia Parents of Children in Daycare, British Columbia First-Generation Canadians, Laval Region Quebec

905 Region Ontario, Northwest Territories, Quebec City The Government of Canada will soon be introducing a new budget outlining their priorities for the next fiscal year.

905 Region Ontario, Northwest Territories, Quebec City I'm going to show you a list of potential priorities and would like to conduct a poll. First, I'm going to read through the list with you.



905 Region Ontario, Northwest Territories, Quebec City
TECH SUPPORT TO SHARE LIST ON SCREEN AND MODERATOR TO READ THROUGH PRIOR TO
CONDUCTING POLL.

905 Region Ontario, Northwest Territories, Quebec City **POLL:** From this list, I'd like you to select which items you think the Government of Canada should prioritize in the upcoming budget. You may select up to three items.

905 Region Ontario, Northwest Territories, Quebec City

LIST FOR SCREENSHARE/POLL

- Remove internal trade barriers
- Build national infrastructure projects more quickly
- Build national energy projects more quickly
- Stimulate investments in clean technologies
- Attract private investments in the economy
- Attract foreign investments in the economy
- Support Canadian industries affected by U.S. tariffs
- Increase trade with reliable partners around the world
- Help more Canadians train or retrain for new job opportunities
- Make it easier for small businesses to get loans, business grants or tax credits
- Support the younger generation with affordable education and apprenticeships
- Build more homes
- Reduce government spending on its operations
- Strengthen Canada's military

905 Region Ontario, Northwest Territories, Quebec City MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS:
Why did you make this selection?

- 905 Region Ontario, Northwest Territories, Quebec City Would any of these personally impact you?
 - IF YES: How so?
- 905 Region Ontario, Northwest Territories, Quebec City Is there anything in this list that the Government of Canada should not be doing?

Regina Prospective Homebuyers and Renters, Major City Centres Quebec Middle Class, Northern Ontario, Nova Scotia Parents of Children in Daycare, British Columbia First-Generation Canadians, Laval Region Quebec As you may know, every year the Government of Canada releases a budget. This is where they describe what they will invest in, changes to programs, and lay out a plan for the coming years. They will also make projections on things like the deficit and where the economy is headed.

- Regina Prospective Homebuyers and Renters, Major City Centres Quebec Middle Class, Northern Ontario, Nova Scotia Parents of Children in Daycare, British Columbia First-Generation Canadians,

Laval Region Quebec Have you heard, read or seen anything about the federal government's plans for the budget?

- IF YES: What have you heard?

Regina Prospective Homebuyers and Renters, Major City Centres Quebec Middle Class, Northern Ontario, Nova Scotia Parents of Children in Daycare, British Columbia First-Generation Canadians, Laval Region Quebec The Government of Canada has said that it will reduce spending on government operations and invest more in projects that are intended to contribute to economic growth.

- Regina Prospective Homebuyers and Renters, Major City Centres Quebec Middle Class, Northern Ontario, Nova Scotia Parents of Children in Daycare, British Columbia First-Generation Canadians, Laval Region Quebec What do you think of this approach? Any questions/concerns?
- Regina Prospective Homebuyers and Renters, Major City Centres Quebec Middle Class, Northern Ontario, Nova Scotia Parents of Children in Daycare, British Columbia First-Generation Canadians, Laval Region Quebec Where do you think the federal government could find cost savings?
- Regina Prospective Homebuyers and Renters, Major City Centres Quebec Middle Class, Northern Ontario, Nova Scotia Parents of Children in Daycare, British Columbia First-Generation Canadians, Laval Region Quebec And where should the federal government try to invest more?
- Regina Prospective Homebuyers and Renters, Major City Centres Quebec Middle Class, Northern Ontario, Nova Scotia Parents of Children in Daycare, British Columbia First-Generation Canadians, Laval Region Quebec What if these investments meant that overall federal government spending ended up being higher than before - what's your reaction in that case?

Regina Prospective Homebuyers and Renters, Major City Centres Quebec Middle Class, Northern Ontario, Nova Scotia Parents of Children in Daycare, British Columbia First-Generation Canadians, Laval Region Quebec The Government of Canada has said that, given the trade war with the United States, we need to diversify the economy to be less reliant on the U.S. This means we have to invest more in initiatives that will grow the economy at home, like major projects, homebuilding, supporting industries impacted by the trade war and strengthening Canada's military.

- Regina Prospective Homebuyers and Renters, Major City Centres Quebec Middle Class, Northern Ontario, Nova Scotia Parents of Children in Daycare, British Columbia First-Generation Canadians, Laval Region Quebec Do you agree or disagree with the federal government's approach? Why/why not?
- Regina Prospective Homebuyers and Renters, Major City Centres Quebec Middle Class, Northern Ontario, Nova Scotia Parents of Children in Daycare, British Columbia First-Generation Canadians, Laval Region Quebec If the Government of Canada increased in investments in these areas, how would you feel?



- Regina Prospective Homebuyers and Renters, Major City Centres Quebec Middle Class, Northern Ontario, Nova Scotia Parents of Children in Daycare, British Columbia First-Generation Canadians, Laval Region Quebec What if these investments increased the size of the deficit, does that change your reaction?

MAJOR INFRASTRUCTURE PROJECTS/ECONOMY (35 minutes) - Northern Alberta Aged 35-54
Concerned about the Economy, Regina Prospective Homebuyers and Renters, Major City Centres Quebec Middle Class

Shifting topics slightly ...

- Have you seen, read or heard of any news related to the Government of Canada and major infrastructure projects?
 - IF YES: What have you heard? Where did you hear it?

MODERATOR TO CLARIFY/SHOW ON SCREEN:

Recently, the Government of Canada announced an initial set of five major infrastructure projects under consideration to help transform Canada's economy. To help guide these projects, a new Major Projects Office, headquartered in Calgary, will be responsible for getting these projects built faster by streamlining and accelerating regulatory approval processes and helping these projects obtain financing.

The initial projects under consideration are the following:

- **LNG Canada Phase 2 in Kitimat, British Columbia:** This project would double LNG Canada's production of liquefied natural gas, making it the second largest facility of its kind in the world.
 - **Darlington New Nuclear Project in Clarington, Ontario:** This project will make Canada the first G7 country to have an operational small modular reactor (SMR), providing clean power to 300,000 homes.
 - **Contrecoeur terminal Container Project in Montréal, Quebec:** This project would expand the Port of Montréal's container capacity by about 60%.
 - **McIlvenna Bay Foran Copper Mine Project in East-Central, Saskatchewan:** This project will supply copper and zinc to strengthen Canada's position as a global supplier of critical minerals. It is also the first net-zero copper project in Canada.
 - **Red Chris Mine Expansion in Northwestern British Columbia:** This project will extend the lifespan of the mine by over a decade and increase Canada's annual copper production by over 15%.
- What is your overall reaction to this announcement?
 - Is there anything you like or don't like?
 - Do you have any concerns about any of these projects?



- The nuclear project in Clarington, Ontario refers to a “small modular reactor.” Are you familiar with what a small modular reactor is?
- In your opinion, will these projects help achieve goal of strengthening Canada’s economic security?

In addition to the five projects we just discussed, the Government of Canada has also identified strategic areas of focus and activity to help build Canada. The initiatives within these nation-building strategies include the following:

SHOW ON SCREEN:

- **Critical Mineral Strategy:** Get more critical mineral projects underway, involving the entire process from the initial mining of raw materials to the construction of ports and roads, to processing and manufacturing.
 - **Wind West Atlantic Energy:** Leveraging wind power potential in Nova Scotia.
 - **Pathways Plus:** An Alberta-based carbon capture, utilization, and storage project with additional energy infrastructure that would support a strong conventional energy sector.
 - **Arctic Economic and Security Corridor:** The development of fortified ports and all-season roads, runways and communication systems to serve military operations and commercial development.
 - **Port of Churchill Plus:** Upgrade the Port of Churchill and expand trade corridors with an all-weather road, updated rail line, a new energy corridor, and marine ice-breaking capacity.
 - **Alto High-Speed Rail:** Develop a high-speed rail from Toronto to Quebec City reaching speeds of up to 300km/h.
- What is your overall reaction to these additional areas of focus?
 - Is there anything you like or don’t like?
 - Do you have any concerns about any of these initiatives?
 - In your opinion, would these initiatives help achieve the goal of strengthening Canada’s economic security?

BUILD CANADA HOMES (BCH) BRAND TESTING (60 minutes) – Greater Vancouver Area, Avalon Peninsula Impacted by Wildfires

Shifting topics, we are now going to review a creative concept that may be used by the Government of Canada.

- But first, I’m interested to know whether anyone has heard of an organization called Build Canada Homes?

- IF YES: What have you heard?

MODERATOR TO CLARIFY: Build Canada Homes is a new Government of Canada organization that will be responsible for building affordable homes, providing financing to affordable home builders, and creating a more productive homebuilding industry.

Now let's take a look at the branding concept. This could be displayed on products like brochures or signage, on websites, or on social media, such as X (formerly Twitter) and LinkedIn. I'm going to show you a couple of examples of how it looks.

SHOW IMAGE 1 ON SCREEN

Display first image on screen (overall brand)

- What is your overall reaction to this concept?
- What, if anything, do you like? What, if anything, do you dislike? Why?
- Are there any elements (e.g., font, colours, logo, imagery, patterns, placement of elements, etc.) in this concept that look out of place, that do not resonate with you, or are confusing?
- I would like to draw your attention to the image that is to the left of the words Build Canada Homes. What do you think this image represents? What makes you say that?
 - Did anyone notice the dots on the report cover page? What do you think these dots represent, if anything?
- If I were to say that the icon represents different types of housing, overlapping, and that the dots represent a blueprint, with that being said, do you feel that comes through? Why/why not?

Next, I'm going to show you two alternative images.

SHOW IMAGE 2 ON SCREEN

- What is your overall reaction to these versions?
 - What do they represent?
- What, if anything, do you like? What, if anything, do you dislike? Why?

POLL:

Now that you've seen three versions of the image, which one do you think best captures the idea of this new organization, Build Canada Homes?

- IMAGE A (original)
- IMAGE B

- IMAGE C

NOTE TO MODERATOR: IF NOT CLEAR FROM EARLIER DISCUSSION RELATED TO VARYING HOUSING ICONS, ASK PARTICIPANTS WHY THEY PREFER ONE OVER THE OTHER.

Next, I'm going to show you one of the icons but in different colour variations. I want to focus only on the different colour schemes.

SHOW IMAGE 3 ON SCREEN

- What are your thoughts on the colour options presented?

POLL:

Now that you've seen three colour variations, which one would stand out to you the most or better catch your attention if you were to see it on a report cover, as part of a social media post, or something similar?

- IMAGE A
- IMAGE B
- IMAGE C

Next, we'll take a look at a different concept. Like the other one, it could be displayed on products like brochures or signage, on websites, or on social media, such as X (formerly Twitter) and LinkedIn.

SHOW IMAGE 4 ON SCREEN

- What is your overall reaction to this concept?
- What, if anything, do you like? What, if anything, do you dislike? Why?
- Are there any elements (e.g., font, colours, logo, imagery, patterns, placement of elements, etc.) in this concept that look out of place, that do not resonate with you, or are confusing?
- I would like to draw your attention to the image in the middle of the report cover page. What do you think this image represents? What makes you say that?
- If I were to say that the icon represents a house or doors, depending on the angle you see, with that being said, do you feel that comes through? Why/why not?

Finally, we'll take a look at a different concept.



SHOW IMAGE 5 ON SCREEN

- What, if anything, do you like? What, if anything, do you dislike? Why?
- Are there any elements (e.g., font, colours, logo, imagery, patterns, placement of elements, etc.) in this concept that look out of place, that do not resonate with you, or are confusing?

POLL:

Now that you've seen three concept variations, and taking everything together, which one would stand out to you the most or better catch your attention if you were to see it on a report cover, as part of a social media post, or something similar?

- IMAGE A
 - IMAGE B
 - IMAGE C
- Overall, do you have any other thoughts on what could make the Build Canada Homes concept better?

BUILD CANADA HOMES (BCH) MESSAGE TESTING (30 minutes) – 905 Region Ontario, Northwest Territories, Quebec City

Now I'd like to focus on housing...

- Has anyone ever heard of an organization called Build Canada Homes?
 - IF YES: What have you heard?

MODERATOR TO CLARIFY: Build Canada Homes is a new Government of Canada organization that will be responsible for building affordable homes, providing financing to affordable home builders, and creating a more productive homebuilding industry.

For the next part of our discussion, we will look at some of the messaging that could be used to introduce and provide some information about Build Canada Homes.

First, I'm going to show you two messages. Then we will do a poll where you'll select which message you think is best at introducing the Build Canada Homes initiative.

SHOW ON SCREEN

Message 1

The Government of Canada has a new housing plan
The most ambitious since the Second World War
To make housing affordable again

Message 2

The Government of Canada has a new housing plan
And at a time when Canadians are coming together to stand up against global challenges
It is a plan that meets the moment with a Team Canada approach

POLL: Please select which message you think is best at introducing the Build Canada Homes initiative.

MODERATOR TO GO THROUGH EACH SELECTION: Why did you make this selection?

Next, we will review a few more messages that are aimed at describing what Build Canada Homes is meant to achieve.

SHOW ON SCREEN

Faced with the current housing situation, we know that it is time to build.

Build Canada Homes will get housing built in Canada, with a focus on large-scale, long-term affordable housing solutions with a real impact.

- What is your overall reaction to this message?
- Is there anything in this message that does not resonate with you, or is confusing?
 - Is the message clear?
- The message refers to “affordable housing.” What do you think “affordable” means?
 - What does it mean for you?

Next, we will review another set of messages.

SHOW ON SCREEN

By combining flexible financing, land access, and development expertise under one roof, Build Canada Homes will make it simpler and faster to get big projects off the ground.

Build Canada Homes combines development, financing, and leveraging modern methods of construction to create a more affordable housing supply.

- What is your overall reaction to this message?
- Is there anything in this message that does not resonate with you, or is confusing?
 - Is the message clear?
- In your opinion, what do you think “modern methods of construction” means?

Now based on everything we’ve just seen ...



- Is the Build Canada Homes initiative relevant to you? Based on what you know, do you feel you would benefit from it?
- Does this initiative place the Government of Canada on the right track when it comes to housing? Why or why not?

BUILD CANADA HOMES ANNOUNCEMENT (35 minutes) – Northern Alberta Aged 35-54
Concerned about the Economy, Regina Prospective Homebuyers and Renters, Major City Centres
Quebec Middle Class

- Have you seen, read, or heard anything recently about the Government of Canada's plan to address housing issues?
 - IF YES: What have you heard?
 - PROBE: What about the Government of Canada's new Build Canada Homes initiative?
 - IF YES: What have you heard?

MODERATOR TO CLARIFY/SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada recently announced a new federal agency called Build Canada Homes. Its goal is to build lots of affordable housing by making good use of public lands, offering flexible financial incentives, attracting private capital, facilitating large portfolio projects, and supporting modern manufacturers.

- What are your initial thoughts about this new federal agency?

MODERATOR TO CLARIFY/SHOW ON SCREEN:

Build Canada Homes will focus primarily on housing designed to provide units below the standard market rate so that these units are affordable for low- and middle-income households.

The overall goal is to double housing construction, restore affordability, and reduce homelessness by building transitional and supportive housing.

There are three pillars to this approach:

4. Build affordable homes: work with industry to provide affordable housing options that remain affordable over the long-term.
5. Finance affordable homes: offer stable, long-term, low-cost financing to private and non-profit housing providers.
6. Catalyze a new housing industry: help generate demand for innovative and sustainable building methods like factory-built and prefabricated construction.

- What are your thoughts about this approach?

One of the ways Build Canada Homes will deliver more homes more quickly is by using public lands for innovative and sustainable building methods, such as factory-built housing, and using certified Canadian wood and recycled and low-emission materials for these homes.

- Do you think this strategy will lead to more homes more quickly and at affordable prices? What makes you say that?
- Do you think Build Canada Homes will help boost Canada's economy? What makes you say that?
- Personally, do you think you would benefit from this type of initiative?
 - IF YES: How so?

ELECTRIC VEHICLES (40 minutes) – Greater Vancouver Area, 905 Region Ontario, Northwest Territories, Quebec City, Northern Ontario

Greater Vancouver Area Now I'd like to talk about electric vehicles (EVs).

905 Region Ontario, Northwest Territories, Quebec City, Northern Ontario Now I'd like to switch topics and talk about electric vehicles (EVs).

- Have you seen, read or heard of any news related to the Government of Canada and electric vehicles (EVs) recently?
 - IF YES: What have you heard? Where did you hear it?
 - IF NOT MENTIONED: What about news about the federal rebate for EVs?
 - IF NOT MENTIONED: What about news about the EV sales targets in Canada?
- Is anyone here considering purchasing or leasing an EV?
 - IF YES: What are your main reasons for wanting to purchase or lease an EV?
 - IF YES: Do you have any hesitations about purchasing or leasing an EV?
- Would you consider purchasing a used EV? Why or why not?
- What do you think are the biggest advantages or benefits of having an EV, compared to conventional gas or diesel vehicles?
- What impacts, if any, would having an EV have on you or your community?
 - IF NOT MENTIONED: What about being able to charge an EV at home?

- What, if anything, are the biggest barriers to you purchasing an EV?
 - IF NOT MENTIONED: What about charging infrastructure?
 - IF NOT MENTIONED: What about getting an EV serviced or repaired?
 - IF NOT MENTIONED: What about costs?

SHOW ON SCREEN:

Canadians typically commute an average of 50km to 60km per day. Many EVs now have 400 – 500km of driving range, meaning they can be driven hundreds of kilometers before requiring charging. Last year, a CAA study of over 16,000 current EV drivers in Canada also showed that current drivers do over 80% of their charging at home, rather than at public charging stations.

- What are your reactions to this information?
 - Does this information change your opinion about whether there's enough public charging infrastructure? In what ways?
 - Does this information change your assessment of whether EVs might be suitable for you? In what ways?

Greater Vancouver Area SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada recently indicated that it intended to bring back the consumer rebate program, formerly known as the Incentives for Zero-Emission Vehicles Program (iZEV), to help make electric vehicles more affordable.

905 Region Ontario, Northwest Territories, Quebec City, Northern Ontario SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada recently indicated that it may bring back the consumer rebate program, formerly known as the Incentives for Zero-Emission Vehicles Program (iZEV), to help make electric vehicles more affordable.

- Does this information change how you feel about EVs?
 - IF YES: How so?

Greater Vancouver Area The Government of Canada has set a target that by 2035, all new cars and trucks sold in Canada must be zero-emission, meaning fully electric or plug-in hybrid electric.

- **Greater Vancouver Area** Do you think the federal government will meet this target? Why or why not?
- **Greater Vancouver Area** Do you think the Government of Canada should stick with this target timeline, tighten the timeline (i.e. sooner than 2035), extend the timeline (i.e. later than 2035), or remove the target completely? What makes you say that?

905 Region Ontario, Northwest Territories, Quebec City, Northern Ontario SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada has set targets for the sale of all new zero-emission cars and trucks sold in Canada, meaning fully electric or plug-in hybrid electric. The targets were originally set to begin for the 2026 model year; however, the federal government recently announced that it was removing the target for 2026 and will conduct a 60-day review of the overall policy. This announcement is part of a series of measures to help the sectors most affected by U.S. tariffs.

- **905 Region Ontario, Northwest Territories, Quebec City, Northern Ontario** What do you think of removing the zero-emission target for 2026 models?
- **905 Region Ontario, Northwest Territories, Quebec City, Northern Ontario** Do you think the Government of Canada should have targets for the sale of all new zero-emission cars and trucks starting in 2027, should it continue to pause targets in the near term, or should it remove targets completely? What makes you say that?

ECCC MESSAGE TESTING (40 minutes) Nova Scotia Parents of Children in Daycare, British Columbia First-Generation Canadians, Laval Region Quebec

Shifting topics, now I'd like to talk about the environment.

The Government of Canada is updating its climate change strategy; the full strategy is still being finalized so I don't have a lot of information to share with you in terms of any specific actions. However, I would like to show you some broad messages that the Government of Canada could use in its communications and I would like you to let me know whether any ideas resonate with you or not.

Here is the first one...

SHOW ON SCREEN

Canada is committed to reaching net-zero emissions by 2050 and improving our economic competitiveness — not just because it's essential for the climate, but because experts tell us that prosperous economies in the future will be low-carbon, resilient, and strong enough to handle the demands of AI, electrification, and new trading relationships. The Government of Canada is making targeted adjustments to some climate policies to support our economy in this transition while navigating pressure on our economy from U.S. tariffs. The Climate Competitiveness Strategy is a key part of the federal government's plan to build Canada's economic strength to create more certainty and prosperity for all Canadians by transforming our economy into one that is more competitive, sustainable and resilient to global shocks.

- What are your reactions to this?
 - Do any words or ideas resonate with you? Why or why not?
 - Is there anything unclear or confusing?

SHOW ON SCREEN

While the transition to net zero is crucial for fighting climate change, recent economic pressures tied to U.S. policies mean that some actions to meet our short-term climate goals could come at a cost to jobs and investment. We're still pushing hard to reduce pollution and lower our emissions but doing it in a way that supports Canadian workers, communities, and industries.

- What are your reactions to this?
 - Do any words or ideas resonate with you? Why or why not?
 - Is there anything unclear or confusing?

SHOW ON SCREEN

Ensuring that large emitters - like big manufacturers pay a price for the carbon pollution they create is an important part of Canada's plan to build a strong economy and greener future because it creates a financial incentive to pollute less and invest more in cleaner ways of doing business. Industrial carbon pricing is the lowest-cost way for Canadian products and services to be competitive and better for the environment.

- What are your reactions to this?
 - Do any words or ideas resonate with you? Why or why not?
 - Is there anything unclear or confusing?

SHOW ON SCREEN

The Government of Canada is taking action to ensure the long-term success of Canada's transition to electric vehicles (EVs). At the same time, the EV sector is facing economic pressure due to U.S. tariffs, so the federal government is removing its mandatory sales targets that were set to begin for new 2026 EV models.

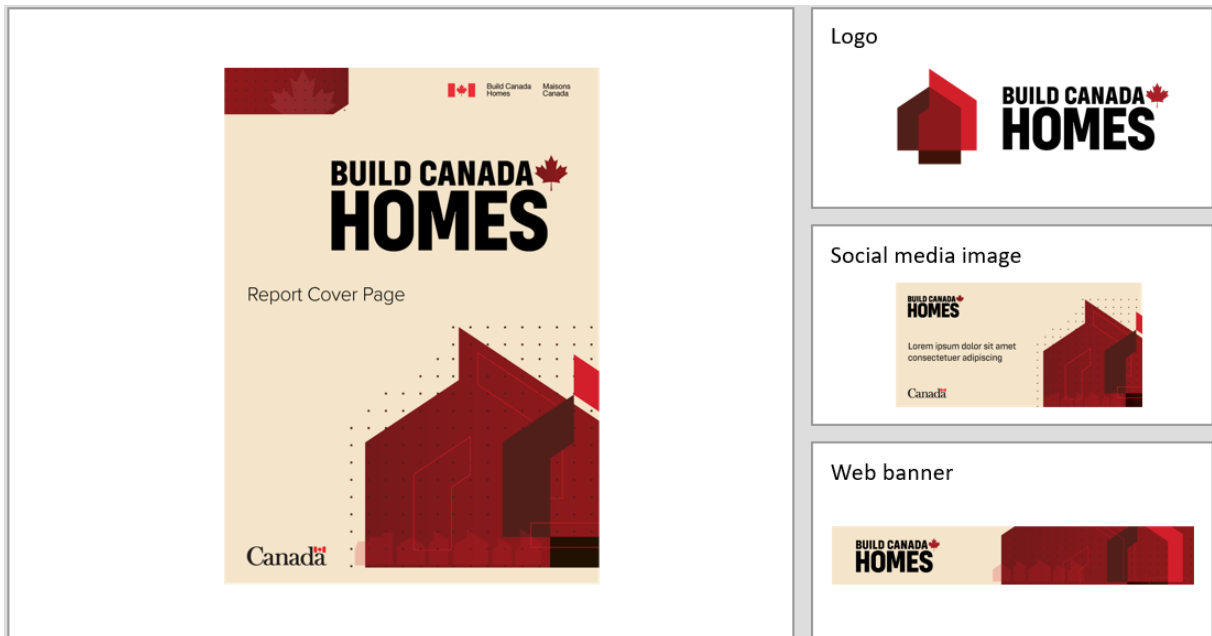
- What are your reactions to this?
 - Do any words or ideas resonate with you? Why or why not?
 - Is there anything unclear or confusing?

CONCLUSION (5 minutes) – All Locations

- Before we close, is there anything else you would like to say to the federal government? It can be an additional point related to anything we discussed today, or it could be something you think is important but wasn't discussed.

Annexe C – Concepts publicitaires

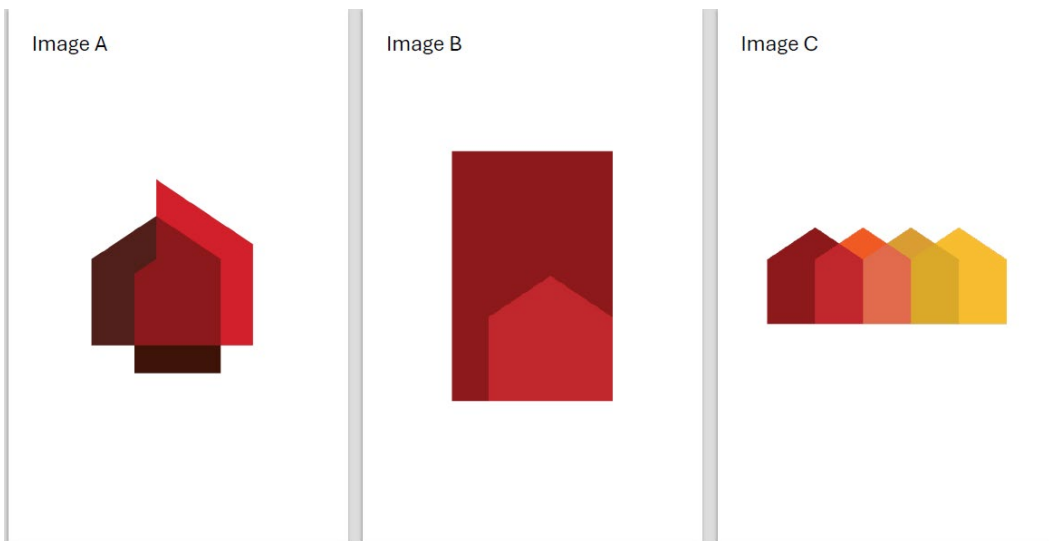
Maisons Canada



Ce concept publicitaire comprend une image grand format représentant la couverture d'un rapport de Maisons Canada occupant les deux tiers gauches de l'image, accompagnée d'une colonne de trois images de marque différentes sur le tiers droit de la couverture. Sur la couverture de rapport de plus grande taille figurent des dessins rouge foncé sur fond beige. Un rectangle rouge, dont une petite portion du coin inférieur droit est manquante et à l'intérieur duquel on aperçoit un motif de feuille d'érable rouge estompé figure dans le coin supérieur gauche de l'image. Un logo du drapeau canadien et les mots « Build Canada Homes » et « Maisons Canada » figurent dans le coin supérieur droit de l'image. Sous ces derniers, au centre supérieur de l'image, figurent les mots « Build Canada Homes » en grosses lettres majuscules, le mot « Homes » apparaissant dans une police de plus grande taille que celle des autres mots. Une feuille d'érable figure à côté de ce titre. Au centre gauche du dessin figurent les mots « Report Cover Page » (page de couverture du rapport) en plus petits caractères noirs. Au bas de l'image à gauche figure le mot-symbole du gouvernement du Canada. Dans le quadrant inférieur gauche de l'image figure le dessin de couleur rouge foncé et aux formes multiples de ce qui semble être une grande maison avec de plus petites représentations de maisons à l'intérieur. Une partie de l'image, au milieu à droite, est d'un rouge légèrement plus foncé et un rectangle noir figure dans le coin inférieur droit de l'image. La première image située dans le tiers droit du concept est celle du logo de Maisons Canada, qui présente une maison à formes multiple de couleur rouge foncé et rouge profond (ou cramoisi), avec les mots « Maisons Canada » accompagnés d'une petite feuille d'érable. La deuxième image, présentant un dessin rectangulaire sur fond beige, est destinée aux réseaux sociaux. En haut à droite figure le logo de Maisons Canada, au centre à gauche, un exemple de texte et en bas à droite, le symbole du gouvernement du Canada. La même image rappelant une maison que celle figurant sur la page couverture de rapport occupe presque toute la portion droite de l'image. La troisième image est celle d'une bannière Web rectangulaire. À gauche figure le logo de Build Canada Homes sur fond beige, tandis qu'à droite se trouve un dessin à plusieurs tons de rouge semblable aux autres dessins du concept.



Deux images sont présentées côte à côte. L'image de gauche consiste en un rectangle rouge foncé, positionné verticalement, avec l'image d'une maison en rouge plus vif située dans la moitié inférieure du rectangle. L'image de droite représente une rangée de quatre maisons adjacentes et superposées les unes aux autres. De gauche à droite, les maisons se déclinent en rouge foncé, orange, or et jaune, les couleurs se chevauchant là où les maisons se rejoignent.



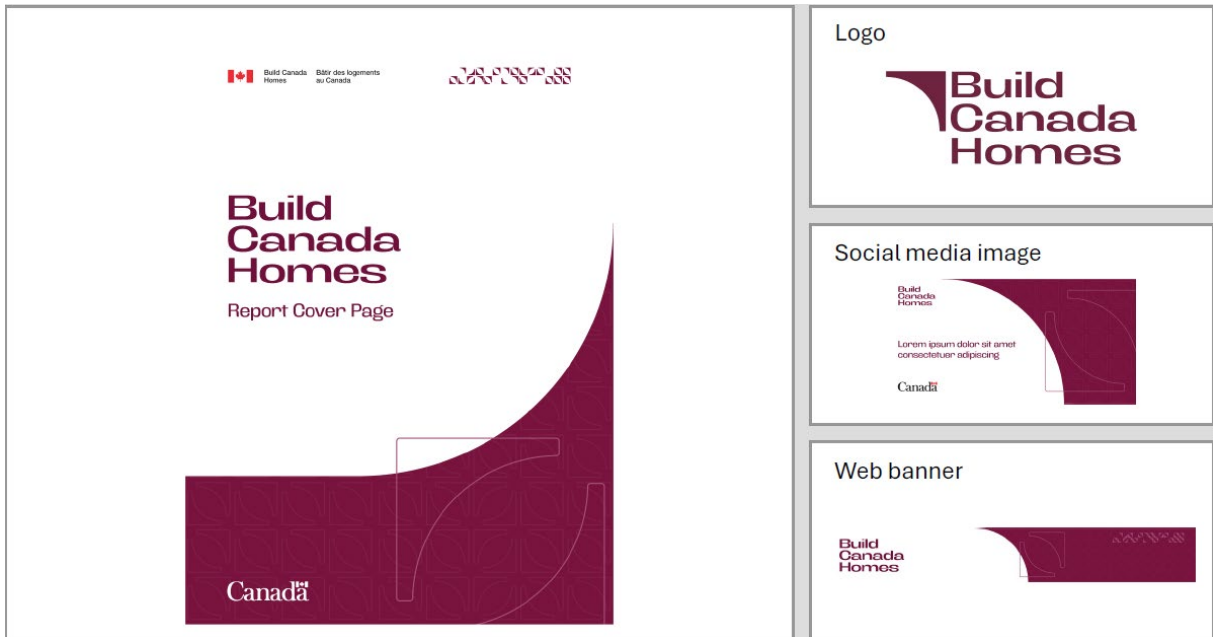
Trois images sont présentées côte à côte. L'image de gauche (image A) est celle qui figurait dans le logo initial de Maisons Canada. L'image centrale (image B) et celle de droite (image C) sont les deux images qui avaient été présentées aux participants dans l'image précédente.



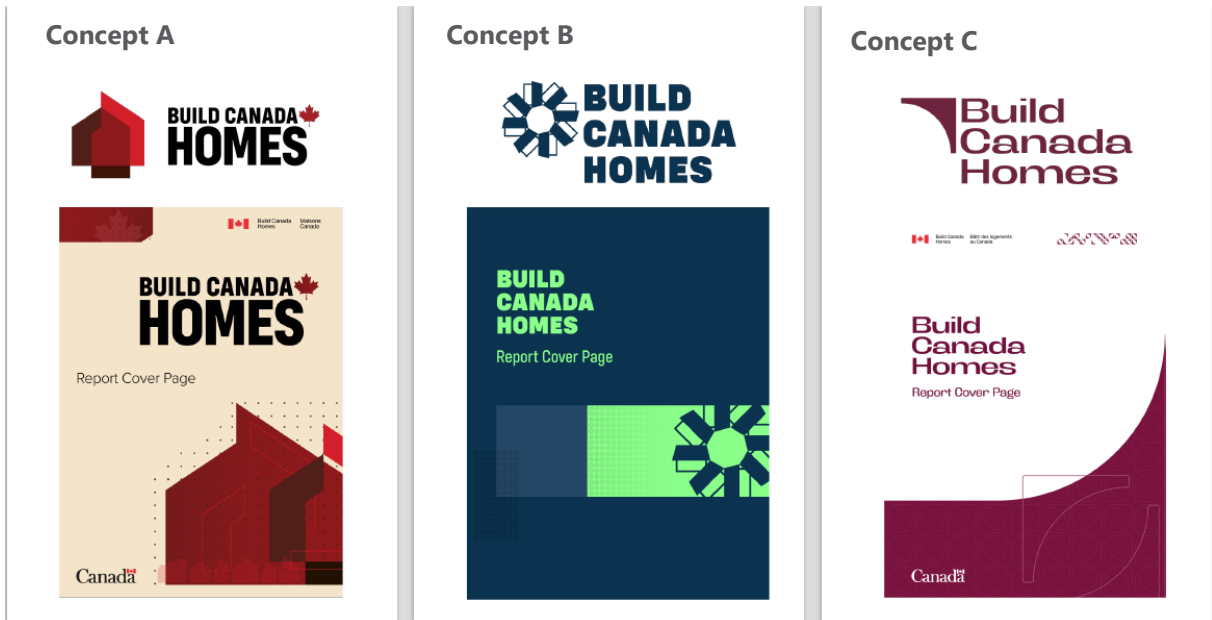
Les images sont présentées côte à côte et sont toutes des variantes de l'image A décrite dans l'image précédente. La variante A reprend la palette de couleurs originale (avec plusieurs nuances de rouge et de bordeaux ou de marron), la variante B consiste en un design bleu sardaigne et jaune, et la variante C propose une palette de couleurs composée de rouges et de roses foncés se chevauchant.



Il s'agit d'une version de recharge du concept de marque global de Maisons Canada, présentant une grande image de la page couverture d'un rapport de Maisons Canada à gauche et trois plus petites images à droite, représentant respectivement le logo, une image pour réseaux sociaux et une bannière Web de Maisons Canada. La page couverture de rapport est en grande partie d'un bleu foncé, avec du texte en vert fluo et des images alliant ces deux couleurs. En haut à gauche du concept, les mots « Build Canada Homes » (Maisons Canada) sont superposés en grosses lettres majuscules, sous lesquels figure la mention « Report Cover Page » (Page couverture de rapport) en petits caractères. Au milieu de la page couverture, un rectangle bleu et vert fluo se chevauche avec la représentation circulaire d'un cul-de-sac de maisons vu de haut. Au milieu du rectangle et sur le côté droit de la page figure une grille de points transparents. À droite, le logo en bleu foncé sur fond blanc. Le logo comporte les mots « Build Canada Homes » dans le même style que pour la page couverture, accompagnés du motif circulaire figurant cette fois en bleu foncé et blanc. L'image destinée aux réseaux est en bleu foncé et vert fluo, les mots « Build Canada Homes » figurant en haut à gauche, le logo circulaire dans la partie inférieure droite centrale de l'image et du texte sur le côté droit du dessin. La bannière Web se présente sous forme de long rectangle horizontal. Sur son côté gauche figurent les mots « Build Canada Homes » en vert fluo sur fond bleu foncé. Le centre de la bannière est d'un ton plus pâle puisqu'il se superpose au vert fluo qui occupe le côté droit du rectangle. À l'extrême droite du rectangle figure le logo circulaire vert fluo et bleu.



Il s'agit d'une version de remplacement du concept de marque global pour Maisons Canada. Dans cette version, une grande page couverture de rapport figure à gauche accompagnée, à droite, de trois plus petites images (un logo, une image destinée aux réseaux sociaux et une bannière Web). La page de couverture du rapport est blanche avec du texte et des images en rouge profond. Le logo du gouvernement du Canada figure en haut de la page de couverture du rapport, accompagné des mentions « Build Canada Homes » et « Bâtir des logements au Canada ». Dans le coin supérieur droit se trouve un dessin en rouge profond et blanc, composé de carrés et d'espaces vides. Au centre gauche de la page figure les mots « Build Canada Homes » de couleur, avec la mention « page de couverture de rapport » en caractères plus petits en dessous. Le tiers inférieur droit du concept est principalement occupé par un dessin en rouge profond, comprenant une courbe inclinée remontant vers le haut à droite de l'image. Le mot-symbole du Canada figure en blanc dans la portion inférieure gauche du concept, et deux dessins composés de deux lignes droites horizontales reliées par un demi-cercle figurent dans le coin inférieur droit du concept. Le logo comporte des inscriptions en rouge profond sur fond blanc. On y aperçoit les mots « Build Canada Homes » avec le dessin en rouge profond inversé apparaissant sur la page couverture. L'image destinée aux réseaux sociaux comporte le texte « Build Canada Homes » dans le coin supérieur gauche, un texte explicatif au centre à gauche et le mot-symbole du gouvernement du Canada dans le coin inférieur gauche. À droite, on aperçoit le même logo. La bannière Web comporte des inscriptions en rouge profond sur fond blanc. On y aperçoit les mots « Build Canada Homes » à gauche, un espace blanc au milieu et le même dessin que sur les images présentées ci-haut, mais cette fois avec un rectangle de forme plus allongée avec une pointe à une extrémité cadrant dans l'espace destiné à une bannière Web.



Il s'agit d'un assemblage des trois concepts généraux décrits dans les images ci-dessus. Le concept initial est intitulé « Concept A », tandis que les deux autres sont respectivement intitulés « Concept B » et « Concept C ».